
The Journal of CESNUR



French Edition
Volume 10, Issue 5
September-October 2026

⊗ The Journal of CESNUR ⊗

Directeur de la publication | Direttore responsabile

Marco Respinti

Rédacteur en chef | Direttore

Massimo Introvigne

Centre d'études sur les nouvelles religions, Turin, Italie

Rédacteur en chef adjoint | Vicedirettore

PierLuigi Zoccatelli (†)

Université pontificale salésienne, Turin, Italie

Comité de rédaction / Consultants internationaux

Milda Ališauskienė

Universitė Vytautas Magnus, Kaunas, Lituanie

Eileen Barker

London School of Economics, Londres, Royaume-Uni

Luigi Berzano

Université de Turin, Turin, Italie

Antoine Faivre (†)

École Pratique des Hautes Études, Paris, France

Holly Folk

Western Washington University, Bellingham, Washington, USA

Liselotte Frisk (†)

Université de Dalarna, Falun, Suède

J. Gordon Melton

Baylor University, Waco, Texas, USA

Susan Palmer

Université McGill, Montréal, Canada

Stefania Palmisano

Université de Turin, Turin, Italie

Bernadette Rigal-Cellard

Université Bordeaux Montaigne, Bordeaux, France

Les **instructions aux auteurs** et les consignes de soumission des articles peuvent être consultées sur notre site web., www.cesnur.net.

ISSN: 2532-2990

The Journal of CESNUR est une revue bimestrielle publiée par le CESNUR (Centre d'études sur les nouvelles religions), Via Confienza 19, 10121 Turin, Italie.

Volume 10, numéro 5, septembre–octobre 2026

Sommaire

Articles

- IV Un numéro spécial consacré à Konstantin Rudnev et à « Ashram Shambhala » : une introduction
James T. Richardson
- XIV Konstantin Rudnev avant son arrestation en 2010 : une biographie spirituelle
Massimo Introvigne
- XXVII L’affaire pénale Rudnev en Russie
Patricia Duval
- XLIII Konstantin Rudnev au Monténégro (2022-2024) : Deux événements sans lien entre eux et un scandale fabriqué
Alessandro Amicarelli
- LIV D’un renvoi hospitalier à une affaire de « secte transnationale » : Circulation médiatique et construction de la preuve en Argentine
María Vardé
- LX Les enseignements ésotériques de Konstantin Rudnev et les raisons de la controverse
Márk Nemes
- LXXII Pratiques de libération : savoir secret et rapports de pouvoir dans les enseignements de Konstantin Rudnev
Karolina Maria Kotkowska
- LXXXVI Les « tuteurs » : entretiens avec les élèves avancés de Konstantin Rudnev
Susan J. Palmer
- CI Le mouvement antisectes russe, Alexander Dvorkin et Konstantin Rudnev
Willy Fautré

- CXV La fabrication des monstres : comment les médias russes ont construit
l'affaire Rudnev
Rosita Šorytė
- CXXXIII « S'il y a du sang, ça se vend » : comment les médias occidentaux ont
reproduit la propagande russe contre Konstantin Rudnev
Marco Respinti

**Un numéro spécial consacré à Konstantin Rudnev
et à « Ashram Shambhala » : une introduction**

James T. Richardson
University of Nevada, Reno
jtr@unr.edu

RÉSUMÉ : L'introduction à ce numéro spécial de *The Journal of CESNUR* situe la persécution transnationale, qui s'étend sur une décennie, de Konstantin Rudnev et de son école, généralement désignée sous le nom d'« Ashram Shambhala », dans le cadre de tendances plus larges de mobilisation étatique et médiatique, ainsi que du mouvement antisectes, contre les nouveaux mouvements religieux. Elle soutient que les autorités de Russie, du Monténégro et d'Argentine adhèrent au mythe du dirigeant omniscient et à celui de l'adepte passif, récits qui nient la capacité d'agir individuelle et légitiment l'intervention coercitive de l'État. Les essais réunis ici documentent la manière dont les intérêts politiques, la concurrence religieuse – en particulier celle de l'Église orthodoxe russe – et les médias sensationnalistes font front commun pour décrire Rudnev comme un dangereux « dirigeant de secte ». Cela a suscité diverses situations critiques, des procédures judiciaires défailtantes et de graves atteintes à la liberté religieuse. Cette introduction met en évidence la crise croissante en Argentine, où la vie de Rudnev est désormais en danger. L'introduction relève aussi l'implication croissante d'ONG internationales et d'organismes des Nations Unies qui dénoncent les abus procéduraux et les preuves fabriquées. En présentant des analyses détaillées de la vie et des enseignements de Rudnev, ainsi que des phases russe, monténégrine et argentine de l'affaire, ce numéro souligne la fragilité de la liberté spirituelle. Il met en garde les acteurs institutionnels du monde entier contre l'acceptation non critique des clichés du mouvement antisectes qui menacent les religions minoritaires et l'expérimentation spirituelle alternative.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, Mouvement antisectes en Russie, Liberté religieuse en Argentine, Médias et nouveaux mouvements religieux.

Cette riche collection d'articles consacrés à la saga de la persécution internationale de Konstantin Rudnev, qui dure depuis une décennie, devrait inciter les autorités politiques et judiciaires de Russie, du Monténégro et d'Argentine, qui ont poursuivi avec tant de vigueur ce dirigeant charismatique et ses adeptes, à marquer une pause. Pris ensemble, les articles constituent une mise en accusation des autorités des trois pays qui se sont laissé manipuler par ceux qui voudraient attaquer les nouvelles expressions de la religiosité qui se sont développées dans notre monde contemporain et tumultueux. Cette collection constitue également un avertissement à ceux qui occupent des positions

d'influence et de pouvoir dans d'autres sociétés : ils doivent prendre grand soin de ne pas se laisser entraîner par des forces institutionnelles déterminées à limiter les activités et la participation à de nouvelles formes de spiritualité et de religiosité.

Cette collection spéciale d'articles démontre également clairement les injustices qui peuvent survenir lorsque le grand public et les autorités, y compris les autorités judiciaires et les juges, acceptent le pernicieux « mythe du dirigeant omniscient » et son compagnon nécessaire, « le mythe de l'adepte passif » (Richardson 2021). Pris ensemble, ces mythes rejettent complètement tout concept de capacité et de liberté d'agir, alors que de nombreuses personnes dans le monde actuel recherchent activement des croyances alternatives, et des modes de vie alternatifs et une communauté au sein de laquelle expérimenter un mode de vie correspondant à leurs besoins. J'ai examiné ailleurs plusieurs études démontrant clairement que les participants aux nouveaux mouvements religieux exercent pleinement leur liberté d'action et utilisent les groupes pour se transformer eux-mêmes, ce qui réfute les idées de « lavage de cerveau » qui sous-tendent les mythes du dirigeant omniscient et de l'adepte passif (Richardson 1985).

La collection révèle également à quel point il est facile pour ceux qui s'opposent à l'expérimentation dans le domaine religieux et spirituel de manipuler les médias de masse, les dirigeants politiques et d'autres personnes (telles que les parents) qui sont déconcertées et bouleversées par le fait que quiconque, et en particulier leurs enfants, puisse vouloir rejeter la culture dominante et expérimenter d'autres modes de vie et systèmes de croyances. Ainsi, ceux qui s'opposent aux nouvelles formes de spiritualité ont trouvé un public tout disposé à les écouter et un « modèle économique » qui fonctionne bien pour attaquer toute concurrence pour l'adhésion de ceux qui recherchent d'autres manières de vivre et de croire (Shupe and Bromley 1980, 1994, dont les conclusions ont été mises à jour par Introvigne 2022 et Šorytė 2024).

La situation en Argentine a des implications inquiétantes pour Konstantin Rudnev, dont la vie même est désormais en jeu. Cependant, les circonstances et la manière dont la situation politique et judiciaire y a échappé à tout contrôle démontrent clairement la précarité de la liberté religieuse et du droit des individus d'adopter différentes croyances et différents modes de vie.

Cette situation tragique a attiré l'attention de nombreuses ONG à travers le monde qui promeuvent et défendent la liberté religieuse, ainsi que celle de

plusieurs autres. Des lettres ont été adressées aux autorités politiques et judiciaires en Argentine, et diverses chroniques et articles sont parus, documentant l'évolution de cette situation très préoccupante, d'abord en Russie, puis au Monténégro, et maintenant en Argentine. Parmi les exemples de cette manifestation de préoccupation et du soutien à Rudnev, ainsi qu'à la liberté religieuse, figurent les suivants :

1. Le professeur Cole Durham, éminent spécialiste LDS, défenseur de la liberté religieuse et dirigeant du G20 Interfaith Forum. Il a adressé une lettre exprimant son inquiétude au président argentin, ainsi qu'aux ministères de la Justice et de la Sécurité.

2. Le chercheur italien et avocat Massimo Introvigne a publié une lettre signée par 12 dirigeants d'ONG internationales favorables à la liberté religieuse, suivie d'autres. La lettre demandant un traitement humain et la justice pour Konstantin Rudnev a également été adressée au président argentin ainsi qu'aux ministères de la Justice et de la Sécurité (*Bitter Winter* 2026).

3. L'affaire a été portée à l'attention du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CAP-LC 2026a, 2026b) et du Groupe de travail sur la détention arbitraire (Duval 2026), ainsi qu'à celle de la World Conference on Religious Dialogue and Cooperation à Skopje, en Macédoine du Nord (Vardé 2026), de même qu'à celle d'autres groupes et organisations.

4. Des plaintes ont été déposées contre les procureurs chargés de l'affaire pour falsification de preuves et irrégularités procédurales (*Infobae* 2026).

5. Divers autres articles et chroniques ont été publiés sur la situation en Argentine (voir, par exemple, Introvigne 2026 ; Amicarelli 2026).

Ce numéro spécial, qui offre de nombreux détails et éléments historiques sur les événements entourant Rudnev, est désormais disponible, et nous nous tournons maintenant vers les articles individuels.

Les articles

Cette collection de riches études scientifiques s'ouvre tout d'abord par le texte de Massimo Introvigne, éminent spécialiste des NMR et juriste reconnu, qui connaît bien ce conflit et de nombreux autres conflits concernant les religions et spiritualités non traditionnelles à travers le monde. Introvigne utilise des

entretiens avec le frère et l'épouse de Rudnev, ainsi qu'une importante documentation qu'il a réunie, pour décrire les premières années de la vie de Rudnev et la manière dont son école de pensée s'est développée durant ses jeunes années. L'image qui se dégage de cette attention approfondie portée à ses jeunes années est celle d'un chercheur spirituel tentant de trouver une philosophie de vie viable. Cette image diffère considérablement de celle construite par les autorités russes, souvent influencées par l'Église orthodoxe russe, le mouvement antisectes et les médias de masse russes. Toutes ces entités cherchaient à promouvoir une construction sociale de Rudnev en tant que « dirigeant d'une secte maléfique », en particulier à mesure que ses idées se répandaient et qu'il gagnait de nombreux adeptes en Russie et dans plusieurs autres pays. La quantité de publicité négative associée au procès de Rudnev en Russie constitue une illustration classique de la fabrication d'une « panique morale » (Richardson et Introvigne 2007). La panique qui s'ensuivit conduisit à l'incarcération de Rudnev pendant onze ans en Russie, puis à des persécutions pendant des années après sa libération, et finalement à une nouvelle incarcération en Argentine.

L'article introductif d'Introvigne est suivi par l'excellente analyse de la chercheuse française Patricia Duval consacrée aux processus politiques et juridiques en Russie, où l'« Ashram Shambhala » de Rudnev (nom sous lequel son mouvement est devenu connu) fut persécuté par le système juridique russe, ce qui conduisit à son interdiction et à l'emprisonnement de Rudnev pendant onze ans. Duval fournit des détails en s'appuyant sur des dossiers judiciaires, des rapports de police et des documents médiatiques qui démontrent la nature politique des poursuites, activement soutenues par l'Église orthodoxe russe (EOR). La condamnation finale de Rudnev ne reposait pas sur des preuves factuelles, mais sur des témoignages non corroborés et sur l'usage de concepts discrédités, tels que le « lavage de cerveau ». Aucune expertise indépendante ne fut sollicitée pour contrecarrer le récit élaboré par l'EOR et les autorités russes, ce qui aboutit à un résultat injuste mais prévisible. Il s'agissait d'un autre exemple de la « justice téléphonique » administrée en Russie lorsque des minorités religieuses sont impliquées (Shterin and Richardson 2002).

La contribution d'Alessandro Amicarelli rend compte en détail de la manière dont les événements décrits par Introvigne se sont transposés dans la vie publique et dans les processus d'application de la loi au Monténégro après que Rudnev eut fui la Russie et y demanda l'asile. Une série d'événements sans rapport entre eux et

des rapports très biaisés et trompeurs provenant de Russie furent amalgamés par les autorités et les médias de masse au cours des deux années pendant lesquelles Rudnev y résida. Les accusations russes furent traitées comme des faits, tout comme les accusations fabriquées (par les médias) selon lesquelles Rudnev était le dirigeant d'une « secte sexuelle ». Cette construction sociale fut utilisée pour harceler Rudnev et le menacer d'une nouvelle incarcération. Aucune procédure pénale ne fut jamais engagée contre lui au Monténégro. Néanmoins, son affaire illustre la manière dont des rapports faisant état de comportements prétendument illégaux, associés à la naïveté des médias et à leur propension à être utilisés à des fins malveillantes, peuvent subvertir la procédure d'asile et conduire à des perceptions publiques complètement erronées. Le rapport d'Amicarelli démontre également les risques auxquels sont confrontés les dissidents vivant dans des nations incapables ou non disposées à résister aux pressions exercées par des puissances telles que la Russie.

La contribution de l'anthropologue juridique argentine María Vardé décrit comment une simple hospitalisation dans une ville d'Argentine a finalement conduit à des accusations de traite d'êtres humains à l'encontre de Rudnev. Elle utilise divers dossiers judiciaires et articles de presse, ainsi que des entretiens avec des acteurs clés, pour documenter la manière dont les comptes rendus médiatiques de ce séjour à l'hôpital se sont finalement transformés en récits sur une organisation transnationale de traite impliquant également des stupéfiants et du travail servile. Des rapports russes et monténégrins très douteux furent utilisés pour constituer un dossier qui conduisit à l'arrestation et à la nouvelle incarcération de Rudnev en Argentine. Les récits du mouvement antisectes et les rapports préfabriqués diffusés par les médias de masse furent acceptés par les autorités argentines, y compris au sein du système judiciaire. Ces circonstances rendirent impossible la mise en place d'une défense efficace, facilitant ainsi une grave erreur judiciaire et l'emprisonnement de Konstantin Rudnev, alors très malade.

Des affaires similaires impliquant de nouveaux mouvements religieux se sont produites en Argentine. Un exemple antérieur d'erreur judiciaire concernait The Family International/Children of God. Dans cette affaire, le système judiciaire écarta un juge très partial, et le mouvement fut entièrement disculpé, mais seulement après deux années d'ennui et de nombreuses conséquences, telles que

la séparation de certaines mères de leurs enfants et leur incarcération pendant plusieurs mois (Borowik 2014 ; Wright and Palmer 2016, 73-98).

Le chercheur hongrois Márk Nemes et la chercheuse polonaise Karolina Maria Kotkowska présentent deux articles distincts, qui proposent tous deux une analyse des enseignements complexes de Rudnev, enracinés dans ses expériences antérieures avec diverses écoles de pensée de l'ésotérisme contemporain, du New Age et des pratiques chamaniques. Selon Nemes, ses idées doivent en réalité être comprises comme un « système complexe de bricolage religieux orienté vers l'amélioration de soi et l'élévation de la conscience ». Et, comme le notent les deux auteurs, le rôle essentiel joué par les pratiques tantriques est devenu un point de focalisation pour de nombreux critiques cherchant à limiter l'impact des enseignements de Rudnev. Les travaux de Nemes et de Kotkowska suggèrent que l'absence d'un bagage adéquat entrave nombre de ceux qui cherchent à comprendre l'approche de Rudnev et les éléments de sa perspective éclectique. Certains, qui devraient être mieux informés, ont délibérément dénaturé ce que Rudnev croit et pratique afin de le contrôler, voire de le faire taire. Et ces efforts ont conduit directement au harcèlement juridique et aux incarcérations qu'il a subies.

La sociologue canadienne de renom Susan J. Palmer analyse les expériences de cinq élèves avancés de Konstantin Rudnev qu'elle a récemment interviewés via Zoom. Elle a également obtenu des réponses écrites aux questions adressées à Rudnev lui-même, ce qui constitue un exploit remarquable (et témoigne de la ténacité de Palmer, qui a fait d'elle une chercheuse de premier plan dans son domaine). Les informations qu'elle a recueillies permettent de comprendre l'attrait du mouvement et les conséquences de sa disparition lorsque la communauté fut perquisitionnée en 2010 et qu'il fut ensuite emprisonné. Elle fournit des informations sur le parcours et les expériences des personnes interrogées, ainsi que sur les raisons pour lesquelles elles furent attirées par Rudnev et devinrent ses adeptes. Elles cherchaient clairement davantage de sens dans leur vie et le trouvèrent auprès du charismatique Rudnev. Palmer décrit ensuite ce qui est arrivé à ces cinq adeptes depuis l'incarcération de Rudnev, révélant qu'ils demeurent toujours disciples de ses enseignements, même s'ils n'ont eu aucun contact avec lui ni reçu ses conseils depuis les premiers jours de la première communauté en Sibérie.

Le militant belge des droits de l'homme et de la liberté religieuse et chercheur Willy Fautré propose une analyse approfondie des actions de l'Église orthodoxe russe et, en particulier, du rôle joué par le responsable de l'EOR, Alexander Dvorkin, dans le harcèlement subi par Konstantin Rudnev. Ces efforts conduisirent finalement à sa longue incarcération en Russie, ainsi qu'à des répercussions internationales majeures. Fautré détaille le développement des liens entre l'EOR et l'appareil gouvernemental russe, qui joua un rôle crucial dans la promotion du concept de « sécurité spirituelle », qui domina la politique gouvernementale à l'égard de tous les concurrents potentiels de l'EOR. Cette convergence d'intérêts contribua aux changements spectaculaires de la législation relative aux religions minoritaires en Russie. Le détournement de l'appareil juridique et judiciaire de l'État est documenté, notamment par l'acceptation pleine et entière du concept discrédité de « lavage de cerveau » dans les procédures concernant Rudnev ainsi que d'autres religions minoritaires. Le travail de sappe visant à définir Rudnev en termes totalement négatifs a, comme le note Fautré, également fonctionné ailleurs, avec des effets majeurs au Monténégro et, maintenant, en Argentine.

L'ancienne diplomate lituanienne et défenseuse des causes humanitaires Rosita Šorytė détaille la construction sociale de l'image de Konstantin Rudnev auprès du grand public et dans les procédures officielles en Russie, ainsi que la manière dont cela a contribué au traitement qui lui fut réservé tout au long de la saga de la persécution en Russie. Elle propose une analyse systématique des manières dont Rudnev et son mouvement furent critiqués et attaqués. Elle donne des détails sur la manière dont les médias ont traité ses idées philosophiques et religieuses éclectiques, et sur la manière dont les interprétations de cette image et diverses affirmations fabriquées ont contribué à la façon dont lui et son mouvement furent traités par les autorités et les médias de masse en Russie. Šorytė note que « le rôle des médias russes n'est pas de remettre en question, mais d'amplifier », ce qui signifie que les médias de masse en Russie ne sont que des porte-paroles des établissements politiques et religieux (EOR). Cependant, elle souligne également que même les médias plus objectifs en Russie ont repris la ligne officielle concernant Rudnev, republiant sans critique des rapports officiellement approuvés, faux ou exagérés. Elle déplore que les images négatives de mouvements tels que celui de Rudnev puissent devenir omniprésentes, ainsi que les conséquences qui découlent d'une telle acceptation sans réserve de ces clichés.

Marco Respinti, directeur de *Bitter Winter*, propose une analyse des pratiques journalistiques relatives aux soi-disant « sectes » présumées, en mettant particulièrement l'accent sur la manière dont les informations concernant Rudnev ont été diffusées à travers le monde. Il examine des exemples frappants de « journalisme jaune » bâclé et contraire à l'éthique, présenté comme véridique dans l'affaire Rudnev, en donnant des détails sur la manière dont des individus et des groupes ont diffusé des informations erronées et trompeuses, ainsi que sur la manière dont de telles calomnies ont été diffusées à l'échelle internationale. Il se montre très critique à l'égard des pratiques qui ont conduit des journalistes à considérer comme exactes et factuelles des informations douteuses qu'ils avaient reçues, alors qu'elles ne l'étaient manifestement pas. Il détaille les conséquences très graves de ce qui s'est produit dans le cas de Rudnev, dont les emprisonnements successifs ont entraîné une détérioration rapide de son état de santé. Respinti utilise l'affaire Rudnev pour accuser les journalistes et les groupes impliqués dans cet épisode tragique et laisse entendre que l'ensemble de la profession journalistique devrait en prendre note, tirer les leçons de ce qui s'est produit et développer des pratiques permettant de contrer de telles tendances.

Conclusion

Il faut espérer que cette collection soit largement diffusée, en particulier auprès des dirigeants institutionnels en Argentine, où la vie de Konstantin Rudnev est toujours gravement menacée. Mais cette saga tragique doit également être comprise dans de nombreuses autres sociétés où des efforts pourraient être entrepris pour limiter l'expérimentation spirituelle de ceux qui recherchent un ensemble alternatif de croyances et un mode de vie plus porteur de sens que celui qui leur est actuellement accessible. Si cela peut se produire, alors les efforts déployés par tous ceux qui ont rendu possible cette collection n'auront pas été vains.

Références

Amicarelli, Alessandro. 2026. « The Rudnev Case: Argentina's Judicial System Must Respect Its Own Rules. » *European Federation for Freedom of Belief*, 27 juillet. Consulté le 30 juillet 2026. <https://bit.ly/4pKiFQN>.

- Bitter Winter*. 2026. « An Urgent Humanitarian Appeal Concerning the Case of Konstantin Rudnev. » 20 juin. Consulté le 30 juillet 2026. <https://bit.ly/4vZrUy7>.
- Borowik, Claire. 2014. « Courts, Crusaders and the Media: The Family International. » In *Legal Cases, New Religious Movements, and Minority Faiths*, sous la direction de James T. Richardson et François Bellanger, 19-40. Londres : Routledge.
- CAP-LC (Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience). 2026a. « HRC 61 Written Statement: The Inhumane Detention of Konstantin Rudnev in Argentina. » 6 mars. Consulté le 30 juillet 2026. <https://bit.ly/4fE2LEt>.
- CAP-LC (Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience). 2026b. « HRC 62 Written Statement: Deterioration of the Situation of Konstantin Rudnev in Argentina and the Risks of Transnational Repression. » 8 juillet. Consulté le 30 juillet 2026. <https://bit.ly/3Tt8MLn>.
- Duval, Patricia. 2026. « Urgent Appeal to the Working Group on Arbitrary Detention—Update. » 5 juin.
- Infobae. 2026. « Internaron de urgencia al líder de la secta rusa mientras se define si debe volver a la cárcel. » Consulté le 30 juillet 2026. <https://bit.ly/4fKaxew>.
- Introvigne Massimo. 2022. « The Anti-Cult Movement. » Série de sept articles, *Bitter Winter*. Consulté le 30 juillet 2026. 3 février, <https://bit.ly/3TOd3cp>; 4 février, <https://bit.ly/4fJ9snc>; 7 février, <https://bit.ly/4xadgF8>; 8 février, <https://bit.ly/3RFXJxK>; 9 février, <https://bit.ly/4pOmS6c>; 10 février, <https://bit.ly/4fHxkYx>; et 11 février, <https://bit.ly/45xRC1O>.
- Introvigne, Massimo. 2026. « A Man's Life Threatened: The Shocking Developments In The Rudnev Case. » *Religion Unplugged*, 14 juillet. Consulté le 30 juin 2026. <https://bit.ly/4pKi5m5>.
- Richardson, James T. 1985. « The Active Versus Passive Convert: Paradigm Conflict in Conversion/Recruitment Research. » *Journal for the Scientific Study of Religion* 24(2):163-79.
- Richardson, James T. 2021. « The Myth of the Omnipotent Leader: The Social Construction of a Misleading Account of Leadership in New Religious Movements. » *Nova Religio: The Journal of Alternative and Emergent Religions* 24(4):11-25.
- Richardson, James T., and Massimo Introvigne. 2007. « New Religious Movements, Countermovements, Moral Panics, and the Media. » In *Teaching New Religious Movements*, sous la direction de David G. Bromley, 91-114. Oxford : Oxford University Press.

- Shterin, Marat, et James T. Richardson. 2002. « The Yakunin v. Dvorkin case: Analysis of a Major Legal Case Involving Minority Religions in Russia. » *Religion in Eastern Europe* 22:1-38.
- Shupe, Anson D., et David G. Bromley. 1980. *The New Vigilantes: Deprogrammers, Anti-Cultists, and the New Religions*. Beverly Hills, CA, et Londres : Sage.
- Shupe, Anson D., and David G. Bromley, sous la direction de. 1994. *Anti-Cult Movements in Cross-Cultural Perspective*. New York et Londres : Garland.
- Šorytè, Rosita. 2024. « The Opposition to ‘Cults’ in Various Countries and Its International Coordination. » *The Journal of CESNUR* 8(6):38-48. DOI: 10.26338/tjoc.2024.8.6.3.
- Vardé, María. 2026. « Imposed Victimhood: Media, Anti-Cult Repertoires, and the Politics of Protection.» Communication, 4th World Conference for Religious Dialogue and Cooperation, Skopje, North Macedonia, 24 juin 2026.
- Wright, Stuart, et Susan J. Palmer. 2016. *Storming Zion: Government Raids on Religious Communities*. New York : Oxford University Press.

Konstantin Rudnev avant son arrestation en 2010 : une biographie spirituelle

Massimo Introvigne

CESNUR (Centre d'études sur les nouvelles religions, Turin, Italie)

maxintrovigne@gmail.com

RÉSUMÉ : La première période de la biographie de Konstantin Rudnev révèle un parcours très éloigné du stéréotype qui lui fut ultérieurement imposé par les procureurs et les médias. Élevé à Novossibirsk à la fin de l'époque soviétique, sous l'influence spirituelle d'une grand-mère ayant survécu à la répression stalinienne, Rudnev éprouva dès son adolescence le besoin d'une quête intérieure intense, façonnée par la marginalisation sociale, les premières rencontres avec le yoga et une expérience ésotérique transformatrice en 1987. Son système, élaboré à la fin des années 1980 et au cours des années 1990, était centré sur l'auto-observation, la transformation de la pensée et le développement de l'attention, s'inspirant de manière sélective des traditions orientales et présentant des résonances avec certains aspects de la psychologie de Gurdjieff, tout en en demeurant distinct et pratique. Des enseignements discrets sur l'énergie sexuelle, enracinés dans le Tantra classique, furent par la suite montés en exergue par ses opposants. À mesure que ses groupes spirituels se développaient en Russie et à l'étranger, la visibilité de Rudnev attira l'hostilité de l'Église orthodoxe, des militants antisectes et des médias, qui d'un « dirigeant de secte maléfique », éclipant ainsi le développement spirituel attesté par celui-ci. La reconstitution de cette période met en évidence le profond écart entre les données biographiques et le mythe public qui fut ensuite utilisé pour justifier la répression.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, yoga en Russie, ésotérisme en Russie, Tantra.

Introduction

Dans la salle d'audience de Novossibirsk, où il fut jugé et condamné en 2013, ainsi que dans les communiqués de presse du ministère public diffusés en Argentine après son arrestation en 2025, Konstantin Rudnev apparaît comme une figure familière de « la panique morale contemporaine ». Il est décrit comme un manipulateur ayant inventé un mouvement pseudo-spirituel afin de tromper ses adeptes, de s'enrichir et de satisfaire ses désirs. Ce portrait a été répété si souvent qu'il a acquis la solidité d'un mythe public.

Pourtant, lorsqu'on examine les premières années de la vie de Rudnev, une tout autre histoire se dessine. C'est une histoire qui ne ressemble pas à la caricature d'un escroc, mais à la trajectoire d'un jeune chercheur spirituel qui, dès son

adolescence, a mené une quête sincère et singulière. Le contraste entre ces deux récits est essentiel pour comprendre comment l'image de Rudnev a été construite et pourquoi elle diverge si radicalement des données biographiques.

Rudnev : les premières années

Konstantin Rudnev (dont la biographie est reconstituée ici à partir d'entretiens avec son épouse et son frère, ainsi que des documents qu'ils m'ont fournis) est né à Novossibirsk le 4 août 1967, au sein d'une famille qui incarnait les contradictions de la fin de la période soviétique. Les idéaux communistes influençaient le foyer, mais celui-ci manquait de la ferveur idéologique qui caractérisait d'autres familles de l'époque. La figure centrale de son éducation ne fut pas l'un ou l'autre de ses parents, mais sa grand-mère, une Moscovite qui avait survécu à la répression stalinienne et avait été exilée en Sibérie après la Seconde Guerre mondiale. Sa présence introduisit dans la famille une dimension que l'idéologie soviétique ne pouvait effacer. C'était une femme profondément croyante, dont la foi avait résisté à la persécution, au déplacement forcé et à la perte de son foyer. Pour Konstantin et son frère, elle représentait un monde qui existait au-delà de l'horizon étroit de la doctrine officielle. Son appartement devint le véritable centre de la vie familiale, un lieu où les deux garçons découvrirent une forme de sagesse qui ne dépendait ni des slogans ni de la loyauté politique.

Cette exposition précoce à une sensibilité spirituelle, étrangère aux normes soviétiques, façonna le monde intérieur de Rudnev. Cependant, son enfance fut également marquée par des difficultés sociales. Son frère se souvient que Konstantin éprouvait des difficultés à communiquer avec ses camarades et était souvent harcelé. Ces expériences firent naître en lui un sentiment d'imperfection et un désir de transformation. Il en vint à croire que la souffrance était le signe que quelque chose en lui devait changer. Cette conviction ne le conduisit pas au cynisme, mais à l'introspection. Il résolut de comprendre pourquoi les êtres humains se comportent comme ils le font et comment il est possible de s'élever au-dessus de la cruauté que les enfants peuvent s'infliger les uns aux autres.

L'Union soviétique des années 1970 et du début des années 1980 disposait de peu de ressources pour mener une telle quête. Les informations situées en dehors du cadre idéologique étaient rares. Toutefois, deux revues, *Fizkultura i Sport* et *Nauka i Religiya*, publiaient occasionnellement des articles consacrés au yoga et à

la philosophie orientale. Lorsque Konstantin avait environ quinze ans, son frère lui montra l'un de ces articles. Ce fut un moment qui modifia le cours de sa vie. Les deux garçons commencèrent à pratiquer le yoga chez eux, sans enseignants ni encadrement formel. Ils entraînèrent leur corps et lisaient toute la littérature spirituelle qu'ils parvenaient à trouver. Konstantin dévorait ces textes avec une intensité peu commune. Il ne se contentait pas d'imiter ce qu'il lisait. Il les assimilait, y réfléchissait et en tirait ses propres conclusions. Son frère décrit cette période comme le début de l'élaboration d'une synthèse spirituelle originale.

En 1987, les frères rencontrèrent un homme qu'ils considéraient comme hautement compétent en matière d'ésotérisme. La rencontre produisit ce que Konstantin appela plus tard une ouverture de la conscience. Il eut le sentiment d'avoir entrevu des vérités que d'autres ne pouvaient pas voir. Cette expérience ne le conduisit pas à se retirer du monde. Elle le conduisit à croire qu'il avait la responsabilité de partager ce qu'il avait compris. Il devint convaincu qu'il possédait un savoir capable d'aider les autres à surmonter la souffrance et la confusion.

Les années de la perestroïka offrirent de nouvelles possibilités. Les groupes religieux qui avaient été réprimés ou marginalisés commencèrent à opérer plus ouvertement. Les frères visitèrent des adventistes et des baptistes. Ils ne rejoignirent pas ces communautés ; pourtant, Konstantin fut impressionné par la dévotion qu'il y observa. Il vit que les gens pouvaient s'engager pleinement dans des idées qui donnaient du sens à leur vie. Cette observation influencerait plus tard son propre enseignement. Il croyait que le développement spirituel exigeait du dévouement et de la loyauté envers une voie particulière.

Une rencontre traumatisante avec l'armée

Après avoir terminé l'école, Konstantin effectua son service militaire obligatoire. L'armée soviétique de cette époque était réputée pour ses bizutages. La « dedovchtchina » était un système de violence qui façonnait la vie d'innombrables jeunes hommes. Ce n'était pas un abus occasionnel, mais une réalité quotidienne. Les soldats plus âgés battaient les plus jeunes, les humiliaient et les soumettaient à des tourments psychologiques. Dans certains cas, les recrues étaient violées. Les suicides n'étaient pas rares. Les familles essayaient souvent d'empêcher leurs fils de s'engager et ceux qui y parvenaient étaient considérés comme chanceux.

Konstantin fut témoin d'un incident au cours duquel une jeune recrue fut battue et violée, avant de tenter de se suicider en se taillant les poignets. Cet événement eut un impact profond sur lui. Il conclut que rester dans l'armée le détruirait. De nombreux jeunes hommes de sa génération parvinrent à des conclusions similaires. L'un des rares moyens d'échapper au service consistait à simuler une maladie mentale. Konstantin choisit cette voie. Il présenta des symptômes qui conduisirent à une hospitalisation psychiatrique et à une réforme. Les procureurs utilisèrent plus tard cet épisode pour suggérer l'existence d'une pathologie sous-jacente. Sa famille insiste sur le fait qu'il s'agissait d'un acte rationnel d'autoprotection. Le dossier psychiatrique reflète la brutalité du système militaire soviétique plutôt qu'une instabilité inhérente.

Devenir professeur de yoga

Lorsqu'il quitta l'armée et l'hôpital en 1987, Konstantin revint au yoga avec une détermination renouvelée. Il commença à enseigner à de petits groupes. Au début, la pratique se limitait au hatha yoga, pourtant il réalisa bientôt que les exercices physiques n'étaient qu'un point d'entrée. Il éprouva une forte impulsion à enseigner. Il croyait qu'il possédait un savoir capable d'aider les gens à se comprendre eux-mêmes et à transformer leur vie. Son frère le décrit comme un jeune homme qui avait déjà développé une vision du monde cohérente et capable de débattre avec des savants expérimentés sur des questions spirituelles.

Le système de Konstantin était éclectique. Il lut Carlos Castaneda (1925-1998) et incorpora des éléments de chamanisme. Il expérimenta des pratiques enseignées par Valery Averyanov, dont le « karaté astral » (voir Panin 2019). Il croyait que toutes les religions partageaient une essence commune et que la vérité spirituelle pouvait s'exprimer sous de nombreuses formes. Son approche n'était pas académique, mais expérientielle. Il encourageait les élèves à observer leurs propres pensées, émotions et réactions. Il enseignait que la souffrance naît d'une pensée mal orientée et que le développement spirituel commence par la transformation de la pensée.

Cet enseignement se constitua progressivement. Il n'apparaît pas pleinement formé en 1989 (une formulation plus récente, sur laquelle ce paragraphe est fondé, figure dans Darshan[s] s.d. ; voir aussi *Spiritual Healing—Wisdom of Tibet* s.d.). Il se développa grâce à des conversations avec des élèves, à des tentatives

d'expliquer pourquoi les gens souffrent et au travail pratique d'examen des pensées. Il insistait sur le fait que les êtres humains vivent sous l'influence de schémas de pensée qu'ils n'ont pas choisis. La société, la famille, l'école et la culture inculquent à l'esprit des évaluations et des réactions qui deviennent automatiques. Ces schémas engendrent la souffrance. Ils forment ce qu'il appelait la fausse personnalité. Le vrai soi, selon lui, est l'observateur, l'attention qui peut être témoin des pensées, des émotions et des états corporels.

Il expliquait cela en termes simples. Si je peux observer le corps, je ne suis pas le corps. Si je peux observer les émotions, je ne suis pas les émotions. Si je peux observer les pensées, alors je ne suis pas les pensées. La question devient alors : qui est celui qui observe ? Il répondait que c'est l'attention. Là où l'attention est dirigée, là la personne « est » en cet instant. Là où l'attention n'est pas, pour cette personne, cela n'existe pas. Cela n'était pas présenté comme une doctrine métaphysique, mais comme quelque chose qui pouvait être vérifié dans la pratique.

Rudnev insistait sur le fait que, pour la plupart des personnes, le premier obstacle sur toute voie spirituelle est la pensée erronée. Lorsqu'une personne s'assoit pour méditer, son esprit est immédiatement envahi par des pensées habituelles : ressentis, peurs, fantasmes, griefs. Elle oublie tout enseignement abstrait sur la conscience et se laisse captiver par ces pensées. C'est pourquoi il estimait que la première étape du travail intérieur devait être la transformation de la pensée.

Il utilisait des exemples tirés de la vie quotidienne. Quelqu'un me traite d'idiot. Je me sens offensé. Je souffre. La souffrance ne vient pas du mot lui-même. Elle provient de l'évaluation selon laquelle être traité d'idiot est terrible. Cette évaluation a été installée pendant l'enfance. C'est un schéma. Si je l'examine et le transforme, le sentiment d'offense disparaît. Je découvre que c'était la pensée qui produisait la souffrance. Cette découverte n'est pas théorique. Elle est expérientielle. Elle montre que les pensées peuvent être transformées et que celui qui les transforme ne s'identifie pas à elles.

Rudnev expliquait que ce travail sur la pensée constitue également le point de départ le plus réaliste, car il porte sur ce qui occupe déjà l'attention de la personne. L'offense, la jalousie, la peur et l'envie exigent une réponse. En introduisant la conscience dans ce processus, la personne commence à se gouverner elle-même. Elle voit qu'elle peut remplacer une pensée par une autre. Elle voit qu'elle peut

transformer ses réactions. Elle voit que son esprit se compose de parties observables et transformables.

À mesure que la personne travaille sur ses pensées, sa dimension spirituelle s'affirme. Elle acquiert la capacité de diriger l'attention, de modifier son point de focalisation et de maintenir une position plutôt que de se laisser emporter. Grâce à des centaines de transformations de ce type, la dimension spirituelle se développe. Elle devient capable d'une attention plus soutenue. Elle devient capable d'observer sans réagir immédiatement.

Il reconnaissait l'existence d'étapes plus avancées. Il faisait référence à la séquence classique de la concentration, de la méditation et des états supérieurs, telle qu'on la trouve dans le yoga de Patanjali. Il insistait toutefois sur le fait que ces étapes ne peuvent être atteintes par une personne qui n'a d'abord pas travaillé sur le répertoire fondamental des pensées erronées. Si une personne est constamment offensée, jalouse, craintive et pleine de ressentiment, toute tentative d'« être ici et maintenant » sera submergée par ces réactions.

Il utilisait l'image d'un œuf pour décrire la structure de la personne. La coquille représente la fausse personnalité, composée de rôles, de masques et de pensées habituelles. Le centre représente le vrai soi. Chaque pensée erronée est liée à une partie de la personnalité. En travaillant sur ces pensées, la personne brise progressivement la coquille. Elle se sépare des masques. Elle dit : « Ce n'est pas moi ». Si elle peut le transformer, ce n'est pas son essence. L'essence, selon lui, est immuable parce qu'elle relève du divin.

Un dialogue avec Gurdjieff

À mesure que l'enseignement de Rudnev mûrissait au début des années 1990, il commença à formuler plus clairement la distinction entre le vrai soi et les schémas de pensée qui dominent la vie ordinaire. Cette distinction n'apparut pas isolément. Les dernières années de l'Union soviétique et les premières années post-soviétiques furent marquées par un regain d'intérêt pour la littérature ésotérique (Menzel, Hagemeister et Glatzer Rosenthal 2012), y compris pour les œuvres de George Ivanovitch Gurdjieff (1866-1949). Rudnev lisait abondamment et, bien que son système se soit développé de manière indépendante, il reconnaissait en Gurdjieff un penseur qui s'était confronté à des

questions similaires. Dans ses conversations avec les élèves, il faisait parfois référence à Gurdjieff pour illustrer un point, non pour revendiquer une filiation, mais pour montrer que l'idée qu'il cherchait à exprimer avait des précédents dans d'autres traditions.

Gurdjieff enseignait que l'être humain ordinaire n'est pas un soi unifié, mais une collection de « je », chacun représentant une impulsion, une émotion ou une réaction habituelle distincte. Ces « je » apparaissent et disparaissent tout au long de la journée, chacun prétendant être le véritable soi. La personne croit être une, alors qu'elle est multiple. Gurdjieff insistait sur le fait que le premier pas vers le développement intérieur consiste à observer ces « je » et à reconnaître qu'ils ne sont pas le véritable soi. Seul l'observateur, celui qui perçoit cette multiplicité, peut commencer le travail de transformation (Needleman et Baker 1996).

La formulation de Rudnev était différente, mais l'intuition fondamentale était la même. Il enseignait que la personne n'est pas les pensées qui surgissent dans l'esprit. Les pensées sont des schémas installés par la société, la famille et la culture. Elles apparaissent automatiquement. Elles revendiquent une autorité. Elles génèrent la souffrance. Pourtant, elles ne sont pas le vrai soi. Le vrai soi est l'attention capable de les observer.

La comparaison avec Gurdjieff permet de mieux comprendre l'originalité de l'approche de Rudnev. Le système de Gurdjieff est complexe, impliquant des centres, des chocs et des diagrammes cosmologiques. Rudnev n'adopta pas cette structure. Il se concentra plutôt sur le travail pratique consistant à examiner les pensées. Il estimait que la personne devait commencer par ce qui lui occupe déjà l'attention, notamment la peur et la douleur. Ces réactions sont les « je » qui dominent la vie quotidienne. En les examinant, nous commençons à voir qu'elles ne sont pas notre véritable soi. Cette reconnaissance marque le début de la maîtrise de soi.

Dans le système de Gurdjieff, la multiplicité des « je » constitue un obstacle fondamental. Dans le système de Rudnev, la pensée erronée joue le même rôle. Les deux enseignants insistent sur le fait que la personne doit apprendre à observer son esprit. Tous deux insistent sur le fait que l'observateur est distinct de l'observé. Tous deux affirment que le développement intérieur commence par cette reconnaissance. Toutefois, la méthode de Rudnev est plus simple et plus accessible. Il ne demande pas à l'élève de mémoriser des diagrammes ni des lois cosmologiques. Il lui demande d'examiner une seule pensée et de

déterminer si elle produit de la souffrance. Si c'est le cas, il lui demande de la transformer. Cette approche pratique rend son système plus facile à mettre en œuvre au quotidien.

La comparaison met également en lumière la dimension éthique de l'enseignement de Rudnev. Gurdjieff estimait que la personne devait lutter contre les réactions mécaniques. Rudnev estimait que la personne devait lutter contre cette pensée erronée. Tous deux considéraient le travail intérieur comme une forme de libération. Tous deux voyaient le vrai soi comme quelque chose de plus profond que les schémas qui dominent la vie ordinaire. Tous deux voyaient la voie comme un processus progressif d'auto-observation et de transformation.

Les élèves de Rudnev lui demandaient souvent comment son enseignement se rapportait à d'autres traditions. Il répondait que toutes les voies authentiques conduisent vers l'intérieur. Il ne prétendait pas être le successeur de Gurdjieff, mais reconnaissait que celui-ci avait exprimé certaines idées avec clarté. Il utilisait le langage de Gurdjieff du « ce n'est pas moi » pour aider les élèves à comprendre la distinction entre l'observateur et l'observé. Il expliquait que, lorsqu'une personne dit : « Ce n'est pas moi », elle ne rejette pas le monde, mais reconnaît que le vrai soi est plus profond que les schémas qui apparaissent dans l'esprit.

Cette reconnaissance devint centrale dans son système. Elle façonna sa manière d'enseigner la méditation, la concentration et l'auto-observation, d'expliquer la souffrance et de comprendre le développement spirituel. Elle façonna également la manière dont ses élèves se comprenaient eux-mêmes. Beaucoup décrivirent le moment où ils réalisèrent pour la première fois qu'une pensée pouvait être transformée comme un tournant. Ils découvrirent que la pensée n'était pas le vrai soi. Ils découvrirent que l'observateur était distinct de la pensée. Ils découvrirent que le développement spirituel était possible.

Parmi les pratiques que Rudnev introduisit au cours de ces premières années, il accordait une importance particulière à la *Trataka*, ou « Le Point ». Il s'agissait d'un exercice simple, qu'il considérait pourtant comme un outil fondamental pour développer l'attention. Le pratiquant fixait son regard sur un petit point noir dessiné sur une feuille de papier et maintenait cette concentration sans interruption. Au fil des minutes, les pensées, les images et le dialogue intérieur s'apaisaient progressivement, et l'esprit devenait plus clair. Pour Rudnev, la *Trataka* n'était pas un rituel mystique, mais une discipline de concentration. Il estimait que cinq ou dix minutes de pratique régulière pouvaient déjà renforcer

la capacité d'observation de l'esprit, réduire les distractions et préparer l'élève à un travail intérieur plus profond. Selon lui, l'attention était la porte d'entrée de tout développement spirituel, et la *Trataka* constituait l'un des moyens les plus simples pour commencer à la cultiver.

Enseigner le Tantra

À mesure que le système de Rudnev se développait au milieu des années 1990, il commença également à aborder, entre autres, un sujet qui a historiquement suscité de nombreux malentendus : le rôle de l'énergie sexuelle dans le développement spirituel. Il ne s'agissait pas d'une innovation excentrique. Cette approche reflétait des idées présentes dans les traditions indiennes et tibétaines anciennes, dans l'iconographie des temples de Khajurâho et dans la littérature tantrique classique. Rudnev estimait que l'énergie sexuelle, lorsqu'elle est abordée avec discipline et conscience, peut devenir un puissant instrument de transformation intérieure. Il traitait ces thèmes avec discrétion, dans des conversations privées et dans des ouvrages tels que *Darshan Tantra*, destinés à des élèves mûrs déjà engagés dans une pratique soutenue (Rudnev s.d.).

Dans ces enseignements, Rudnev soulignait que l'énergie sexuelle est l'une des forces les plus puissantes de la vie humaine. Il soutenait que lorsqu'elle est brusquement dissipée, elle laisse la personne épuisée et distraite. Il estimait que les civilisations anciennes avaient compris cela et avaient développé des méthodes pour canaliser l'énergie sexuelle vers les centres supérieurs, notamment le cœur et l'esprit. Selon lui, la société moderne avait perdu ce savoir. Les interdits culturels avaient transformé la sexualité en une source de culpabilité, tandis que l'érotisme commercialisé l'avait réduite à un simple divertissement. Ces deux tendances, affirmait-il, empêchaient les êtres humains de comprendre le potentiel plus profond de l'énergie sexuelle.

Rudnev enseignait que l'énergie sexuelle n'est pas intrinsèquement nuisible. Elle ne le devient que lorsqu'elle est utilisée mécaniquement, sans conscience. Il estimait que le développement spirituel exige d'apprendre à conserver et à élever cette énergie plutôt qu'à la gaspiller. Il expliquait que certaines techniques respiratoires, la concentration mentale et la discipline physique, notamment l'abstinence d'éjaculation pendant les rapports sexuels (Rudnev s.d., 121), peuvent aider une personne à demeurer centrée en situation d'intimité.

Il encourageait les élèves à aborder la sexualité avec pleine conscience, présence émotionnelle et sens du sacré.

Dans *Darshan Tantra*, Rudnev présentait ces enseignements comme faisant partie d'un effort plus vaste visant à intégrer tous les aspects de l'expérience humaine dans la voie spirituelle. Il estimait que la sexualité, lorsqu'elle est abordée consciemment, pouvait renforcer la vitalité, approfondir l'équilibre (Rudnev s.d., 107) et favoriser le développement de l'attention. Il pensait également que les malentendus étaient inévitables. Il savait que ses opposants interpréteraient toute référence à l'érotisme sacré comme une preuve d'une conduite répréhensible, comme cela s'était déjà produit pour d'autres groupes ésotériques dénigrés. C'est pourquoi il présentait ces enseignements avec discrétion et soulignait qu'ils étaient facultatifs, privés et secondaires par rapport au travail central de transformation de la pensée.

Malgré ces précautions, les critiques s'emparèrent de cet aspect de son système. Des militants antisectes et des journalistes hostiles commencèrent à décrire son école comme une « secte sexuelle » (Gumanova 2010), en ignorant à la fois le contexte historique des traditions tantriques et le caractère privé et individualisé des pratiques qu'il enseignait. Ils assimilèrent son insistance sur le potentiel spirituel de l'énergie sexuelle à des allégations sensationnalistes qui ne correspondaient ni au contenu de ses ouvrages ni aux témoignages de ses élèves. Cette déformation jouera par la suite un rôle important dans la formation de l'image publique de Rudnev et dans la justification de la répression qui suivit.

En réalité, la dimension tantrique de l'enseignement de Rudnev n'était qu'une composante d'un système beaucoup plus vaste, centré sur l'auto-observation, la transformation de la pensée et le développement de l'attention. Elle ne constituait ni un outil de recrutement, ni une pratique communautaire, ni un élément définissant son école. Il s'agissait d'un sujet spécialisé destiné aux élèves souhaitant intégrer leur vie intime à leur voie spirituelle. Les interprétations sensationnalistes qui circulèrent par la suite dans les médias en disent davantage sur les inquiétudes de la société contemporaine que sur le contenu des enseignements de Rudnev.

Expansion organisationnelle

Ce système intérieur mûrit en même temps que son activité organisationnelle. En 1989, l'école de Rudnev commença comme un petit groupe de yoga à Novossibirsk comptant environ six membres. À mesure que le groupe grandissait rapidement, il fonda en 1991 deux associations publiques officiellement enregistrées afin d'organiser ses adeptes : l'Association sibérienne des yogis et l'association Olyrna. Ces associations fournissaient un cadre juridique pour les séminaires, les cours et les publications.

Trois ans plus tard, une école par correspondance fut créée. Elle fonctionnait dans l'ensemble de l'ancienne URSS et proposait des enseignements portant sur des sujets tels que le yoga, le chamanisme, l'orphisme et le Tantra. Par la suite, des séminaires de grande envergure furent organisés, attirant des participants de toute l'ancienne URSS. De nombreux groupes se constituèrent dans différentes régions, où les participants commencèrent à organiser eux-mêmes des cours en s'appuyant sur les enseignements et les ouvrages de Rudnev.

En 1993, Rudnev fonda un ashram à Novossibirsk en tant que communauté résidentielle permanente destinée à ses adeptes. Il ne s'agissait pas d'une institution exigeant une adhésion formelle, mais d'un lieu où ceux qui étaient les plus engagés sur la voie pouvaient vivre à proximité de leur enseignant. En 1998, des séminaires en présentiel commencèrent à être organisés en dehors de l'ancienne URSS. Les premiers pays concernés furent la Grèce, la Belgique et les Pays-Bas, auxquels s'ajoutèrent par la suite le Mexique et le Brésil.

En 1999, Rudnev dissout les associations publiques lorsque la police commença à le surveiller, mais il continua à enseigner le yoga. C'est à cette époque que les médias commencèrent à utiliser le nom « Ashram Shambhala » pour désigner son mouvement. Rudnev n'est pas l'auteur de cette appellation, mais ses adeptes l'employaient à la fois pour désigner la communauté physique de ceux qui vivaient près de leur enseignant et pour évoquer un ashram idéal regroupant tous ceux qui suivaient les mêmes enseignements. Finalement, Rudnev accepta cette appellation tout en insistant sur le fait qu'il n'avait jamais fondé « Ashram Shambhala » en tant qu'organisation. Il s'agissait davantage d'un réseau de groupes locaux unis par ses enseignements, ses conférences et ses ouvrages.

Avec le temps, des groupes apparurent dans différents pays et villes à travers le monde. Selon des estimations datant de l'an 2000, il y avait environ 20 000

adeptes en Russie seulement, et plus de 100 000 dans le monde. Lorsque Rudnev fut arrêté en 2010, certains groupes indépendants en Russie et à l'étranger continuaient de s'inspirer de ses enseignements, tandis que d'autres utilisaient le nom « Ashram Shambhala ». Certains de ces groupes rencontrèrent leurs propres difficultés judiciaires. Ils agissaient toutefois de manière autonome, sans aucune direction de Rudnev. Pendant son emprisonnement, toute sa correspondance était soumise à un strict contrôle pénitentiaire : les appels téléphoniques n'étaient autorisés qu'une fois par mois pendant quinze minutes, et les lettres étaient censurées, ce qui lui rendait impossible de donner des instructions, de coordonner des activités ou d'exercer toute forme de direction sur les groupes indépendants.

Le véritable Rudnev, s'il vous plaît, levez-vous !

Au moment où les autorités russes commencèrent à s'intéresser à lui, Rudnev était déjà devenu une figure dont l'enseignement touchait des milliers de personnes. Cette visibilité, conjuguée à son regard critique sur les structures de l'État et à son refus de se conformer à une vie ordinaire, en fit une cible commode. L'Église orthodoxe voyait en lui un rival. Le mouvement antisectes voyait en lui un cas susceptible de justifier ses campagnes. Les médias voyaient en lui un personnage correspondant au modèle du « dirigeant de secte maléfique ».

La biographie spirituelle, reconstituée à partir des témoignages de sa famille, de ses élèves et de ses propres paroles, raconte une tout autre histoire. Elle raconte celle d'un jeune homme qui, dès son adolescence, chercha à comprendre pourquoi les êtres humains souffrent et comment ils peuvent changer. Elle raconte celle d'un homme qui échappa à un système militaire brutal grâce à un acte réfléchi de préservation de soi, et non par folie. Elle raconte celle d'un homme qui utilisa un héritage pour soutenir des projets spirituels et caritatifs. Elle raconte celle d'un homme qui croyait que le premier pas vers la connaissance de soi était la transformation de la pensée.

L'image d'un escroc ayant inventé un mouvement pour exploiter ses adeptes est incompatible avec le parcours documenté de ses premières années. Celui-ci montre que l'homme qui comparut plus tard devant les tribunaux comme un « dirigeant de secte » avait consacré des années à développer une méthode de travail intérieur que beaucoup considéraient comme porteuse de sens. Il montre également que le récit utilisé dans les procès et les reportages des médias omet la

dimension spirituelle qui était au cœur de la manière dont il se comprenait lui-même.

La période précédant son arrestation en Russie est donc cruciale. C'est la période au cours de laquelle son cheminement prit forme, son enseignement mûrit et ses groupes spirituels se développèrent. C'est également la période au cours de laquelle furent semées les graines de la répression ultérieure. Les tensions avec l'Église orthodoxe, l'hostilité du mouvement antisectes et le sensationnalisme des émissions de télévision commencèrent à converger. Ils allaient ensuite produire l'image publique que les tribunaux en Russie et les procureurs en Argentine adoptèrent sans examiner la biographie sous-jacente.

Pour comprendre ce qui se produisit par la suite, il faut commencer par ici. Il faut commencer par le garçon de Novossibirsk qui écoutait sa grand-mère, l'adolescent qui découvrit le yoga dans une revue soviétique, le conscrit qui refusa d'accepter l'humiliation comme son destin, le jeune homme qui commença à enseigner, et l'enseignant qui expliquait à ses élèves que le premier obstacle sur la voie intérieure est la pensée erronée. Ce n'est qu'alors que l'on peut mesurer la distance entre la biographie spirituelle et le stéréotype qui lui fut imposé.

Références

- Darshan(s). s.d. Onze ouvrages non datés en anglais, imprimés à titre privé, sans indication d'éditeur, et diffusés auprès des élèves de Konstantin Rudnev.
- Gumanova, Olga. 2010. « Организатора оккультных оргий ждет тюрьма » (L'organisateur d'orgies occultes risque la prison). *Pravda.ru*, 7 octobre. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4ppvmk1>.
- Menzel, Birgit, Michael Hagemeister et Bernice Glatzer Rosenthal. 2012. *The New Age of Russia: Occult and Esoteric Dimensions*. Lausanne : Peter Lang.
- Needleman, Jacob, et George Baker, sous la direction de. 1996. *Gurdjieff. Essays and Reflections on the Man and His Teaching*. New York : Continuum.
- Panin, Stanislav. 2019. « Astral Karate. » *World Religions and Spirituality Project*, 6 mars. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4aYHSB3>.
- Rudnev, Konstantin. s.d. *Darshan Tantra*. Imprimé et diffusé à titre privé.
- Spiritual Healing—Wisdom of Tibet*. s.d. Compilation des enseignements de Konstantin Rudnev réalisée par ses élèves. Imprimée à titre privé.

L'affaire pénale Rudnev en Russie

Patricia Duval

Avocate, Paris, France

duval.patricia@gmail.com

RÉSUMÉ : L'affaire de Konstantin Rudnev et de son école spirituelle, connue informellement sous le nom d'« Ashram Shambhala », constitue une illustration paradigmatique de la manière dont la doctrine évolutive de la « sécurité spirituelle » de la Fédération de Russie a été mobilisée pour réprimer les minorités religieuses non traditionnelles. S'appuyant sur les dossiers judiciaires, les rapports de police et des documents médiatiques, cet article retrace l'évolution des associations de yoga de Rudnev depuis leur création légale au début des années 1990 jusqu'au refus de leur réenregistrement et à leur interdiction dans le cadre restrictif instauré par la loi de 1997 sur la liberté de conscience et les associations religieuses. L'étude montre comment les structures antisectes de l'Église orthodoxe russe, en coopération avec les services de sécurité de l'État, ont engagé un « développement opérationnel » qui s'est transformé en campagne médiatique, en accusations pénales fabriquées et en une peine d'emprisonnement de onze ans. La procédure judiciaire révèle des violations systématiques des garanties d'un procès équitable, le recours à des témoignages non corroborés et l'utilisation instrumentale de notions discréditées telles que le « lavage de cerveau », malgré leur rejet par la jurisprudence internationale. L'interdiction ultérieure d'« Ashram Shambhala » — prononcée uniquement sur la base de la condamnation pénale et sans examen indépendant des éléments de preuve — illustre en outre l'érosion de la neutralité de l'État en matière de religion ainsi que l'éloignement de la Russie de ses obligations au regard du droit international relatif aux droits de l'homme.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, Alexander Dvorkin, mouvement antisectes en Russie, loi russe sur la liberté de conscience et les associations religieuses.

Introduction

L'histoire du groupe spirituel, communément connu sous le nom d'« Ashram Shambhala », et de son dirigeant, Konstantin Rudnev, en Fédération de Russie, est malheureusement représentative du sort réservé aux minorités persécutées par les autorités russes jusqu'à leur disparition complète, au nom de la « sécurité spirituelle » des citoyens russes et de la lutte contre l'extrémisme.

Rudnev a purgé une peine de onze ans dans les prisons russes avant de partir finalement en exil dans un pays éloigné des persécutions qu'il avait subies.

Malheureusement, cette persécution l'a suivi, et le même scénario s'est répété à l'initiative des autorités argentines dans le cadre de leur campagne contre les

« sectes », les autorités s'appuyant aveuglément et de manière opportuniste sur les accusations fabriquées par le régime de Poutine.

Le contexte russe : la lutte contre les « sectes » pour protéger la « sécurité spirituelle »

En octobre 1990, une loi sur la liberté de religion fut adoptée sous le régime de Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022), l'une des dernières et des plus importantes réformes législatives libérales de l'ancien système soviétique. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, la pratique de la religion fut déclarée « un droit inaliénable des citoyens russes ». Ce droit s'appliquait également à toutes les personnes résidant en Russie, indépendamment de leur nationalité. La loi maintenait une séparation stricte entre l'Église et l'État, garantissait la neutralité idéologique de l'État et assurait l'égalité des droits de toutes les confessions, quelles que soient leur origine ou leur importance numérique.

Conséquence immédiate de cette loi, le paysage religieux russe commença à évoluer de manière significative. On assista à un renouveau de l'Église orthodoxe russe et des autres religions « traditionnelles » – musulmane, catholique, juive et bouddhiste. Cette évolution s'accompagna également d'activités missionnaires venues de l'étranger ainsi que du prosélytisme de religions nouvelles en Russie.

Cette évolution donna naissance à un puissant mouvement antisectes centré autour du Patriarcat de Moscou de l'Église orthodoxe russe, qui commença à promouvoir l'idée selon laquelle la « sécurité spirituelle » de la Russie et ses valeurs traditionnelles étaient en quelque sorte menacées.

Dans ce contexte, le gouvernement de Boris Eltsine (1931-2007) adopta en septembre 1997 une nouvelle loi sur les religions, modifiée en 2004, qui établit une distinction entre les religions traditionnelles et les religions non traditionnelles en Russie.

La loi fédérale n° 125-FZ de 1997 sur la liberté de conscience et les associations religieuses, ainsi que la position idéologique et la politique adoptées par les autorités russes par la suite, s'inspiraient de la volonté d'assurer la « sécurité spirituelle » de la Russie. Ce nouveau concept exprime le rôle supposé de l'Église orthodoxe russe dans la protection des valeurs nationales et de la sécurité de l'État.

Cette loi imposa d'importantes restrictions au réenregistrement des organisations religieuses ainsi qu'aux activités des groupes religieux autres que les religions dites « traditionnelles ».

Son préambule indiquait clairement que

l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, reconnaissant le rôle particulier de l'orthodoxie dans l'histoire de la Russie, dans la formation et le développement de sa spiritualité et de sa culture, respectant le christianisme, l'islam, le bouddhisme, le judaïsme ainsi que les autres religions qui font partie intégrante du patrimoine historique des peuples de Russie, adopte la présente loi fédérale.

Toutes les communautés religieuses enregistrées en vertu de la loi de 1990 étaient tenues de procéder à un nouvel enregistrement. Les religions traditionnelles obtinrent systématiquement leur réenregistrement en tant qu'« organisations religieuses ».

En revanche, de nombreuses autres organisations religieuses se virent refuser le renouvellement de leur enregistrement et contestèrent cette décision devant les juridictions nationales ainsi que devant la Cour européenne des droits de l'homme. L'Armée du Salut, les Témoins de Jéhovah et l'Église de Scientologie, entre autres, introduisirent de tels recours et obtinrent gain de cause devant la Cour européenne.

Les groupes auxquels le réenregistrement en tant qu'« organisations religieuses » était refusé pouvaient poursuivre leurs activités en tant que « groupes religieux » informels. Ils étaient toutefois privés de plusieurs droits en raison de la perte de leur personnalité juridique.

Tel fut précisément le cas des deux associations spirituelles de yoga fondées et dirigées par Konstantin Rudnev. Après l'entrée en vigueur de la loi de 1997, tant l'Association sibérienne des yogis que l'association Olyrna – constituées respectivement en 1992 et en 1994 en tant qu'associations religieuses parce que leurs enseignements portaient sur la voie vers Dieu et le développement spirituel, et que leurs pratiques comprenaient des chants religieux, des prières ainsi que diverses formes de méditation et d'exercices spirituels – se virent refuser leur réenregistrement. Comme de nombreux autres groupes religieux à cette époque, elles cessèrent de facto d'exister sous leur forme juridique antérieure.

Néanmoins, ces groupes poursuivirent leurs activités de manière informelle et sans enregistrement officiel. Les médias et le mouvement antisectes au sein de l'Église orthodoxe russe donnèrent à ces activités informelles le nom d'« Ashram

Shambhala » (nom que certains élèves avaient donné au centre de Rudnev en Sibérie). Cette appellation fut utilisée pour désigner l'ensemble des activités de Konstantin Rudnev, de ses groupes de yoga et des personnes qui vivaient avec lui.

Certaines dispositions spécifiques de la loi de 1997 portaient sur les groupes informels. Les dispositions relatives à leur dissolution ne pouvant leur être appliquées, l'article 14, paragraphe 2, de la loi énumérait les motifs permettant d'interdire leurs activités, notamment les atteintes à la sécurité et à l'ordre publics, les actes visant à mener des activités extrémistes, la destruction des familles, les violations des droits individuels ou encore l'incitation des citoyens à refuser d'accomplir leurs devoirs civiques.

C'est précisément sur le fondement de cet article que les activités du groupe religieux « Ashram Shambhala » furent interdites en Fédération de Russie par une décision de justice rendue le 11 avril 2014, à la demande du procureur, qui soutenait que le groupe constituait « une pseudo-secte totalitaire néopaienne pseudo-tantrique à caractère destructeur, dont les activités sont associées à la violence et à l'incitation des citoyens à refuser d'accomplir leurs devoirs civiques ».

Le début de la procédure judiciaire en Russie

Peu après la création des associations de yoga de Rudnev dans les années 1990, l'Église orthodoxe russe (EOR) lança une campagne de persécution à leur encontre. À cette époque, le clergé créa un département national de lutte contre les « sectes », tandis qu'un centre local commença à fonctionner à Novossibirsk, où ces associations étaient actives.

Le Centre d'information et de consultation sur le sectarisme au nom du saint prince fidèle Alexandre Nevski fut créé à Novossibirsk en 1993-1994 et est dirigé depuis lors par l'archiprêtre Alexander Novopashin.

Il s'agissait d'un centre communautaire de l'Église orthodoxe qui collaborait avec les institutions publiques – en particulier avec l'autorité judiciaire – dans la lutte contre les prétendues « sectes » ou les groupes qualifiés d'« extrémistes », en diffusant des informations à charge, en collaborant avec des journalistes et en intervenant en tant qu'« expert » devant les tribunaux russes.

L'archiprêtre Novopashin se consacrait à la collecte d'informations sur l'ensemble des groupes religieux et des « sectes ». Cette collecte était effectuée par

l'intermédiaire des réseaux ecclésiastiques — notamment par les paroissiens — et, selon toute vraisemblance, en coopération avec la police ou le FSB. Elle concernait notamment le groupe de Konstantin Rudnev, établi à Novossibirsk.

Une fois ces informations recueillies, elles étaient transmises aux journalistes.

Premiers signes de persécution

La première fois que le groupe de Konstantin Rudnev apprit que le FSB s'intéressait à lui remonte à 1998, lorsque des agents du FSB se présentèrent au domicile de l'une des étudiantes. Ils arrivèrent à l'improviste et commencèrent à l'interroger. Elle refusa de coopérer ou de fournir la moindre information. C'est alors qu'il devint évident que Konstantin Rudnev et son groupe étaient devenus la cible d'un « développement opérationnel » (procédure dans laquelle la police ou les services spéciaux enquêtent secrètement sur une personne déterminée et rassemblent des éléments afin de préparer une future affaire pénale).

Il est très probable que ce « développement opérationnel » ait commencé encore plus tôt, peut-être dès le milieu des années 1990, lorsque le groupe commença à organiser de grands séminaires et des réunions dans de vastes salles. Le FSB exerçait traditionnellement une surveillance sur toutes les organisations susceptibles d'exercer une influence sur les personnes. Même les clubs amateurs de chant faisaient l'objet de son attention : sous couvert de surveiller les chanteurs, les agents vérifiaient si certains se livraient à des activités illégales. Les services de sécurité surveillaient ainsi toutes les organisations, quelle que soit leur nature.

En 1999 commencèrent les premières persécutions ouvertes : des articles de presse et des reportages télévisés furent diffusés. Au départ, il s'agissait de médias de Novossibirsk, mais les informations atteignirent ensuite les chaînes nationales. Novopashin fournissait aux journalistes des informations destinées à leurs articles. Parmi ces éléments figuraient des faits que seuls des agents du FSB pouvaient connaître.

Par la suite, cette campagne gagna Moscou, où Alexander Dvorkin la reprit à l'échelle nationale. Par l'intermédiaire des journalistes, Dvorkin contribua également activement à amplifier le scandale.

Une vaste campagne télévisée contre les « sectes » fut alors lancée, visant notamment des groupes comme celui de Konstantin Rudnev. Dvorkin qualifia

ouvertement « Ashram Shambhala » de secte totalitaire occulte et tantrique, et l'intégra à ses documents, conférences et publications. Ses attaques publiques s'intensifièrent au cours des années 2000.

Évolution de la procédure judiciaire (2008-2010)

Tous ces événements conduisirent au lancement d'un développement opérationnel actif en 2008. L'ordre émanait soit de Novossibirsk, soit de Moscou. L'affaire fut ensuite confiée au Centre « E », qui ouvrit une enquête à grande échelle et commença à mener des interrogatoires.

Le Centre « E » de Novossibirsk était le Centre de lutte contre l'extrémisme de la Direction principale du ministère de l'Intérieur de Russie pour la région de Novossibirsk. Il s'agissait d'une unité de police spécialisée chargée d'identifier, de prévenir et de réprimer les activités qualifiées d'extrémistes. Intégré à la structure du ministère de l'Intérieur, il était habilité à effectuer des inspections et des opérations de police, à participer aux enquêtes et à transmettre les éléments recueillis aux autorités d'instruction.

Les forces de l'ordre commencèrent à constituer un dossier pénal et recherchèrent des témoins. N'ayant trouvé aucun élément probant, elles accusèrent Rudnev de viol et placèrent des stupéfiants parmi ses effets personnels. La première attaque sérieuse eut lieu en 2008. En 2010, l'affaire avait, dans une large mesure, été fabriquée, et Konstantin Rudnev fut placé en détention.

Incidents spécifiques

En 2008, une perquisition fut menée. Konstantin Rudnev fut conduit au commissariat de police, interrogé, puis relâché le soir même. Il en fut de même pour toutes les autres personnes présentes avec lui. Il rentra ensuite chez lui ; en apparence, tout semblait être revenu au calme, mais la campagne médiatique se poursuivit. À la suite de cet incident, un reportage fut diffusé sur la chaîne NTV, accompagné d'une vidéo, et bénéficia d'une large couverture sur les principales chaînes de télévision nationales.

Dès 1999, un appel à témoins avait été lancé contre le groupe, mais il n'avait donné aucun résultat. Certains parents, à la recherche de leurs enfants (majeurs),

avaient dénoncé le groupe. En 2004, une situation similaire se produisit : des parents recherchaient de nouveau leurs enfants, qui avaient rompu tout contact avec eux. La police se rendit à l'ashram de Rudnev pour enquêter, mais n'y trouva personne, et l'affaire fut classée sans suite.

Deux autres perquisitions similaires n'aboutirent pas davantage. La police se contenta de vérifier qui résidait à cette adresse. Ces opérations ravivèrent toutefois l'intérêt des journalistes et des médias, qui poursuivirent leurs efforts pour discréditer le groupe et réunir de nouveaux éléments. Chaque incident attirait une attention renouvelée sur le groupe.

Raisons de l'intérêt des autorités

L'État entretenait déjà des liens étroits avec l'Église, et Vladimir Poutine coopérait activement avec l'Église orthodoxe russe. À cette époque, les déclarations publiques de Konstantin Rudnev étaient déjà largement connues : il s'exprimait contre Poutine et critiquait les dirigeants de l'Église. Rudnev soulignait que, plutôt que de se consacrer au développement spirituel des fidèles, l'Église orthodoxe se livrait à la vente de cierges, manipulait les personnes et n'accomplissait aucun véritable travail de développement, ni dans les églises ni dans les monastères. Selon lui, un culte formaliste y prédominait, où tout était répété mécaniquement et où les offices étaient célébrés en vieux-slave ecclésiastique, une langue que la plupart des fidèles ne comprenaient pas.

Tout en recueillant des éléments en collaboration avec le FSB, Novopashin prépara un dossier et le remit à Poutine. Ce dossier soulignait principalement que Rudnev s'était exprimé contre le gouvernement et, personnellement, contre Poutine ; qu'il avait critiqué ce dernier ; qu'il avait affirmé que Poutine conduirait le pays vers une grave crise ; et qu'il avait mis en doute sa capacité à diriger le pays. Ces déclarations provoquèrent un vif mécontentement chez Poutine. Celui-ci donna alors son accord à l'élargissement de l'enquête et aux poursuites pénales contre Konstantin Rudnev. En 2008, le Centre « E » reçut le « feu vert » pour prendre toutes les mesures jugées nécessaires. En conséquence, Konstantin Rudnev fut placé en détention en 2010.

Le procès et la condamnation pénale

Le procès dura un an et demi. Avant même le début des audiences, Rudnev passa neuf mois en détention provisoire. La procédure judiciaire elle-même se prolongea ensuite pendant une année et demie.

Ce qui ressortit du procès fut que personne n'écoula les avocats de Rudnev. Ses défenseurs réfutèrent l'ensemble des arguments du ministère public, mais leurs observations ne furent prises en considération par personne. Leurs arguments furent entièrement ignorés et écartés dans les décisions judiciaires ultérieures.

En conséquence, le jugement suivant fut rendu :

- Violation de l'article 239, paragraphe 1, du Code pénal de la Fédération de Russie, relatif à la création d'une association religieuse portant atteinte aux libertés et aux droits des personnes.

Cette accusation reposait sur les témoignages de parents dont les enfants majeurs avaient quitté le domicile familial et rompu tout contact avec eux.

Les personnes qui avaient effectivement quitté leur famille – c'est-à-dire les prétendues victimes – ne furent jamais interrogées. Celles qui le furent déclarèrent avoir quitté leur famille de leur propre initiative et non à cause de Rudnev. Certaines avaient eu des conflits avec leurs proches ; d'autres souhaitaient simplement vivre de manière indépendante.

Malgré l'ensemble des éléments produits, Rudnev fut tenu pour responsable de ces départs, alors même que les plaintes provenaient de parents qui le connaissaient à peine, voire ignoraient totalement qui il était. La police dressa ces parents contre Rudnev en leur affirmant que leurs enfants étaient partis à cause de lui. Sans disposer d'aucune information ni de compréhension réelle de la situation, les parents commencèrent à déposer des plaintes dans l'espoir que, si Rudnev était reconnu coupable, leurs enfants reviendraient auprès d'eux.

Rudnev fut déclaré coupable « d'avoir créé une organisation religieuse dont les activités impliquent des violences à l'encontre des citoyens et l'incitation des citoyens à refuser d'accomplir leurs devoirs civiques, ainsi que d'avoir dirigé une telle organisation ». Il fut condamné à deux ans de restriction de liberté, mais dispensé d'exécuter cette peine en raison de l'expiration du délai de prescription.

- Violation de l'article 228.1 du Code pénal, relatif à la vente ou à l'expédition illégales de stupéfiants.

Cette accusation portait sur cinq grammes d'héroïne qu'un enquêteur affirma avoir découverts lors de l'arrestation de Konstantin à son domicile. L'enquêteur avait saisi les vêtements de Konstantin et « trouvé » le sachet dans l'une de ses poches.

Le sachet ne fut pas scellé après sa saisie, ce qui signifiait que n'importe qui pouvait y introduire n'importe quel objet et qu'il avait donc pu être placé dans la poche après la saisie. En raison de cette irrégularité procédurale majeure, l'affaire aurait dû être immédiatement classée.

En droit russe, la détention de stupéfiants et leur trafic constituent deux infractions distinctes, passibles de peines très différentes. La détention est réprimée par l'article 228 du Code pénal russe et s'applique lorsque les stupéfiants sont considérés comme destinés à un usage personnel plutôt qu'à la vente.

Initialement, Konstantin était poursuivi pour détention de stupéfiants à des fins personnelles. Toutefois, la justice russe ne put établir un tel usage, aucun stupéfiant n'ayant été retrouvé dans ses cheveux, dans son sang ou sous ses ongles.

L'accusation fut ensuite requalifiée en « préparation à la distribution ». Cette requalification entraîna l'application de la peine plus sévère prévue à l'article 228.1 du Code pénal, soit huit ans et demi d'emprisonnement.

Dans son recours contre cette condamnation, son avocat expliquait :

Au cours de l'audience, la culpabilité de Rudnev pour la préparation et le trafic de stupéfiants ne fut pas établie. Le dossier pénal ne contenait aucune preuve concernant l'origine des stupéfiants prétendument achetés ; aucune balance ni aucun dispositif destiné à diviser les stupéfiants en petites doses ne furent découverts lors de la perquisition ; toutes les personnes présentes dans le chalet le 30 septembre 2010, y compris Rudnev, étaient sobres selon les rapports d'examen médical. Aucun signe de consommation de stupéfiants ni d'autre forme d'intoxication ne fut constaté. Lors de la perquisition, un chien renifleur spécialisé dans la détection de stupéfiants ne trouva rien dans la maison.

Néanmoins, Rudnev fut condamné à huit ans et demi d'emprisonnement pour préparation à la distribution illégale de stupéfiants, sur le fondement de l'article 228.1, qui réprime la vente et l'expédition de stupéfiants, combiné avec l'article 30 relatif à la préparation d'une infraction et à la tentative.

- Violation des articles 131 (viol) et 132 (actes violents à caractère sexuel).

Il en fut de même pour l'accusation de viol : aucun élément de preuve n'existait, hormis un seul témoignage oral non corroboré, relatif à des faits qui auraient prétendument eu lieu deux ans auparavant. Le viol ne fut étayé par aucun élément probant ; pourtant, Rudnev fut condamné à trois ans et demi d'emprisonnement.

Dans son mémoire d'appel, son avocat soutenait que :

La défense a présenté à plusieurs reprises des éléments démontrant que les accusations formulées sur le fondement des articles 131 et 132 du Code pénal de la Fédération de Russie étaient fabriquées. Cependant, le tribunal a écarté tous les arguments présentés par la défense et par l'accusé. K.D. Rudnev n'a pas reconnu sa culpabilité pour viol ni pour des actes de nature sexuelle, expliquant qu'il ne se souvenait pas d'A.M.V. [la victime présumée] et qu'il n'avait jamais entretenu de relations sexuelles avec elle. Les déclarations de K.D. Rudnev, selon lequel il n'avait eu aucune relation sexuelle avec V., sont corroborés par les témoignages de plusieurs témoins entendus au cours de l'audience. En outre, aucun élément de preuve n'a été présenté lors des débats pour étayer les affirmations de la victime V. selon lesquelles elle aurait résidé dans le chalet où vivait Rudnev. Il n'existe absolument aucune preuve établissant que, depuis juin 2007, puis entre le 25 décembre 2007 et avril 2008, V. n'aurait pas seulement participé à des rassemblements dans les chalets, mais y aurait effectivement résidé et entretenu une relation intime avec Rudnev.

Cependant, en l'absence de toute preuve – ou, plus exactement, en contradiction avec l'ensemble des éléments existants – le tribunal de district de Novossibirsk prononça, le 7 février 2013, un verdict de culpabilité, suivant exclusivement la ligne élaborée par les services de renseignement russes à l'intention du ministère public.

Pour les infractions prévues aux articles 131 et 132, Rudnev fut condamné à une peine de trois (3) ans et six (6) mois d'emprisonnement pour chacune des deux infractions, respectivement pour viol et pour actes de nature sexuelle.

Ensuite, en application de l'article 69, paragraphe 3, du Code pénal, il fut condamné à une peine définitive de onze (11) ans d'emprisonnement, à purger dans une colonie pénitentiaire à régime sévère, après cumul partiel des peines prononcées (huit ans et demi, auxquels s'ajoutaient deux peines de trois ans et demi) pour l'ensemble des infractions retenues. La durée de la peine, y compris la période de détention provisoire, fut calculée à compter du 30 septembre 2010.

Par la suite, lors de l'appel, la chambre pénale du tribunal régional de Novossibirsk refusa également d'entendre les arguments de la défense. Les juges

d'appel ne retinrent que la position du ministère public et confirmèrent la condamnation le 27 mai 2013.

Puis, le 28 août 2013, un juge du tribunal régional de Novossibirsk, après avoir examiné les décisions rendues et les moyens invoqués dans le pourvoi en cassation déposé par l'avocat de Konstantin Rudnev, estima qu'il n'existait aucun motif de transmettre le pourvoi à une formation de jugement de la Cour de cassation.

L'avocat de Rudnev saisit alors la Cour suprême de la Fédération de Russie pour contester ce refus. Toutefois, le 29 mai 2014, la Cour suprême refusa également d'examiner le recours interjeté contre la condamnation.

En dernier ressort, il introduisit un recours de surveillance (*nadzor*) devant la Cour suprême. Celui-ci fut définitivement rejeté par une décision du 16 avril 2015.

Cette affaire illustre parfaitement le fonctionnement du système judiciaire en Fédération de Russie. Il s'agit d'un véritable combat de David contre Goliath : l'avocat de la défense se retrouve seul face à la police, aux procureurs et aux juges, qui agissent de concert. Une fois les poursuites engagées, il est extrêmement difficile, voire presque impossible, d'obtenir un classement de l'affaire ou un acquittement. En pratique, et sous la pression de l'État, les juges s'appuient souvent sur les éléments fournis par les procureurs, les enquêteurs et la police, ainsi que sur de faux témoignages.

C'est ce qui est arrivé à Konstantin Rudnev en Fédération de Russie, ce qui l'a conduit à passer onze années en prison russe, jusqu'à sa libération le 26 septembre 2021. Il décida ensuite de quitter la Russie pour s'installer à l'étranger.

Après sa condamnation, Rudnev fut transféré dans une colonie pénitentiaire à Norilsk, où les conditions de détention étaient extrêmement rudes. Cette région est connue pour ses longues périodes de nuit polaire, et les températures hivernales peuvent y descendre jusqu'à -60 °C. Le régime carcéral y était très strict, avec de sévères restrictions sur les communications entre les détenus.

Puis, en 2014, il fut placé à l'isolement afin de l'empêcher d'exercer une quelconque influence sur les autres détenus. Il passa ainsi les sept années suivantes en cellule d'isolement. Les autorités craignaient qu'il puisse influencer les autres prisonniers même par le biais de simples conversations.

Mais les autorités russes ne se contentèrent pas de chercher à le briser personnellement ; elles entreprirent également d'éradiquer le mouvement religieux qu'il avait fondé.

L'interdiction et la jurisprudence internationale

Une fois la condamnation pénale de Rudnev devenue définitive, le tribunal de district de Novossibirsk ordonna, le 18 décembre 2013, la destruction des livres du groupe religieux, lesquels avaient été saisis comme éléments de preuve de l'infraction consistant à « créer une association religieuse portant atteinte aux libertés et aux droits des individus », prévue à l'article 239, paragraphe 1, du Code pénal de la Fédération de Russie.

Se fondant sur le même article et sur cette condamnation, le procureur alla plus loin en demandant l'interdiction des activités du groupe informel « Ashram Shambhala ». Pourtant, bien que Rudnev eût été déclaré coupable sur le fondement de l'article 239, paragraphe 1, il avait été dispensé d'exécuter la peine prononcée à ce titre en raison de l'expiration du délai de prescription.

Dans ses recours, l'avocat de Rudnev soutint que la condamnation devait précisément être annulée pour cette raison. Néanmoins, aucune juridiction supérieure ne fit droit à ses arguments, alors même qu'il soulevait un point de droit incontestable.

La raison de cette « réinterprétation » de la loi tient très probablement aux décisions ultérieures relatives à la destruction des livres et à l'interdiction des activités du groupe religieux.

Le gouvernement entendait poursuivre et éliminer « Ashram Shambhala », même si cela impliquait de méconnaître le droit applicable et d'engager des poursuites pour des infractions dont le délai de prescription était expiré.

Le 11 avril 2014, le tribunal régional de Novossibirsk, siégeant à juge unique, examina en audience publique l'affaire civile portant sur la demande d'interdiction présentée par le procureur. Le procureur de la région de Novossibirsk avait saisi le tribunal, prétendument afin de « protéger les droits, les libertés et les intérêts légitimes d'un cercle indéterminé de personnes ».

À l'appui de sa demande, il reprit les arguments qu'il avait développés au cours de la procédure pénale. Se fondant sur l'article 61 du Code de procédure civile, il demanda au tribunal de reprendre intégralement les constatations du tribunal pénal et de prononcer l'interdiction sollicitée.

L'article 61, paragraphe 4, énonce les cas de dispense de la charge de la preuve dans les termes suivants :

Le jugement rendu dans une affaire pénale et passé en force de chose jugée lie le tribunal appelé à statuer sur les conséquences civiles des actes de la personne à l'égard de laquelle ce jugement a été prononcé, notamment quant au point de savoir si ces actes ont effectivement eu lieu et si cette personne les a commis.

En conséquence, le tribunal n'eut pas à produire de nouvelles preuves et se fonda uniquement sur la condamnation pénale, laquelle n'était elle-même étayée par aucun élément probant.

Devant le juge du tribunal régional, le procureur reproduisit, mot pour mot, l'intégralité de l'argumentation développée par le ministère public au cours de la procédure pénale afin d'établir une violation de l'article 239, paragraphe 1, du Code pénal, et le tribunal s'y appuya pour prononcer l'interdiction.

Il affirma tout d'abord que le groupe religieux « Ashram Shambhala », créé par Konstantin Rudnev, constituait « une pseudo-secte totalitaire néo-païenne pseudo-tantrique à caractère destructeur, dont les activités sont associées à la violence et à l'incitation des citoyens à refuser d'accomplir leurs devoirs civiques ».

Le procureur soutint ensuite que, sur la base de son

enseignement religieux, contenant des éléments empruntés au bouddhisme, à l'hindouisme, au chamanisme, à des enseignements mystiques orientaux ainsi qu'à la doctrine indienne du yoga, K.D. Rudnev prônait le rejet des valeurs généralement admises de la morale et de l'éthique.

À la suite de cette appréciation inadmissible de convictions religieuses par un représentant de l'État, et de cette violation du devoir de neutralité de l'État en matière religieuse tel qu'il résulte des traités internationaux liant la Fédération de Russie, le procureur développa une théorie hautement contestable et largement spéculative afin d'expliquer l'influence prétendument néfaste de Rudnev sur ses adeptes.

Il expliqua que

Pour créer un groupe religieux, y faire participer un cercle indéterminé de personnes et promouvoir l'enseignement religieux du groupe « Ashram Shambhala », K.D. Rudnev et les participants du groupe religieux organisaient des cours et des séminaires payants sous couvert d'enseignement du yoga

par lesquels ils recrutaient des adeptes afin de les placer sous le contrôle de Konstantin Rudnev, les rendant dépendants et incapables de quitter le groupe, en recourant à des « méthodes spécialement développées pour exercer une influence extérieure agressive sur le psychisme ».

Les « méthodes spécialement développées pour exercer une influence extérieure agressive sur le psychisme » renvoient à la notion, aujourd'hui discréditée et dépourvue de fondement scientifique, de « lavage de cerveau » ou de « contrôle mental », qui a été rejetée par les juridictions de nombreux pays (Introvigne 2022).

En 1981, la Cour constitutionnelle italienne a jugé que la notion de plagio (le terme italien) était trop vague pour permettre une définition claire de l'infraction correspondante ; elle a par conséquent ordonné sa suppression du Code pénal italien (Corte Costituzionale 1981).

Cette Cour constitutionnelle a estimé que, compte tenu de l'état actuel des connaissances scientifiques, il était impossible de déterminer si, et à partir de quel moment, la persuasion par la communication pouvait se transformer en une forme de suggestion psychologique et entraîner la privation du libre arbitre des personnes concernées.

La Cour a en outre déclaré :

Quant à l'évaluation des résultats, elle sera purement symptomatique et sera considérée comme positive ou négative selon que l'activité exercée sur le sujet passif conduit celui-ci à adopter des comportements s'écartant des normes éthiques, sociales et juridiques admises.

La question de savoir si la personne visée est psychologiquement assujettie doit alors être tranchée de manière arbitraire par les juges et dépend du degré d'acceptabilité sociale de la relation et de l'influence en cause.

Par conséquent, la juridiction italienne a conclu qu'il existait « un arbitraire absolu dans son application pratique » et a jugé que l'article 603 du Code pénal était contraire à la Constitution.

C'est précisément cet « arbitraire absolu » qui a été appliqué à Rudnev, accusé de nier les « valeurs généralement admises de la morale et de l'éthique ».

La Cour européenne des droits de l'homme est parvenue à la même conclusion et s'est déjà prononcée contre la Fédération de Russie sur ce fondement.

Dans l'affaire *Témoins de Jéhovah de Moscou c. Russie*, la Cour européenne a jugé en 2010 qu'« il n'existe aucune définition généralement admise et scientifique de ce qui constitue le “contrôle mental” » (European Court of Human Rights 2010, 129). Elle a rejeté l'argument des autorités russes selon lequel leur activité de prosélytisme « portait atteinte aux droits et libertés de ses membres ou de tiers ».

La Cour a, en conséquence, jugé que la dissolution de l'association des Témoins de Jéhovah constituait une violation, par la Russie, de leur droit à la liberté de religion garanti par l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Sans même évoquer l'ensemble de la jurisprudence des États-Unis, où une longue bataille judiciaire s'est achevée dans les années 1990 par le rejet, par les juridictions américaines, de la théorie du contrôle mental appliquée aux questions religieuses, au motif qu'elle n'était ni scientifique ni fiable (United States District Court for the Northern District of California 1990).

Il s'ensuit que cette notion vague et arbitraire, aujourd'hui discréditée dans le monde entier, ne devrait pas être utilisée pour envoyer des dissidents dans des colonies pénitenciaires ni pour interdire un groupe religieux entier sur le territoire de la Fédération de Russie.

Le Comité des droits de l'homme a fourni des orientations détaillées sur l'application de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui protège le droit à la liberté de religion ou de conviction :

L'article 18 ne se limite pas, dans son application, aux religions traditionnelles ni aux religions et convictions présentant des caractéristiques institutionnelles ou des pratiques analogues à celles des religions traditionnelles. Le Comité s'inquiète donc de toute tendance à exercer une discrimination à l'égard d'une religion ou d'une conviction pour quelque raison que ce soit, notamment parce qu'elle est nouvellement établie ou qu'elle représente une minorité religieuse susceptible de faire l'objet d'hostilité de la part d'une communauté religieuse prédominante » (« General Comment no. 22 » : United Nations Human Rights Committee 1993).

En vertu du Pacte auquel la Fédération de Russie est partie, les États ont un devoir de neutralité de l'État en matière religieuse et ne peuvent apprécier les pratiques religieuses à l'aune des « valeurs généralement admises de la morale et de l'éthique ».

Ils ne peuvent pas davantage éliminer des minorités religieuses au motif que ces groupes suscitent l'hostilité de l'Église orthodoxe russe (EOR), qui cherche à maintenir son monopole sur les âmes des citoyens russes.

Références

J'ai également consulté, par l'intermédiaire des avocats de Konstantin Rudnev, les dossiers des différentes affaires judiciaires en Russie ainsi que les pièces qui y sont annexées, notamment les coupures de presse et les rapports de police.

Corte Costituzionale. 1981. «Grasso.» *Giurisprudenza Costituzionale* 26:806-34.

European Court of Human Rights. 2010. *Jehovah's Witnesses of Moscow and Others v. Russia*. 20 juin. Consulté le 17 juin 2026. <https://bit.ly/44ozg2K>.

Introvigne, Massimo. 2022. *Brainwashing: Reality or Myth?* Cambridge : Cambridge University Press.

United Nations Human Rights Committee. 1993. « CCPR General Comment No. 22: Article 18 (Freedom of Thought, Conscience or Religion). » 30 juillet. Consulté le 16 juin 2026. <https://bit.ly/4uZVUtb>.

United States District Court for the Northern District of California. 1990. « Opinion (Jensen J.), Case No. CR-88-0616 DLJ, United States v. Steven Fishman. » 13 avril. 743 *F. Supp.* 713.

Konstantin Rudnev au Monténégro (2022-2024) : Deux événements sans lien entre eux et un scandale fabriqué

Alessandro Amicarelli

FOB (Fédération européenne pour la liberté de croyance)

alessandro.amicarelli@gmail.com

RÉSUMÉ : Cet article reconstitue le séjour de Konstantin Rudnev au Monténégro de 2022 à 2024 et montre comment deux événements sans lien entre eux – un contrôle de routine des documents lors d’une conférence anti-Poutine à Bar et une opération de police menée en octobre 2024 à Žabljak – ont ensuite été fusionnés en un scandale fabriqué par les médias régionaux. Après avoir fui la Russie et demandé l’asile, Rudnev a été placé sous surveillance sur la base de documents diffamatoires russes accumulés au fil de plusieurs décennies, sans aucune évaluation indépendante par les autorités monténégrines. Bien que l’incident de Bar n’ait donné lieu à aucune accusation et que l’affaire de Žabljak ait concerné des touristes sans aucun lien avec Rudnev, des médias prorusses tels que *Pobjeda* ont recyclé les récits du Kremlin et ont inséré son nom dans cette affaire, ce qui a entraîné une reprise plus large au Monténégro, en Serbie et en Russie, puis en Argentine. Des documents officiels confirment qu’aucune procédure pénale n’a jamais été engagée contre lui. Cette affaire illustre comment la répression transnationale, la vulnérabilité des médias et le recours à la propagande étrangère peuvent fausser les procédures d’asile et la perception du public. Elle met également en évidence les risques plus vastes auxquels sont confrontés les dissidents russes dans les petits États exposés aux influences extérieures.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, Konstantin Rudnev au Monténégro, Influence russe au Monténégro, *Pobjeda*.

À la recherche de la paix au Monténégro

Lorsque Konstantin Rudnev est arrivé au Monténégro en février 2022, il l’a fait pour obtenir une protection plutôt que de la visibilité. Il avait passé onze années en prison russe, dont huit à l’isolement. Les autorités russes l’avaient pris pour cible à plusieurs reprises depuis les années 1990 en raison de ses activités religieuses et de ses critiques à l’égard du gouvernement. À l’éclatement de la guerre en Ukraine, rester en Russie n’était plus une option. Le Monténégro, devenu un refuge pour de nombreux Russes opposés à la guerre, dont certains étaient amis de l’épouse de Rudnev, offrait une voie légale vers la protection internationale.

Rudnev a demandé l’asile, a obtenu des permis de séjour et s’est installé discrètement dans la ville côtière de Bar. Sa vie y fut sans histoire. Pourtant, en

l'espace de deux ans, les médias monténégrins et régionaux allaient publier des articles le reliant à un incident survenu à Žabljak avec lequel il n'avait aucun lien. L'histoire de la manière dont cela s'est produit illustre comment des rumeurs, une propagande recyclée et la répression transnationale peuvent créer un faux récit là où il n'en existe aucun.

Pourquoi cette affaire dépasse le cadre du Monténégro

L'affaire de Konstantin Rudnev au Monténégro n'est ni un épisode administratif local éphémère ni un simple malentendu médiatique. Elle s'inscrit dans un phénomène plus large, observé de plus en plus souvent à travers l'Europe, notamment l'évolution vers des récits biaisés, la vulnérabilité des petits États à la propagande extérieure et la facilité avec laquelle la désinformation peut façonner la perception et l'opinion publiques. Alors que des dissidents fuyaient la Russie à l'éclatement de la guerre en Ukraine, les pays d'accueil se sont retrouvés confrontés à la difficulté de distinguer les demandes d'asile fondées de celles motivées par des considérations politiques. L'expérience même de Rudnev illustre à quel point ce processus peut être délicat et fragile lorsque la propagande étrangère est autorisée à pénétrer et à influencer les institutions nationales.

Le Monténégro, autrefois une illustre Principauté fermement attachée à sa fierté et à son autonomie, aujourd'hui engagé sur la voie d'une intégration plus profonde à l'Occident tout en conservant des liens culturels de longue date avec la Russie, est devenu un microcosme de ces tensions. Cette affaire offre ainsi un éclairage non seulement sur la lutte de Rudnev pour obtenir une protection, mais aussi sur les dynamiques plus larges de la répression transnationale, de la manipulation médiatique et de la « militarisation » de la réputation.

Arrivée au Monténégro et demande d'asile (2022-2023)

Rudnev entra au Monténégro le 12 février 2022 par l'aéroport de Podgorica. Le 12 avril 2022, il déposa une demande de protection internationale. Cette demande exposait en détail les raisons de sa crainte de retourner en Russie : persécutions religieuses, répressions politiques, arrestations répétées, condamnation fabriquée de 2010 ayant conduit à onze années d'emprisonnement,

menaces persistantes après sa libération, ainsi que le danger général résultant de la guerre et du système pénitentiaire russe.

Les autorités monténégrines rejetèrent cette demande en application de l'article 3 de la Loi sur la protection internationale et temporaire des étrangers. Le 24 janvier 2023, son avocat introduisit un recours devant le Tribunal administratif. Le 11 novembre 2024, le tribunal rejeta ce recours, concluant que le risque de persécution n'avait pas été suffisamment démontré.

La décision n'alléguait aucun acte répréhensible commis par Rudnev au Monténégro. Elle reflétait simplement l'approche restrictive que le Monténégro avait commencé à adopter à l'égard des demandeurs d'asile russes.

Surveillance déclenchée par la demande d'asile

Une fois que Rudnev eut déposé sa demande d'asile, son nom fut porté à la connaissance des services monténégrins chargés de l'application de la loi et des services de renseignement. Les autorités se fondèrent presque exclusivement sur des documents russes pour l'évaluer. Ces documents comprenaient plus de vingt ans de propagande russe présentant Rudnev comme le dirigeant d'une « secte totalitaire », un « criminel » et un « dangereux manipulateur ». Aucune autorité monténégrine ne mena d'enquête indépendante. Aucun expert n'examina ses enseignements. Aucune analyse académique ni juridique ne fut réalisée. Les autorités adoptèrent le récit russe.

En conséquence, Rudnev fut placé sous surveillance. Il ne se cachait pas. Il vivait ouvertement, passait du temps dans la nature et tentait de retrouver la santé après des années d'emprisonnement. Pourtant, les policiers contrôlaient à plusieurs reprises ses papiers d'identité, fouillaient sa voiture et inspectaient les personnes qui l'accompagnaient. Ces contrôles ne donnèrent aucun résultat. Aucune arme ne fut découverte. Aucun objet prohibé ne fut trouvé. Les fouilles ne révélèrent que du matériel touristique et des vêtements.

La conférence anti-Poutine à Bar (avril 2024)

En avril 2024, le Monténégro accueillit une conférence anti-Poutine à laquelle participèrent des dissidents russes, des militants et des exilés de diverses

sensibilités politiques. Le Monténégro était devenu un lieu de rassemblement pour les Russes opposés à la guerre et au Kremlin.

Certains médias couvrirent la conférence et décrivirent la réunion de figures de l'opposition russe pour discuter de la guerre, de la répression et de l'avenir de la Russie. Ils relevèrent également que le Monténégro était devenu un centre d'accueil pour les réfugiés politiques. La conférence réunit des personnes qui s'étaient publiquement opposées au Kremlin. Compte tenu des relations entre le Monténégro et la Russie, il n'était pas surprenant que les services de sécurité monténégrins s'intéressent aux participants.

Rudnev fut invité à assister au congrès. Lui et son épouse séjournèrent dans un hôtel à Bar. Au cours de l'événement, la police et les services de l'immigration procédèrent à un contrôle de routine des documents de tous les clients de l'hôtel. Leurs passeports et leurs permis de séjour furent vérifiés. Aucune irrégularité ne fut constatée. Plusieurs personnes, dont Rudnev, furent interrogées. Certains documents, du matériel électronique et une trousse de premiers secours domestique furent saisis temporairement. Aucune infraction n'ayant été constatée, toutes les personnes concernées furent immédiatement remises en liberté.

Il s'agissait d'une procédure standard appliquée à tous les participants à la conférence. Elle n'impliquait aucun soupçon d'acte répréhensible. Elle ne donna lieu à aucune procédure administrative ni pénale. Elle prit fin le jour même.

Selon certaines informations, une ressortissante américaine séjournant à l'hôtel fut trouvée en possession d'une importante quantité de produits pharmaceutiques, et une enquête fut ouverte pour commerce non autorisé (article 284 du Code pénal du Monténégro). Il semble qu'aucune poursuite n'ait été engagée. Toutefois, d'autres clients de l'hôtel furent interrogés au sujet d'éventuels liens avec cette femme.

Lorsque Rudnev fut arrêté en Argentine, une demande fut adressée au Monténégro concernant d'éventuelles activités illégales dont il aurait été impliqué dans ce pays. Le 16 avril 2025, le Bureau central national d'Interpol pour le Monténégro à Podgorica répondit par courrier électronique que :

« Un mandat local a été délivré à l'encontre de Rudnev KONSTANTIN par l'unité locale de police de Bar – l'unité de répression de la criminalité économique – afin de recueillir des informations complémentaires (sa déposition) en tant que

citoyen, dans le cadre de l'infraction de commerce illicite prévue à l'article 284 du Code pénal du Monténégro (NCB Podgorica 2025) ».

Rudnev et son épouse affirment n'avoir jamais reçu de convocation pour être entendus dans le cadre de l'affaire relevant de l'article 284, peut-être parce qu'ils avaient changé de résidence ou parce que la convocation avait été émise après leur départ du Monténégro. Les procureurs argentins utilisèrent le courrier électronique du 16 avril 2025 comme preuve que Rudnev avait commis des infractions au Monténégro. En réalité, la police locale espérait simplement « recueillir des informations complémentaires » en « recueillant sa déposition ».

Aussi désagréable qu'il ait été, l'incident survenu à l'hôtel de Bar ne donna lieu à aucune procédure administrative ni pénale à l'encontre de Rudnev. Toutefois, les campagnes médiatiques, largement fondées sur des sources russes et affirmant qu'il réorganisait sa « secte » à Bar, influencèrent sa décision de s'installer dans une région plus isolée du nord du Monténégro. Là encore, la surveillance policière se poursuivit, mais aucune preuve d'un acte répréhensible ne fut mise au jour et aucune accusation pénale ne fut portée.

Le climat politique du Monténégro et l'influence russe

Pour comprendre pourquoi le contrôle de documents d'avril devint par la suite le point de départ d'un scandale médiatique, il faut prendre en considération le climat politique du Monténégro. Bien que le Monténégro soit officiellement aligné sur les institutions occidentales, l'influence russe demeure forte dans certains secteurs de la société et des médias. Les citoyens russes investissent depuis longtemps dans les secteurs du tourisme et de l'immobilier monténégrins. Les récits diffusés par les médias russes y circulent largement. Les réseaux de renseignement russes ont historiquement été actifs dans la région (WestBalkanNet 2024 ; Potocar 2026). Dans ce contexte, la propagande russe visant les dissidents peut être facilement reprise par les médias locaux sans vérification. Certains opposants déclarés à Poutine ont été arrêtés sous divers prétextes.

Le congrès anti-Poutine a pu entraîner un renforcement de la surveillance. Le nom de Rudnev, déjà associé à la propagande russe, apparut dans le contexte des activités de l'opposition. Cette combinaison fit de lui une cible à la vigilance accrue. Le contrôle de documents d'avril était une procédure de routine,

mais il le plaça dans le champ d'attention des journalistes, qui cherchèrent par la suite à le relier à des événements sans rapport.

Un incident totalement distinct : Žabljak (octobre 2024)

Six mois plus tard, en octobre 2024, un incident totalement différent se produisit dans une tout autre région du Monténégro. Dans la ville montagnaise de Žabljak, la police a interpellé plusieurs touristes russes séjournant dans une maison louée. Les policiers perquisitionnèrent la maison et plusieurs femmes furent retenues.

La couverture de ces arrestations par le quotidien pro-russe *Pobjeda* donna le ton. Plusieurs autres médias au Monténégro, en Serbie et en Russie reprirent ensuite ces informations. Les 7 octobre (Zečević 2024) et 8 octobre (Robović et Zečević 2024), *Pobjeda* rapporta que la police avait confisqué les passeports de plusieurs ressortissantes russes et que la propriété louée était soupçonnée d'être utilisée pour la diffusion en ligne de films pour adultes. L'article affirmait que des habitants de la localité avaient « entendu des bruits inhabituels provenant du bâtiment loué, ce qui avait suscité des soupçons quant à des activités suspectes ». « La perquisition a révélé que le bâtiment loué était soupçonné d'être utilisé pour la diffusion en ligne de films pour adultes », indiquait *Pobjeda*.

L'article poursuivait en affirmant que les ressortissants russes interpellés étaient « soupçonnés d'être membres de la tristement célèbre secte russe “Ashram Shambhala” » et que le projet de films pour adultes « était organisé et financé par Konstantin Rudnev, le fondateur de la secte ».

Mais, en réalité, le rôle de *Pobjeda* alla au-delà du simple travail journalistique. L'article du 8 octobre se vantait que ce média pro-russe avait obtenu des documents russes concernant Rudnev et qu'il avait demandé à la police monténégrine d'intervenir. *Pobjeda* affirmait que Rudnev organisait au Monténégro des « orgies sous couvert de prétendus cours de yoga et de séminaires de libération sexuelle ». « Il y a plus de cinq mois, *Pobjeda* a demandé à la Direction de la police si, à la suite des signalements de citoyens de Žabljak et de Bar, elle avait procédé à des perquisitions dans deux hôtels où elle avait trouvé plusieurs ressortissants russes », que le journal persistait à présenter comme des membres de la « secte ». « La police ne nous a pas répondu », rapportait le journal, « quant à savoir s'il avait été établi qui finançait leur séjour, s'ils séjournaient légalement

dans notre pays, dans quel but, et s'il avait été déterminé qu'il s'agissait d'une organisation et, dans l'affirmative, de laquelle ».

Il semble ainsi que des sources russes aient transmis des informations à *Pobjeda*, qui exerça ensuite une pression sur la police afin qu'elle enquête sur d'éventuels liens entre les ressortissants russes ayant loué une maison à Žabljak et Rudnev. Mais aucun de ces liens ne fut établi.

L'affaire de Žabljak concernait un groupe de touristes russes dont l'identité n'a pas été révélée. L'opération de police se limita aux personnes présentes dans la maison. L'enquête portait sur la question de savoir si ces femmes avaient enfreint les lois monténégrines relatives à la pornographie. Elles furent interrogées puis remises en liberté. Aucune accusation ne fut portée. Aucune affaire pénale ne fut ouverte.

Rudnev ne figurait pas parmi les suspects. Il ne comparaissait pas en qualité de mis en cause. Son nom n'était mentionné que dans une section intitulée « informations complémentaires », sans portée procédurale. S'il avait existé de véritables preuves de son implication, une enquête pénale aurait été ouverte. Aucune affaire de ce type n'existe. Il n'existe aucune poursuite pénale au Monténégro. Il n'existe aucun avis de recherche international. Il n'existe aucune demande d'Interpol.

Deux années se sont écoulées depuis les premières publications. Si les accusations avaient reposé sur le moindre fondement, l'enquête aurait été poursuivie, des accusations auraient été portées et des documents officiels auraient été produits. Rien de tout cela ne s'est produit.

Malgré l'absence de preuves, plusieurs médias régionaux – au Monténégro, en Serbie et en Russie – continuèrent à publier des articles visant à relier l'incident de Žabljak à Rudnev. Ces publications ne citaient aucun document officiel. Elles n'expliquaient pas comment ce lien avait été établi. Certaines affirmaient que « Rudnev et son épouse » avaient été interpellés au Monténégro, ce qui est faux.

Ce qui s'était produit, c'est que certains journalistes, soit en recevant des instructions de Russie, soit dans le but d'obtenir un titre plus accrocheur, avaient inséré le nom de Rudnev dans cette affaire. Ils le firent sans vérifier s'il avait été présent à Žabljak, s'il y avait été interpellé ou s'il entretenait un quelconque lien avec les personnes concernées. Il en résulta un récit mensonger fusionnant deux

événements sans rapport : le contrôle de documents à Bar en avril 2024 et l'opération de police à Žabljak en octobre 2024.

La chronologie, à elle seule, réfute ce lien. Six mois séparaient les deux incidents. Ils se sont produits dans des villes différentes. Rudnev et son épouse étaient officiellement enregistrés à Bar pendant toute l'année 2024. Ils ne se sont pas rendus à Žabljak. Ils ne connaissaient pas les personnes qui y avaient été interpellées. Ils n'ont participé à aucun des événements organisés à la maison. Ils n'apparaissent sur aucune des photographies publiées par les médias. Aucun homme figurant sur ces photographies ne peut être confondu avec Rudnev.

Les allégations de pornographie reposaient sur des stéréotypes. En Russie, lors de précédentes perquisitions menées dans des bâtiments associés à Rudnev, les enquêteurs appliquaient un schéma simpliste : si de nombreuses femmes étaient présentes, la situation devait nécessairement relever de la prostitution ou de la pornographie. Ce schéma fut utilisé à plusieurs reprises dans les campagnes médiatiques russes menées contre lui. Il semble que certains journalistes au Monténégro ou en Serbie aient transposé ces anciennes accusations dans un nouveau contexte, en supposant que tout groupe de femmes russes devait être lié à Rudnev et que toute caméra devait attester de l'existence d'activités pornographiques.

Bien que cette affaire n'ait aucun lien avec Rudnev, il semble que les ressortissants russes faisant l'objet de l'enquête à Žabljak n'aient pas non plus commis d'infraction. Les pièces officielles du dossier au Monténégro confirment qu'aucun matériel pornographique n'a été découvert. La présence de caméras ne constitue pas une preuve d'activité criminelle. Aucune image à caractère érotique n'a été publiée. Aucune accusation n'a été portée. L'enquête s'est achevée sans qu'aucune procédure pénale ne soit engagée. Si la police avait découvert de véritables preuves de pornographie, une enquête pénale aurait été ouverte. Cela ne s'est pas produit.

Toutefois, l'intensification de la campagne médiatique contre Rudnev après l'incident de Žabljak finit par le convaincre qu'il ne pouvait pas vivre paisiblement au Monténégro. Il quitta alors le pays et s'installa en Argentine.

Les médias monténégrins faisant écho à la propagande russe

Les médias monténégrins se sont largement appuyés sur des sources russes dans leur couverture de Rudnev. Les articles de *Pobjeda* mentionnés ci-dessus reprenaient des allégations apparues des années auparavant dans les tabloïds russes. Ils décrivaient « une secte russe tournant des films pour adultes » et « réduisant des femmes en esclavage et les violant ». Ces affirmations n'étaient étayées par aucune preuve. Elles reposaient sur des récits réutilisés issus des campagnes de propagande russes visant Rudnev depuis les années 1990.

Ce phénomène n'est pas unique. Les chercheurs étudiant la répression transnationale ont montré comment les États autoritaires exportent aux médias étrangers des récits diffamatoires à l'encontre des dissidents. Le Monténégro, historiquement soumis à une forte influence russe, est particulièrement vulnérable à ce type de récits. L'affaire de Žabljak montre à quel point la propagande russe peut être reprise par les médias locaux sans aucune vérification.

Il est possible que le congrès anti-Poutine organisé à Bar ait déclenché toute cette chaîne d'événements. Lorsque Rudnev participa au congrès, son nom apparut dans le contexte des activités de l'opposition russe. Cela a vraisemblablement accru l'intérêt des services de sécurité monténégrins, qui s'appuyaient déjà sur des documents russes pour l'évaluer. La surveillance qui s'ensuivit, les contrôles répétés de ses documents et l'empressement de certains journalistes à le relier à l'affaire de Žabljak s'inscrivent tous dans le schéma de la répression transnationale : le recours à des institutions étrangères afin d'étendre la portée des campagnes menées par un État autoritaire contre ses dissidents.

Le rejet par le Monténégro de sa demande d'asile s'inscrit également dans ce schéma. La décision s'est largement fondée sur les récits russes et a ignoré l'historique documenté des persécutions. Elle reflétait une tendance plus générale selon laquelle des États soumis à l'influence russe adoptent la vision de Moscou à l'égard des dissidents plutôt que d'effectuer des évaluations indépendantes.

Les implications plus larges de l'affaire

L'affaire Rudnev met en évidence plusieurs problèmes structurels :

- La fragilité des systèmes d'asile lorsque les éléments de preuve comprennent, ou consistent uniquement ou principalement en, des documents de propagande étrangère.
- La vulnérabilité des petits États aux influences extérieures, en particulier lorsque leurs écosystèmes médiatiques ne disposent pas de mécanismes rigoureux de vérification des faits.
- La facilité avec laquelle une atteinte à la réputation peut être exportée, entraînant des conséquences durables pour des personnes ayant déjà subi des préjugés et des persécutions dans leur pays d'origine.
- La responsabilité des pays d'accueil de procéder à des évaluations indépendantes plutôt que de se fonder sur des documents à caractère politiquement motivé fournis par les pays d'origine.
- La nécessité d'une formation éthique et juridique supplémentaire à l'intention des journalistes, en particulier dans les régions où les influences extérieures sont plus présentes.

Ces considérations découlent du fait que l'affaire Rudnev ne constitue pas une anomalie isolée dans le contexte de l'asile, mais s'inscrit dans un schéma plus large touchant de nombreux dissidents à travers l'Europe.

Conclusion : un scandale fabriqué

La période de la vie de Rudnev au Monténégro n'a pas été marquée par des activités criminelles. Elle a été marquée par une résidence légale, le respect des obligations administratives et une tentative de reconstruire sa vie après son départ de Russie. Le faux récit apparu dans les médias ne reflète pas ses actes, mais la persistance des campagnes antérieures menées contre lui. Il montre à quel point un nom peut être inséré dans une histoire pour la rendre plus spectaculaire. Il démontre également à quel point il est difficile de corriger une désinformation une fois qu'elle a été publiée.

Comprendre la période monténégrine de Rudnev implique de distinguer les faits des rumeurs. Cela suppose de reconnaître que les médias ont fusionné deux incidents sans lien entre eux. Cela suppose d'admettre que ce lien a été inventé. Cela suppose d'examiner les documents officiels plutôt que de se fier aux spéculations. Cela suppose de reconnaître le schéma selon lequel le nom de Rudnev est utilisé pour sensationnaliser des histoires impliquant des ressortissants russes à l'étranger.

Les faits racontent une tout autre histoire : celle d'une déformation de la réalité et de médias établissant des liens entre des événements sans disposer de preuves. Ils racontent également comment la vérité peut être rétablie grâce à un examen attentif.

Ce n'est qu'à cette condition que l'on peut comprendre ce qui s'est réellement passé au Monténégro.

Références

Je me suis également appuyé sur des documents juridiques et administratifs fournis par les avocats de Konstantin Rudnev.

NCB [National Central Bureau, Interpol] Podgorica. 2025. Courriel à NCB (National Central Bureau, Interpol), Buenos Aires, 16 avril. Copie conservée dans le dossier de l'affaire argentine.

Potocar, Pavol. 2026. « The Integration of Montenegro in the European Union Amidst Russian and Serbian Influence. » *Blue Europe*, 9 mars. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4f7FYjW>.

Robović, Bojana, et Nenad Zečević. 2024. « Rudneva traže na sjeveru Crne Gore, Ruskinjama oduzete putne isprave » (« Rudnev est recherché dans le nord du Monténégro, les documents de voyage de ressortissantes russes ont été saisis »). *Pobjeda*, 8 octobre. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4yoxLiT>.

WestBalkanNet. 2024. *Genesis of Russian Influence in Montenegro: Why the West Should Be Concerned?* Podgorica : WestBalkanNet: Regional Forum for Democracy, Reconciliation, and Strategic Analyses.

Zečević, Nenad. 2024. « Ruska sekta orgijala i snimala filmove za odrasle na Žabljaku » (« Une secte russe a organisé des orgies et tourné des films pour adultes à Žabljak »). *Pobjeda*, 7 octobre. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4pm245A>.

D'un renvoi hospitalier à une affaire de « secte transnationale » : Circulation médiatique et construction de la preuve en Argentine

María Vardé

Institut des sciences anthropologiques, Université de Buenos Aires

maria.varde@uba.ar

RÉSUMÉ : Cet article examine comment un signalement hospitalier à Bariloche, en mars 2025, s'est rapidement transformé en une vaste enquête pénale alléguant l'existence d'une « organisation transnationale coercitive » dirigée par Konstantin Rudnev. S'appuyant sur les dossiers judiciaires, les rapports d'expertise, les écritures des parties, la couverture médiatique et des entretiens, l'étude reconstitue l'élargissement probatoire par lequel des observations formulées dans des conditions linguistiques et interculturelles difficiles ont été réinterprétées comme indices de traite des êtres humains, d'esclavage, d'altération de l'identité, et de transport de stupéfiants. L'analyse montre que les enquêteurs argentins se sont largement appuyés sur un corpus étranger préexistant – en provenance des médias russes et monténégrins, de récits issus du mouvement antisectes et de la mythologie publique entourant Rudnev – afin de dénoncer tous les signes d'une organisation dangereuse, sans aucune preuve locale. Les premiers reportages de la presse nationale ont amplifié ces présupposés, créant une boucle de confirmation où la répétition s'est substituée à la vérification indépendante. L'article met en lumière les conséquences procédurales des erreurs de traduction, des attributions contestées et des constatations d'expertise contradictoires, y compris les rapports négatifs relatifs aux stupéfiants, qui n'ont pas suffi à écarter ces allégations du raisonnement judiciaire. Dans une perspective d'anthropologie juridique, l'étude démontre comment des classifications institutionnelles peuvent acquérir un caractère durable avant même que leurs fondements probatoires ne soient stabilisés, influençant ainsi tant l'orientation de l'enquête que la position procédurale des personnes poursuivies.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, mouvement antisectes en Argentine, traite des êtres humains et des mouvements religieux, médias et mouvements religieux, Russes en Argentine.

Introduction

La procédure pénale engagée en Argentine contre Konstantin Rudnev débuta en mars 2025 à la suite d'un signalement hospitalier concernant Elena Makarova, citoyenne russe, identifiée dans le dossier judiciaire sous les initiales R.T. (bien que plusieurs médias aient désormais révélé son identité), à San Carlos de Bariloche. Ce signalement ne concernait ni une organisation religieuse, ni une école spirituelle locale, ni une plainte dirigée contre Rudnev. En l'espace de quelques jours, toutefois, cet épisode fut réorganisé, tant sur le plan public que sur

le plan procédural, comme la « découverte » d'une « secte » transnationale impliquée dans la traite d'êtres humains, l'exploitation sexuelle, la servitude, une tentative d'altération de l'identité d'un nouveau-né, ainsi que des infractions à la législation sur l'immigration et au transport de stupéfiants. Le présent article examine ces amplifications.

La procédure demeure au stade de l'instruction. Mon analyse ne tire aucune conclusion quant à la responsabilité pénale et distingue les dossiers judiciaires des allégations du ministère public, des reconstitutions proposées par la défense, des constatations des experts, des récits journalistiques et des déclarations des personnes concernées. Les sources comprennent le dossier pénal fédéral, les rapports chimiques de la Gendarmerie, les rapports des parties, les communications officielles, la couverture de presse et les entretiens menés par l'auteur. L'objectif est de reconstituer la manière dont des observations, des relations, des objets, des messages et des références à des médias étrangers sont venus être interprétés conjointement comme des éléments de preuve prouvant le caractère coercitif d'une organisation spécifique.

L'anthropologie juridique considère un dossier pénal comme un espace de production plutôt que comme un simple dépôt neutre : les documents sélectionnent les événements, traduisent les propos, attribuent des qualifications et établissent des liens entre des circonstances issues de contextes différents (Muzzopappa et Villalta 2011). Dans les affaires de traite d'êtres humains, ce travail donne un contenu concret à la notion de « vulnérabilité » et influe sur la question de savoir si les déclarations d'un adulte sont admises comme témoignage ou réinterprétées comme le produit d'une perception altérée (Varela 2013 ; Martynowskyj 2019 ; Tarantino 2021). En l'espèce, il s'est articulé avec un corpus étranger déjà consolidé. Les études publiées dans ce numéro du *Journal of CESNUR*, la reconstitution antérieure réalisée par Introvigne et Vardé, ainsi que les rapports d'expertise relatifs à la procédure russe, mettent en évidence un écart considérable entre les infractions formellement jugées en Russie et l'ensemble beaucoup plus vaste d'allégations diffusées par les médias et les militants du mouvement antisectes : orgies, « lavage de cerveau », suicides, cadavres non identifiés, pouvoirs occultes, stupéfiants et menaces contre les enfants (Introvigne et Vardé 2026 ; Introvigne et Šorytė 2026 ; Duval, dans le présent numéro du *Journal of CESNUR* ; Šorytė, dans le présent numéro du *Journal of CESNUR*).

La distinction entre une décision de justice étrangère et l'image publique qui s'en fait est essentielle. Une décision de justice peut être prise en considération comme élément de contexte conformément aux règles de preuve de la juridiction saisie. Une réputation façonnée au moyen de campagnes médiatiques, du militantisme du mouvement antisectes, de déclarations officielles et d'allégations répétées, sans attribution, revêt un statut différent. La présente analyse retrace le passage d'un signalement hospitalier à une théorie du ministère public, d'une réputation étrangère à la dénonciation d'une organisation locale, et d'une affirmation médiatique initiale à sa persistance dans la procédure.

Le signalement hospitalier et la première qualification

Makarova est arrivée en Argentine en janvier 2025, au cours de la dernière phase de sa grossesse. Selon son récit, elle avait quitté une relation violente et s'était rendue à Bariloche afin d'accoucher dans des conditions plus sûres (Introvigne et Vardé 2026). Elle était accompagnée de Nadezhda Belyakova, une amie de sa mère. Aucune des deux ne parlait espagnol, et Makarova ne parlait que très peu d'anglais. Lors de leurs visites à l'hôpital, elles sollicitèrent l'aide de Svetlana Komkova, professeure de russe et de portugais, qui pouvait communiquer en espagnol. Le personnel hospitalier interpréta cette dépendance comme un possible signe que Makarova ne pouvait pas s'exprimer librement ; les intéressées la décrivirent, quant à elles, comme une entraide mutuelle entre russophones dans un environnement médical qui leur était inconnu.

Le signalement rassembla des observations formulées dans ces conditions linguistiques. Une infirmière estima que Makarova paraissait plus jeune que l'âge indiqué sur son passeport et attribua sa participation limitée à la peur ou à la soumission. Lorsque Makarova offrit une rose blanche à l'infirmière, ce geste fut interprété comme une possible demande d'aide codée. Selon le récit de Makarova et les entretiens que j'ai menés dans le cadre d'une étude antérieure, cette fleur constituait une expression de gratitude. La signification attribuée à son comportement dépendait donc de la traduction, de l'interprétation culturelle et des présupposés relatifs à ces relations.

La question du père de l'enfant fit apparaître le nom de Rudnev. Makarova refusa d'identifier son ancien compagnon et demanda que l'enfant soit enregistré sous son propre nom de famille. Le personnel hospitalier demanda néanmoins les

documents relatifs au père ; l'infirmière reconnut par la suite qu'ils n'étaient pas légalement requis pour la sortie de l'hôpital, mais déclara les avoir demandés afin d'obtenir des informations sur Makarova. Une photocopie du passeport de Rudnev fut produite, mais les documents examinés n'établissaient ni qui l'avait fournie ni si sa provenance avait été vérifiée. Les procureurs y virent un élément d'un plan visant à lui attribuer la paternité et à lui permettre d'obtenir la nationalité argentine. La défense soutint qu'après l'insistance du personnel hospitalier pour obtenir des documents concernant le père, l'une des femmes avait utilisé une copie retrouvée parmi des documents laissés au logement par une personne qui avait aidé Rudnev et son épouse dans leurs démarches d'immigration (Introvigne et Vardé 2026, 23).

Un second différend portait sur le nom de famille du nouveau-né. Makarova continua de demander que l'enfant porte son nom de famille. Les premiers documents utilisaient la terminaison féminine russe correspondant à la mère, et Komkova demanda qu'elle soit remplacée par la forme masculine utilisée pour un garçon. Les femmes déclarèrent qu'un employé de l'hôpital avait déchiré le document au cours de la dispute. Les procureurs présentèrent par la suite cet épisode comme une tentative d'altérer ou de détruire un document officiel et le rattachèrent au prétendu projet portant sur la paternité de Rudnev (Introvigne et Vardé 2026, 24). Un désaccord portant sur les conventions russes en matière de noms fut ainsi versé au dossier comme élément possible de preuve de falsification.

À la suite de l'accouchement par césarienne, la police et le ministère public intervinrent. Makarova déclara qu'elle s'était réveillée sans son téléphone, séparée des personnes sur lesquelles elle comptait pour communiquer, et incapable de comprendre les autorités qui l'entouraient. Elle demeura avec son nouveau-né sous surveillance avant d'être transférée dans un hébergement protégé. Ces mesures furent présentées comme une protection assurée par l'État. Selon le récit de Makarova, elles limitèrent ses contacts avec sa mère ainsi qu'avec l'avocat qu'elle avait personnellement mandaté, qui cherchait à la rencontrer, et réduisirent sa capacité à contester la présentation officielle de la situation (Makarova 2025 ; Introvigne et Vardé 2026).

La première initiative du ministère public concernait une ressortissante mexicaine et cinq ressortissantes russes, sans inclure Rudnev. Après avoir entendu Makarova et les autres femmes, le juge fédéral des garanties Gustavo Villanueva refusa d'autoriser la formalisation de la procédure (Dossier pénal fédéral FGR

2878/2025 2025a). L'enquête fut ensuite poursuivie devant un autre juge et son champ fut élargi. Les documents examinés n'identifient aucun plaignant ayant décrit les vingt-et-un prévenus comme membres d'une organisation particulière. Makarova continua de nier avoir fait l'objet d'un recrutement ou d'une exploitation, déclara n'avoir jamais rencontré Rudnev, réitéra cette position après son retour en Russie et demanda même la récusation des procureurs (Makarova 2025 ; Introvigne et Vardé 2026, 25 ; *Noticias Argentinas* 2025).

L'invention de l'« organisation transnationale »

Le 28 mars, les forces de sécurité arrêterent Rudnev, son épouse et d'autres ressortissants russes à l'aéroport de Bariloche, puis procédèrent à des perquisitions dans des maisons louées, des véhicules et des bagages. Lors de l'audience du 31 mars, les procureurs déclarèrent que certaines femmes arrêtées en qualité de suspectes pourraient ultérieurement être qualifiées de victimes. Les avocats de la défense rapportèrent que leurs clientes ne comprenaient ni les raisons de leur arrestation ni le déroulement de la procédure. Un seul interprète de langue russe assistait de nombreux prévenus, dont plusieurs déclarèrent par la suite que l'audience n'avait pas été intégralement traduite. Le juge exclut les journalistes de l'audience et protégea les noms et les images, au motif que d'éventuelles victimes figuraient parmi les personnes poursuivies, alors même que des informations nominatives ainsi que des allégations détaillées avaient déjà été diffusées dans les médias nationaux (Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025 2025b ; Balonga 2025).

Lors des audiences de formalisation des 3-5 avril, le ministère public accusa vingt-et-une personnes de participer à une « organisation transnationale coercitive » dissimulée sous la forme de la philosophie, de la spiritualité et du yoga. Les infractions alléguées comprenaient la traite aggravée d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et de servitude, la tentative d'altération de l'identité du nouveau-né, des infractions à la législation sur l'immigration et le transport aggravé de stupéfiants. Le juge Gustavo Zapata autorisa la poursuite de l'enquête et ordonna la détention provisoire de Rudnev. Les autres prévenus furent remis en liberté, sous réserve d'obligations de pointage et de restrictions concernant leurs déplacements, leur résidence, leurs passeports et leurs contacts (Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025 2025c ; Ministerio Público Fiscal 2025a ; 2025b).

Le procès-verbal de l'audience montre que la réputation acquise à l'étranger constituait une grande partie de l'identité de la prétendue organisation. Les procureurs déclarèrent avoir consulté « diverses sources », notamment des journaux monténégrins et la condamnation prononcée en Russie. Leur exposé ne distinguait pas systématiquement les faits établis par le jugement des allégations diffusées par les tabloïds, les émissions de télévision, les militants du mouvement antisectes et les publications qui en étaient issues.

Cet ensemble composite présentait néanmoins les caractéristiques de la thèse développée par le ministère public en Argentine : dirigeant d'une « secte », prédateur sexuel, domination psychologique exercée sur les femmes, contrôle de la nourriture et des biens, spiritualité utilisée comme moyen de dissimulation et mobilité transfrontalière. Le journalisme étranger ne fut pas formellement versé au dossier en qualité d'expertise, mais il contribua à définir l'organisation que les enquêteurs pensaient avoir découverte avant même que les éléments recueillis localement n'aient été correctement examinés.

Le ministère public se référa également aux modalités de déplacement, aux logements partagés, aux véhicules loués, aux fenêtres occultées, aux ustensiles étiquetés, aux réserves alimentaires, aux vêtements, aux manuscrits et aux messages relatifs au régime alimentaire ou aux sanctions. Les avocats de la défense contestèrent la propriété, la provenance, le contexte, l'attribution et la traduction de ces éléments ; parallèlement, les supports numériques n'étaient pas encore disponibles pour un examen contradictoire.

Les liens sociaux étaient hétérogènes : certains prévenus connaissaient Rudnev ou son épouse, tandis que d'autres se connaissaient par l'intermédiaire de voyages, d'hébergements ou de réseaux russophones, et plusieurs affirmèrent ne pas le connaître. Le récit présenté publiquement ne faisait état d'aucune école spirituelle locale disposant d'enseignants, d'élèves, de cours, de pratiques de recrutement, de cérémonies ou d'une chaîne de commandement documentée. L'« organisation » fonctionnait ainsi à la fois comme la conclusion à démontrer et comme le cadre d'interprétation au travers duquel toute relation devenait une appartenance, toute assistance une subordination et toute proximité une coordination.

Circulation médiatique et boucle de confirmation

Le premier cycle médiatique national précéda la formalisation judiciaire. Le 31 mars, *Infobae* associa dans son titre « une secte venue du Monténégro », « des femmes dénutries et sans cheveux » et la terreur d'une victime. L'article mettait également en doute l'âge de Makarova, pourtant attesté par les documents officiels, et décrivait un mouvement de vingt mille membres, l'abandon des biens, des cours de yoga coûteux et des femmes émaciées survivant grâce à de petites portions de nourriture (Balonga 2025). Le 1^{er} avril, *El País* rapporta que « Ashram Shambhala » avait été découvert à la suite d'un signalement hospitalier, décrivit les personnes arrêtées comme des adeptes de Rudnev tentant de fuir vers le Brésil et affirma qu'elles étaient en possession de 130 « pilules de cocaïne » (Rivas Molina 2025). Le *Buenos Aires Herald*, le *Buenos Aires Times* et *La Nación* reprirent le même récit et répétèrent l'allégation relative aux stupéfiants (Ames 2025 ; Grainger 2025 ; García Pastormerlo 2025).

La convergence apparente entre les reportages russes, monténégrins, argentins et, plus tard, internationaux masquait un mouvement circulaire de l'information. Les caractéristiques attribuées à Rudnev en Argentine n'étaient pas apparues pour la première fois au cours de l'enquête menée à Bariloche. Elles appartenaient à un répertoire déjà consolidé en Russie, où les médias proches du pouvoir, comme les médias d'opposition, le représentaient au moyen d'allégations de déviance sexuelle, d'asservissement psychologique, d'occultisme, d'usage de stupéfiants, de violence, de fraude et de danger pour les enfants (Šorytė, dans le présent numéro du *Journal of CESNUR*). Les reportages monténégrins réactivèrent cette même image lorsque les autorités locales furent confrontées à son nom (Amicarelli, dans le présent numéro du *Journal of CESNUR*). Les enquêteurs et journalistes argentins puisèrent ensuite dans ce corpus pour interpréter le signalement hospitalier et les arrestations. Une fois les accusations argentines publiées, les médias russes et internationaux les présentèrent comme une confirmation supplémentaire du portrait antérieur. Ce qui apparaissait comme une corroboration entre plusieurs pays relevait donc, dans une mesure significative, de la recirculation d'une même figure issue du mouvement antisectes à travers des juridictions et des environnements médiatiques successifs.

Les communications officielles renforcèrent cette boucle de rétroaction. Le ministère public décrivit une « organisation transnationale coercitive »

dissimulée derrière la spiritualité et le yoga, reprit les allégations relatives au prétendu projet concernant l'identité du nouveau-né et le Brésil, et indiqua qu'un test d'orientation avait révélé la présence de cocaïne dans les comprimés (Ministerio Público Fiscal 2025a ; 2025b). Les communiqués présentaient un système criminel reconstruit alors que l'enquête n'en était encore qu'aux débuts. Les informations fournies par les enquêteurs offraient aux journalistes un récit cohérent ; leur publication lui conférait une visibilité publique et une apparente confirmation ; par la suite, des déclarations officielles furent diffusées dont les protagonistes et la chronologie étaient déjà familiers. La répétition renforçait ainsi l'apparence d'un faisceau de preuves convergentes sans apporter de source indépendante supplémentaire.

Les informations contradictoires suivirent des trajectoires différentes. Le refus de Makarova d'être considérée comme une victime ne fut rapporté par les agences de presse nationales que plusieurs mois plus tard (*Noticias Argentinas* 2025). Les résultats négatifs des analyses chimiques circulèrent principalement par l'intermédiaire de médias à audience plus restreinte, tandis que les principaux articles initiaux et les communiqués officiels demeurèrent accessibles sans qu'aucune rectification ne soit apportée à l'allégation de cocaïne. Plusieurs prévenus décrivirent également les démarches infructueuses qu'ils avaient entreprises pour attirer l'attention des ambassades et des organisations de défense des droits de l'homme après que leurs noms et leurs photographies eurent été associés à la traite des êtres humains, à l'exploitation sexuelle, aux stupéfiants et à une « secte ». Les mesures judiciaires destinées à protéger les identités intervinrent alors que l'exposition médiatique avait déjà laissé une trace durable et facilement consultable.

Le statut de victime, les récits contradictoires et la traduction

Makarova occupa plusieurs rôles au cours de la procédure : sa situation à l'hôpital déclencha le signalement ; elle fut qualifiée de principale victime ; elle était la mère impliquée dans le différend relatif à l'enregistrement de l'enfant ; et elle était une adulte dont le récit contredisait la thèse du ministère public. L'avocat qu'elle avait personnellement mandaté informa le tribunal qu'elle ne souhaitait accuser personne. Un représentant désigné par l'État soutint qu'une personne soumise à un « contrôle coercitif » pouvait ne pas se reconnaître

comme victime. Les procureurs invoquèrent également des messages prétendument extraits de son téléphone, qu'ils présentèrent comme des instructions visant à nier sa qualité de victime et la responsabilité de Rudnev (Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025 2025c).

L'audience n'établit pas que Rudnev avait envoyé ces messages ou demandé à une autre personne de les envoyer. Les avocats de la défense objectèrent que leur extraction, leur paternité, leur contexte et leur traduction n'avaient pas été mis à leur disposition pour un examen contradictoire. Malgré cela, ces messages furent utilisés pour interpréter le refus de Makarova de se reconnaître victime comme le résultat d'instructions, tandis que son refus répété de revendiquer ce statut fut considéré comme compatible avec l'hypothèse de la coercition. D'autres femmes nièrent appartenir à un groupe spirituel dirigé par Rudnev ou être des victimes, et la plupart affirmèrent ne pas le connaître. Les procureurs et les juges ne sont pas tenus d'accepter de telles dénégations comme établies. Toutefois, les déclarations contraires doivent conserver une valeur probante. Si l'accusation est considérée comme confirmant l'exploitation et que le refus d'accuser est, lui aussi, traité comme un élément de preuve de la domination, la qualification cesse d'être mise à l'épreuve par le récit de la personne concernée et finit, au contraire, par l'absorber.

Les travaux universitaires argentins consacrés aux pratiques de lutte contre la traite des êtres humains permettent de situer ce problème sans présumer d'emblée que la thèse du ministère public ou les récits des femmes doivent prévaloir. L'analyse de Varela portant sur le processus interprétatif par lequel la « vulnérabilité » devient juridiquement reconnaissable montre que le statut de victime est construit par la sélection et l'agencement d'indices (Varela 2013). La formule de Martynowskyj, décrivant des femmes qui se vivent comme « accusées d'être des victimes », désigne la position procédurale créée lorsque le désaccord ne fonctionne plus comme preuve contraire, mais est réintroduit comme symptôme nécessitant une interprétation experte (Martynowskyj 2019). La critique par Tarantino des dispositifs de protection à caractère punitif éclaire en outre le risque que l'assistance limite l'autonomie qu'elle prétend restaurer (Tarantino 2021). En l'espèce, la question est de savoir quel poids probatoire pouvait encore être accordé aux déclarations de Makarova une fois que l'hypothèse officielle avait qualifié son refus de relevant de la situation coercitive.

La langue et la traduction firent partie intégrante du problème probatoire dès le début. Les échanges à l'hôpital reposaient sur des accompagnantes, des applications

téléphoniques, une interprétation improvisée et un traducteur à distance. Un seul interprète intervenait pour de nombreux prévenus lors des audiences, et plusieurs d'entre eux signalèrent par la suite que les traductions avaient été incomplètes. Des messages et des textes manuscrits furent invoqués alors même que leur contexte linguistique demeurait contesté. Un an après la formalisation de la procédure, les procureurs sollicitèrent une prolongation de douze mois au motif que les supports numériques devaient encore être traduits et que la plupart des appareils n'avaient pas été entièrement examinés (Ministerio Público Fiscal 2026a). Lors de l'audience relative à cette demande de prolongation, le ministère public reconnut avoir utilisé Google Lens et déclara qu'une traduction officielle était désormais nécessaire (Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025 2026). Dans une affaire où le commandement, l'obéissance, la sanction et la coercition étaient déduits de mots, la traduction faisait partie intégrante de l'infrastructure probatoire. Des interprétations linguistiques provisoires et non soumises à un contrôle contradictoire avaient déjà contribué à étayer l'accusation, à inventer une hiérarchie coercitive et à justifier des mesures coercitives avant même qu'une traduction fiable ne soit disponible.

Stupéfiants, détention et persistance procédurale

L'accusation relative aux stupéfiants offre la chronologie la plus claire d'une allégation publique ayant survécu à une contradiction technique. Les autorités ont saisi 131 comprimés chez deux femmes à l'aéroport. L'existence d'un test d'orientation initial a été présentée, tant publiquement que dans la procédure, comme indiquant que les comprimés contenaient de la cocaïne. Toutefois, le Rapport chimique de la Gendarmerie no 135491 a analysé les échantillons et a été signé le 3 avril 2025, avant l'audience de mise en accusation. Il excluait expressément la présence de cocaïne et de MDMA. Néanmoins, ce même soir, les procureurs ont déclaré au tribunal que les femmes avaient tenté de transporter « 131 comprimés contenant de la cocaïne », et l'accusation de trafic de stupéfiants a été officiellement retenue. Un second rapport, no 136132, daté du 14 mai, n'a mis en évidence aucune substance psychotrope ou stupéfiante contrôlée dans dix-neuf échantillons de champignons séchés et trois liquides saisis lors des perquisitions (Gendarmería Nacional Argentina 2025a ; 2025b ; Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025 2025c).

Au moment où ces conclusions négatives auraient pu corriger la présentation publique de l'affaire, l'allégation de cocaïne faisait déjà partie du récit dans *El País*, *La Nación*, le *Buenos Aires Herald* et dans les communications officielles du ministère public (Ames 2025 ; Rivas Molina 2025 ; García Pastormerlo 2025 ; Ministerio Público Fiscal 2025a ; 2025b). Les principaux premiers articles n'ont

pas été rectifiés, produisant une dissociation probatoire : le dossier médico-légal ne corroborait plus l'allégation relative aux stupéfiants, tandis que le récit médiatique et institutionnel continuait d'associer l'organisation alléguée au transport de drogues.

Après la mise en accusation en avril 2025, Rudnev fut le seul prévenu placé en détention provisoire et transféré à l'Unité pénitentiaire fédérale n° 6 à Rawson. Des mémoires médicaux ont par la suite fait état d'une perte de poids importante, de malaises, d'épisodes respiratoires, d'effets indésirables attribués à un traitement médicamenteux, ainsi que de demandes d'examens spécialisés (Vardé 2026 ; Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025 2026). Le 21 janvier 2026, le juge Zapata lui accorda une détention à domicile pour des raisons de santé. Le ministère public fit appel, contestant le fondement médical de cette décision et invoquant le risque de fuite ; le 28 janvier, la Chambre de révision révoqua cette mesure dans l'attente d'une évaluation complémentaire (Ramirez Aburto 2026a ; Villalba 2026).

Lors de l'audience du 1^{er} avril relative à la prolongation de l'enquête, au cours de laquelle le ministère public demanda douze mois supplémentaires pour poursuivre les investigations, le tribunal prolongea l'enquête ainsi que la détention provisoire de Rudnev jusqu'en avril 2027 (Ministerio Público Fiscal 2026a). Le 23 avril, une formation de révision ordonna son placement en détention dans une résidence à San Vicente, sous surveillance électronique, moyennant une caution et assorti de restrictions sur ses déplacements et ses contacts. Le ministère public interjeta appel, invoquant le risque de fuite, les capacités économiques alléguées de Rudnev ainsi que la portée internationale supposée de l'organisation. L'appel fut rejeté le 5 mai, et Rudnev fut transféré en détention à domicile à la mi-mai (Ministerio Público Fiscal 2026b ; Ramirez Aburto 2026b).

Le 4 juin 2026, la Chambre fédérale de cassation pénale fit droit au recours du ministère public et révoqua la détention à domicile de Rudnev. La décision qualifia les comprimés de substances contenant « vraisemblablement » des psychotropes et considéra leur transport simultané comme un élément étayant l'existence d'une organisation coordonnée. L'allégation relative aux stupéfiants n'était pas accessoire. Associée à la structure transnationale alléguée, au rôle présumé de dirigeant attribué à Rudnev et au risque de fuite, elle contribua à l'appréciation par la juridiction selon laquelle l'affaire présentait un degré de gravité et une capacité organisationnelle incompatibles avec une détention à domicile. La décision ne

mentionna pas les rapports définitifs de la Gendarmerie qui excluaient la présence de substances illicites (Cámara Federal de Casación Penal 2026). Bien que la détention à domicile ait été révoquée, l'exécution de cette décision demeura subordonnée à des examens médicaux, Rudnev ayant récemment subi une intervention chirurgicale. En juillet, alors qu'il était toujours placé sous surveillance électronique, il fut admis en urgence à l'Hôpital naval à la suite de complications postopératoires (Ministerio Público Fiscal 2026c ; *Bariloche2000* 2026).

Les effets probatoires furent inégaux. Les résultats négatifs des analyses de laboratoire modifièrent le dossier médico-légal, mais n'écartèrent pas les stupéfiants de la qualification judiciaire de la dangerosité de l'organisation alléguée. Parallèlement, des éléments non traduits, chiffrés et encore non examinés étaient censés étayer ultérieurement la thèse de l'accusation et furent invoqués pour prolonger, dans le présent, tant l'enquête que la détention. Une allégation techniquement contredite demeura ainsi disponible, tandis que des éléments de preuve encore non produits continuaient de faire office de confirmation anticipée.

Conclusion

La procédure a débuté par un signalement hospitalier formulé dans des conditions linguistiques et interculturelles difficiles, puis s'est élargie lorsque le nom de Rudnev a lié cette affaire à un corpus transnational de récits antisectes. Les représentations russes et monténégrines ont fourni un « dirigeant » reconnaissable ainsi qu'un répertoire d'abus, de contrôle psychologique, de privation, de stupéfiants et de spiritualité dissimulée. Les enquêteurs argentins ont associé ce répertoire à la rencontre à l'hôpital, aux projets migratoires, aux déplacements, aux lieux d'hébergement, aux objets et aux messages dont la traduction et le contexte demeuraient contestés. Les médias nationaux ont ensuite présenté cette hypothèse comme la découverte d'un système criminel déjà connu, tandis que les couvertures médiatiques étrangères ultérieures ont repris les accusations argentines comme une confirmation apparente.

La question d'anthropologie juridique n'est pas de savoir si de telles associations étaient impossibles à examiner, mais de montrer que des faits d'origines et de statuts différents ont été rendus cohérents avant que leurs

conditions probatoires ne soient stabilisées. Une assistance linguistique pouvait être interprétée comme une forme de contrôle ; des réseaux de soutien aux migrants comme une appartenance à une organisation ; le refus du statut de victime comme le signe d'une perception altérée ; et des objets dont la valeur probatoire dépendait d'une attribution et d'un contexte contestés comme des indices d'une hiérarchie. Ces interprétations exigeaient une attribution, un contexte, une traduction fiable et une révision à la lumière d'éléments de preuve contraires. Pourtant, le cadre organisationnel a perduré alors que les principaux éléments numériques demeuraient inaccessibles ou non traduits, que la principale victime alléguée rejetait le statut qui lui était attribué et que les rapports des laboratoires de l'État contredisaient l'allégation relative aux stupéfiants la plus largement relayée.

L'analyse ne substitue pas le récit de la défense à celui du ministère public. Elle préserve des distinctions indispensables à l'évaluation judiciaire et publique : la provenance d'une allégation et sa répétition ; une indication issue d'un test d'orientation et un examen confirmatoire ; une réputation étrangère produite dans un environnement politico-idéologique marqué par le mouvement antisectes et les médias, et des faits établis en Argentine ; une qualification protectrice et la preuve qu'un adulte est incapable de décrire sa propre expérience. Les qualifications institutionnelles sont nécessaires à l'intervention juridique, mais leur autorité dépend des éléments de preuve sur lesquels elles sont fondées et contestées.

Les articles de presse étrangers ont d'abord servi de pistes d'enquête, puis de cadre interprétatif et, enfin, par le biais des reportages argentins et des communications officielles, de corroboration apparente. L'image du « dirigeant de secte » transnational était déjà bien établie en l'espace de quelques jours. Plus d'un an plus tard, les enquêteurs étaient encore en train de traduire et d'évaluer les éléments censés l'étayer ; Makarova continuait de rejeter le statut qui lui était attribué ; et une allégation relative aux stupéfiants, pourtant écartée par les rapports d'expertise officiels, demeurait présente dans une décision de placement en détention. Une fois qu'un récit pénal devient durable, sa répétition peut masquer la fragilité de son fondement probatoire, et le seul écoulement du temps peut lui-même devenir l'une des sanctions imposées par la procédure.

Références

- Ames, Danielle. 2025. « Russian Cult Leader Arrested in Bariloche for Human Trafficking ». *Buenos Aires Herald*, 1er avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4vAw0wA>.
- Balonga, María Laura. 2025. « Una secta de Montenegro, mujeres desnutridas y sin pelo y el terror de una víctima: la trama del caso de trata descubierto en Bariloche ». *Infobae*, 31 mars. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4vyhZiU>.
- Bariloche2000*. 2026. « Secta Rusa: internaron de urgencia a Konstantin Rudnev ». 10 juillet. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4ptgYaz>.
- Cámara Federal de Casación Penal. 2026. « Rudnev, Konstantin y otros/audiencia de sustanciación de impugnación ». FGR 2878/2025/50, Registre no. 82/2026. 4 juin.
- Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025. 2025a. « Audience initiale et décision concernant une femme mexicaine et cinq femmes russes ». Mars. Document judiciaire non publié.
- Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025. 2025b. « Audience du 31 mars 2025 ». Document daté du 1er avril. Document judiciaire non publié.
- Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025. 2025c. « Audiences de formalisation des 3-5 avril 2025 ». Document judiciaire non publié.
- Dossier pénal fédéral FGR 2878/2025. 2026. « Audience sur la prolongation de l'enquête préparatoire et documents connexes relatifs à la détention préventive ». Janvier-Juin. Documents judiciaires non publiés.
- García Pastormerlo, Paz. 2025. « Secta en el Sur. El 'gurú' ruso que quería instalarse en Bariloche seguirá preso y 20 de sus fieles quedaron imputados ». *La Nación*, 7 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4gCMWYc>.
- Gendarmería Nacional Argentina. 2025a. « Informe Pericial Químico no. 135491 ». 3 avril. Dossier 50.063/2025.
- Gendarmería Nacional Argentina. 2025b. « Informe Pericial Químico no. 136132 ». 14 mai. Dossier 50.063/2025.
- Grainger, James. 2025. « Russian Cult Leader, 14 Others Arrested in South of Argentina ». *Buenos Aires Times*, 1er avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/3Tm2rRO>.
- Introvigne, Massimo, et María Vardé. 2026. « The Ashram Shambhala Saga: Esotericism and the Anti-Cult Repertoire in Russia and Argentina ». *The Journal of CESNUR* 10(2):3-85. DOI: 10.26338/tjoc.2026.10.2.1.

- Introvigne, Massimo, et Rosita Šorytė. 2026. « Document: Expert Opinion on the Case of Konstantin Rudnev ». *Bitter Winter*, 30 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4fmqAiI>.
- Makarova, Elena. 2025. Déclaration notariée, 7 septembre. Document inédit.
- Martynowskyj, Estefanía. 2019. « Estoy acusada de víctima de trata: tensiones en el diálogo entre verdades jurídicas y sociales en el despliegue de políticas anti-trata ». *Sudamérica: Revista de Ciencias Sociales* 11:68-97.
- Ministerio Público Fiscal. 2025a. « Bariloche: la fiscalía acusó a 21 personas de formar parte de una organización criminal transnacional con fines de trata de personas ». *Fiscales.gob.ar*, 4 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/3Tqa3CR>.
- Ministerio Público Fiscal. 2025b. « Bariloche: dictaron la prisión preventiva para el sindicado líder de una organización criminal transnacional con fines de trata de personas ». *Fiscales.gob.ar*, 10 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4aXBkTa>.
- Ministerio Público Fiscal. 2026a. « Bariloche: extienden por un año el plazo de investigación y la prisión preventiva del ciudadano ruso sindicado como líder de una organización transnacional con fines de trata de personas ». *Fiscales.gob.ar*, 10 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4btaPVO>.
- Ministerio Público Fiscal. 2026b. « Bariloche: la fiscalía impugnó la prisión domiciliaria otorgada al presunto líder ruso de una organización transnacional acusada de trata de personas ». *Fiscales.gob.ar*, 30 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/3TagmdG>.
- Ministerio Público Fiscal. 2026c. « Bariloche: Casación revocó la prisión domiciliaria del presunto líder ruso de una organización transnacional investigada por trata de personas ». *Fiscales.gob.ar*, 9 juin. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4yiy92m>.
- Muzzopappa, Eva, et Carla Villalta. 2011. « Los documentos como campo: reflexiones teórico-metodológicas sobre un enfoque etnográfico de archivos y documentos estatales ». *Revista Colombiana de Antropología* 47(1):13-42.
- Noticias Argentinas*. 2025. « Una rusa sostuvo que no se considera ‘víctima’ de la presunta secta en Bariloche ». 31 octobre. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4f9pOGY>.
- Ramirez Aburto, Rodrigo. 2026a. « Otorgan la prisión domiciliaria a Konstantin Rudnev, el ruso acusado de liderar una secta en Bariloche ». *Diario Río Negro*, 21 janvier. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/3RC21Gx>.
- Ramirez Aburto, Rodrigo. 2026b. « Secta Rusa en Bariloche: la Justicia rechazó la apelación de fiscalía y confirmó el arresto domiciliario para Konstantin ». *Diario Río Negro*, 5 mai. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4pve59c>.

- Rivas Molina, Federico. 2025. « Detenido en Argentina el líder ruso de una secta vinculada a la trata de personas y el narcotráfico ». *El País*, 1 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4ylTPdX>.
- Tarantino, Marisa. 2021. *Ni víctimas, ni criminales: trabajadoras sexuales. Una crítica feminista a las políticas contra la trata de personas y la prostitución*. Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica.
- Vardé, María. 2026. « Victims and Protectors: Who Needs Whom? The Rudnev Case in Argentina ». *Bitter Winter*, 22 janvier. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4hjBJmJ>.
- Varela, Cecilia Inés. 2013. « De la 'letra de la ley' a la labor interpretante: la 'vulnerabilidad' femenina en los procesos de judicialización de la ley de trata de personas (2008-2011) ». *Cadernos Pagu* 41:265-302.
- Villalba, Carolina. 2026. « La Justicia revocó la prisión domiciliaria del líder de la secta rusa que funcionaba en Bariloche ». *TN*, 28 janvier. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4wkc6Xy>.

Les enseignements ésotériques de Konstantin Rudnev et les raisons de la controverse

Márk Nemes

*HAA-RIATM (Académie hongroise des arts, Institut de recherche en théorie et méthodologie de
l'art) et CESNUR (Centre d'études sur les nouvelles religions)*

nemesmark1995@gmail.com

RÉSUMÉ : Cette étude examine le cadre spirituel des enseignements de « Ashram Shambhala » afin de fournir un aperçu concis des dimensions mythiques et narratives des idées de Konstantin Rudnev. Enraciné dans les expériences antérieures de Rudnev en ésotérisme contemporain, dans le New Age et les pratiques chamaniques, et profondément ancré dans les philosophies orientales, le yoga et la méditation, le récit spirituel d'« Ashram Shambhala » doit en réalité être considéré comme un système complexe de bricolage religieux, orienté vers le perfectionnement de soi et l'élévation de la conscience. L'incarcération actuelle de Konstantin Rudnev est en partie due à une compréhension insuffisante de cette trame singulière de concepts métaphysiques et de pratiques corporelles. Cette étude vise à combler en partie ce manque de connaissances académiques en exposant les principaux éléments narratifs, les rapprochements pertinents avec d'autres traditions religieuses et spirituelles, ainsi que les arguments spirituels et métaphysiques dont une mauvaise interprétation – intentionnelle ou non – peut conduire à des représentations erronées.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev ; Ashram Shambhala ; Nouveaux mouvements religieux ; Ésotérisme en Russie ; Mouvements antisectes.

Introduction

Le système spirituel de Konstantin Rudnev ne peut être correctement compris qu'à la lumière de son éducation et de son exposition préalable à une pluralité de traditions religieuses et spirituelles. Inspiré par un ensemble de religions, de spiritualités et de méthodes de cultivation intérieure – telles que le hatha yoga (हठ योग), les asana (आसन), le chamanisme sibérien, diverses pratiques tantriques, des éléments « conspirituels » liés aux croyances aux OVNI et aux extraterrestres, ainsi que des pratiques « magiques » comme le « karaté astral », enseigné par Valery Averyanov (également connu sous le nom de Guru Var Avera) – Rudnev a élaboré son système métaphysique, « Sekoru Dharma ». Le mouvement qui s'est constitué autour de lui considère que toutes les religions contiennent des vérités partielles.

Cependant, seuls les êtres éclairés peuvent voir le « tableau d'ensemble » (Darshan[s], I, 127-38).

Cosmologie et cadre métaphysique

Il est difficile d'analyser toutes les composantes du récit spirituel d'« Ashram Shambhala », nom que certains élèves ont donné à la communauté et à l'école de Rudnev, bien qu'il n'ait jamais constitué d'organisation sous ce nom. Parmi les principaux points de référence figurent l'utilisation de la méthode Gyud/Guida (notamment l'hypnose), Sampo (la version rudnevienne du karaté astral), le Champ de l'Amour, Tantra et Maithuna (parfois orthographié « Maithkuna ») – présentés comme une participation aux énergies sexuelles divines (Cusack et Prior 2016) – ainsi que l'Orphisme (moyens et expressions artistiques destinés à créer une résonance spirituelle).

Rudnev a une compréhension particulière de la mort, qu'il interprète comme une transformation de la conscience. Dans le même temps, la vie est considérée comme une expérience temporaire (principalement marquée par la souffrance) destinée à permettre à l'âme d'acquérir une première compréhension de l'existence avant la réincarnation. Le but ultime est d'atteindre une forme idéale de conscience, ce « guerrier de la lumière » capable de résister aux normes sociales, de se consacrer à la cultivation au cours de plusieurs cycles d'incarnation et d'élever la conscience divine intérieure jusqu'au niveau du vide et de l'observation objective, en se débarrassant des éléments résiduels des incarnations précédentes.

La cosmologie de Rudnev décrit quatre divinités – non adorées mais symboliques – chacune associée à une conception particulière de la temporalité. Tengri-khan incarne l'éternité et réside dans les cieux supérieurs. Ulgen-khan représente le futur et la prévoyance. Umai incarne le présent permanent. Erlik-khan est la manifestation symbolique du passé et du monde souterrain. Inspirée du chamanisme sibérien, cette cosmologie présente à la fois un axe vertical et une dimension temporelle.

En miroir, la métaphysique rudnevienne de l'âme repose sur une différenciation en quatre parties, complétée par un cinquième élément qui les enveloppe. Comme l'ont noté Introvigne et Vardé, cette unité quintuple affirme que :

une personne n'est pas un être unique et unifié, mais un composé de cinq âmes, chacune responsable d'un mode de perception ou d'une force vitale distincte. *Aiy* relie la personne

à l'éternité ; *Bosy* perçoit l'avenir ; *Tes* perçoit le passé ; *Sur* voyage entre les mondes ; et *Kut* insuffle la vie au corps (Introvigne et Vardé 2026, 11).

Présentés aussi en quatre niveaux, les niveaux d'existence consciente sont également décrits dans les enseignements de Rudnev (Darshan[s] s.d. I, 101-5). Les pratiques spirituelles sont présentées comme des « clés » permettant de gravir ces niveaux, qui correspondent aux centres intellectuel, émotionnel et supérieur de la personne.

Complétant le concept quadripartite de l'âme, le Darshan 1 expose également une conception nuancée du corps, comparable à des poupées russes (*matriochkas*), qui relie intrinsèquement le corps et l'essence spirituelle qu'il contient en sept couches (Darshan[s] s.d., I, 153-63). Le corps nirvanique sépare l'Atman (la parcelle de Dieu) de Dieu dans sa totalité, créant ainsi l'illusion de la séparation, alors qu'en réalité Dieu est universel et indivisible. À cet égard, le système de Rudnev présente certaines similitudes structurelles avec l'hindouisme, tandis que sa formulation a également inspiré d'autres groupes néo-tantriques (Introvigne 2022, 36-51).

L'Atman est enveloppé par le corps causal, qui accumule les expériences au fil de millions de vies, formant l'expérience unique et l'individualité de chaque personne. S'il fournit cette expérience, il crée également des limites, car l'individu s'identifie à ces expériences accumulées plutôt qu'à la conscience divine essentielle qui les sous-tend.

La troisième couche est le corps mental, qui se forme au cours de la vie actuelle et accumule les pensées, les idées et les concepts de la personne. C'est là que se construit une fausse personnalité, ou une image de soi, sous l'influence d'autrui. Cependant, ses « parties supérieures » peuvent se développer grâce à la réflexion philosophique et au questionnement sur sa propre identité. Cette couche constitue l'un des principaux domaines des activités spirituelles de l'école.

Ce corps mental est entouré par le corps astral, où résident les émotions – tant sublimes que négatives – telles que la conscience morale, l'amour et la compassion, mais aussi le ressentiment et l'irritation. Selon les enseignements de Rudnev, le développement des émotions positives renforce le corps astral, tandis que l'immersion dans les émotions négatives l'affaiblit.

La couche suivante est le corps vital, associé aux émotions animales, aux réactions instinctives et aux désirs primaires tels que la peur, l'agressivité, la

goinfrerie et la luxure. Il sert également de réservoir d'énergie nécessaire à la vie. Un corps vital fort, développé par l'exercice du leadership et l'activité sociale, fournit l'énergie nécessaire à l'affirmation de soi et à la croissance, favorisant une forte identité Yang (active, directive).

Les trois couches précédemment évoquées (corps mental, astral et vital) se développent au cours d'une incarnation et, après la mort, contribuent au corps causal. Le corps éthérique constitue la sixième couche, où l'« énergie biologique » est stockée. Il soutient les processus biologiques tels que la production d'énergie, la division cellulaire et d'autres fonctions physiologiques. Il contient les canaux énergétiques et les points d'acupuncture, et soutient les fonctions physiques du corps. Un mode de vie sain contribue au maintien d'un corps éthérique vigoureux. L'enveloppe la plus extérieure est le corps physique, composé d'os, de muscles, de la colonne vertébrale et d'organes. Il est décrit comme limitant l'âme et créant des « blocages » qui empêchent la manifestation des facultés subtiles. Dépasser l'influence de ce corps physique et de ses désirs constitue une étape essentielle du développement spirituel.

Les enseignements ésotériques de Rudnev : les Darshans

Pour comprendre ces enseignements, il faut une bonne connaissance de plusieurs textes fondamentaux, notamment les onze volumes des Darshans. Ces ouvrages sont rédigés sous forme dialogique (à l'origine en russe, puis traduits en anglais) et présentent les récits que Rudnev adresse à ses élèves en réponse à leurs questions, tout en expliquant les principes fondamentaux de sa vision holistique et en les guidant dans leur développement intérieur. Certaines questions sont d'ordre pratique, comme les méthodes de méditation appropriées ou les formes privilégiées de comportement collectif. D'autres abordent des questions philosophiques plus complexes, telles que l'existence, la souffrance et la nature du monde.

Le corpus complet des Darshans est considérable, puisqu'il totalise plus de 5 700 pages, sans compter les documents complémentaires. Pour la présente étude, mon analyse s'est concentrée sur quatre volumes de la série : Darshan 1, Darshan 2, Darshan 10 et un supplément thématique, Darshan Tantra. Ces textes fournissent des informations détaillées sur plusieurs sujets controversés, notamment des conceptions particulières des systèmes de contrôle social ainsi

qu'une compréhension originale de l'usage et de la signification des énergies sexuelles.

La « pensée incorrecte » et ses implications sociales

Selon Rudnev, un obstacle majeur à la croissance spirituelle est la « pensée incorrecte », qui doit être surmontée par une immersion progressive dans les enseignements du Maître (Darshan[s] s.d., I, 112-13). Un tel état peut être inculqué par l'éducation et renforcé par le conditionnement social.

La première étape pour se libérer consiste à identifier et à remettre en question les croyances qui provoquent la souffrance, comme celle selon laquelle être offensé est en soi une cause de souffrance. En remplaçant les pensées erronées par des pensées justes, les individus acquièrent une meilleure maîtrise d'eux-mêmes, cessent de s'identifier à leurs pensées et commencent à se percevoir comme distincts de leur activité mentale. Ce processus, décrit comme un « exercice universel », comporte deux dimensions : il traite la « douleur » engendrée par la culpabilité conventionnelle ainsi que celle issue d'un sentiment plus profond de culpabilité envers son Soi supérieur. Rudnev souligne – en se désignant comme l'Enseignant, le Gardien du Savoir ou le Sage – que le repentir constitue le fondement de l'éveil de la conscience, laquelle agit comme un guide intérieur ou un « Goulu intérieur ».

La connaissance de soi et l'Atman

Bien que de nombreux enseignements de Rudnev présentent la méthode « Connais-toi toi-même » comme une étape fondamentale, son approche de la connaissance de soi commence par une séparation d'avec toutes les pensées et par la compréhension de « ce qui n'est pas moi ». Cette dissociation consiste à reconnaître que tout ce que l'on peut observer – le corps, les émotions, les pensées – n'est pas « moi », mais plutôt des éléments extérieurs ou des vestiges d'incarnations ou d'expériences passées.

Le « Je » est défini comme un observateur détaché, dont la connaissance de soi implique de se libérer des fausses personnalités et des influences extérieures. Considéré comme immuable, parfait et faisant partie de Dieu, l'Atman réside dans le corps.

Implications sociales

Selon Rudnev, la morale sociale réprime les émotions positives naturelles et inculque la négativité, ce qui rend difficile l'écoute de son « Guru intérieur ». Le conditionnement exercé par les parents, les enseignants et les médias impose des comportements tels que le matérialisme, défini comme le « veau d'or », ainsi qu'un égoïsme nourri par les émotions négatives (Darshan[s] s.d., I, 7-11), les croyances subjectives (« lunettes roses » : Darshan[s] s.d., I, 11-2), une vision « assombrie » de la vie (Darshan[s] s.d., I, 12-3), ainsi que des personnalités factices, conduisant à la perte du véritable soi (Darshan[s] s.d., I, 14-32).

Les conceptions de Rudnev peuvent être perçues comme une menace pour les structures de pouvoir existantes et les mécanismes de contrôle social, dans la mesure où elles invitent les individus à se libérer de l'oppression systémique. Lors du procès de Rudnev à Novossibirsk, ces idées furent reformulées en termes juridiques sous la qualification d'« extrémisme », interprétation réductrice qui assimilait les messages philosophiques de libération spirituelle et de reconnexion avec l'esprit le plus profond de l'être à une forme d'« anarchisme ».

Le but de la vie - Une cultivation guidée avec un point d'ancrage

Selon les enseignements de Rudnev, le but de la vie sur Terre est un cheminement de perfectionnement, où les erreurs constituent des occasions de croissance. Face aux difficultés, le rôle du Maître (Rudnev) est essentiel : il explique le sens des « vérités » et guide les élèves dans leur progression spirituelle.

Le chemin vers la liberté consiste à reconnaître puis à se libérer des rôles et des influences imposés par la société, avec l'aide d'un Maître et d'une communauté mondiale de personnes partageant les mêmes aspirations.

La méditation et les pratiques conscientes sont présentées comme des moyens d'interrompre le dialogue intérieur et d'atteindre un état de silence, permettant de percevoir la réalité de manière objective et d'éliminer les éléments perturbateurs ou « générateurs de bruit ».

États sublimes

L'observation de la réalité objective est étroitement liée au concept rudnevien d'états sublimes, qui présente plusieurs parallèles avec ceux décrits par George Ivanovitch Gurdjieff (1866-1949) (Petsche 2014, 127-48). Il s'agit principalement d'expériences intérieures positives de purification et d'élévation de la conscience. Grâce aux parcours intérieurs, les émotions négatives peuvent également être transformées en émotions positives et sublimes.

Les émotions négatives vécues intérieurement servent de « signaux d'alarme » indiquant qu'un aspect de soi nécessite réflexion et correction. Sans vigilance ni « point d'ancrage » dans la conscience, cela peut détruire le bien-être intérieur (Darshan[s] s.d., I, 63-4). Ce processus est illustré dans les Darshans par une charrette tirée par trois chevaux (symbolisant les centres instinctif, émotionnel et sexuel) et conduite par un cocher ivre (symbolisant l'esprit) (Darshan[s] s.d., I, 37-8).

En lien avec les états sublimes, les Darshans décrivent également des anomalies produisant une conscience négative : elles résultent de dysfonctionnements des centres émotionnel, intellectuel, moteur et sexuel du corps, lorsque certains centres deviennent dominants par rapport aux autres. De tels états ne peuvent être corrigés que par l'auto-observation (Darshan[s] s.d., I, 112-13).

Énergie sexuelle et érotisme sacré

En 2010, lors de la première arrestation de Rudnev, le principal militant antisectes russe, Alexandre Dvorkin, accorda une interview à Pravda.ru au sujet d'Ashram Shambhala, qu'il qualifia de « l'une des sectes totalitaires les plus notoires », et y présentait Rudnev comme un « escroc » et un « manipulateur » sadique. Il proposa également des descriptions détaillées – mais profondément erronées et, à plusieurs égards, factuellement inexactes – des pratiques spirituelles d'Ashram Shambhala, affirmant que les membres étaient victimes d'abus émotionnels et physiques, humiliés et contraints de « participer à des orgies sexuelles collectives » (Gumanova 2010).

Bien que ces affirmations soient inexactes, la stigmatisation sociale entourant le mouvement de Rudnev a perduré, entraînant une forte pression sociale partout où Rudnev s'est installé. Ces accusations ne sont pas propres à son mouvement : elles

ont fréquemment visé des mouvements spirituels dont les enseignements incluent l'érotisme sacré, comme l'a montré Introvigne (2022, 50-62 ; 2025).

La compréhension des énergies sexuelles chez Rudnev est manifestement bien plus riche que ne le laisse entendre le récit de Dvorkin. La tension sexuelle est considérée comme une énergie à haute vibration, liée à la créativité et à la manifestation des émotions sublimes mentionnées plus haut. Elle peut être canalisée vers un développement spirituel supérieur ; mais lorsqu'elle est mal orientée, elle conduit à des émotions négatives et à des conséquences destructrices. Comme l'écrit Rudnev, lorsqu'elle est mal utilisée, elle « ne sert plus à la création, ne s'élève plus vers l'état le plus sublime, mais descend, détruit et réduit l'homme au ver » (Darshan[s] s.d., II, 261).

Rudnev place les énergies sexuelles sur une échelle, dont la frigidité constitue le niveau le plus bas, caractérisé par une énergie sexuelle faible ou absente et par une existence principalement déterminée par le conditionnement social. À l'inverse, une énergie sexuelle excessive, lorsqu'elle n'est pas maîtrisée, peut conduire à des situations indésirables telles que la prostitution ou des fantasmes malsains (Rudnev s.d., 17-8). Les rôles relationnels sont également décrits à travers une typologie dichotomique des énergies sexuelles : le Yang représente le principe actif et directif, tandis que le Yin symbolise les qualités réceptives et soumises. Ces caractéristiques ne sont pas explicitement associées à la féminité ou à la masculinité, ce qui explique, selon Rudnev, que les rôles sociaux puissent produire aussi bien des femmes « masculines » que des hommes « féminins ».

Pour travailler efficacement avec l'énergie sexuelle, l'abstinence tantrique et une parfaite maîtrise de soi sont considérées comme indispensables. Cela implique d'accumuler une quantité importante d'énergie (sexuelle), le travail avec de faibles quantités étant jugé inefficace. L'abstinence n'est pas seulement un acte corporel : elle constitue également une discipline intellectuelle et spirituelle consistant à maîtriser son imagination (c'est-à-dire à éviter les pensées vagabondes) afin d'empêcher les images sexuelles susceptibles de provoquer des émissions nocturnes et une perte d'énergie.

Les « sans-connections »

Un autre concept essentiel concernant les énergies sexuelles est celui des « sans-connections », qui permettent à l'énergie et à l'information de circuler entre les partenaires. Darshan Tantra insiste sur l'importance de choisir des partenaires appropriés, car des connexions négatives peuvent épuiser l'énergie et le bien-être d'une personne plutôt que de les enrichir. Ce phénomène est décrit comme un « vampirisme énergétique » (Darshan[s] s.d., X, 1178). Les personnes qui participent à ces pratiques alors qu'elles sont malades ou dans un état émotionnel négatif risquent de transmettre cette énergie négative à leurs partenaires.

L'augmentation des taux de divorce est présentée comme un signe positif, indiquant que les individus deviennent plus conscients d'eux-mêmes et refusent désormais de subir des relations qui ne leur conviennent pas – preuve d'une plus grande « sélectivité » et d'une meilleure compréhension dans le choix de leurs partenaires. Le bon fonctionnement des trois niveaux du Centre sexuel (chakra Svadhisthana) – mécanique, émotionnel et intellectuel – oriente l'état amoureux vers une dimension davantage émotionnelle que physique. En même temps, la sélectivité évoquée plus haut constitue une étape supplémentaire, privilégiant la compatibilité énergétique plutôt que la seule compatibilité émotionnelle.

L'approche holistique et intégrative de ces enseignements apparaît clairement lorsqu'elle est comparée à celle de l'ISKCON et d'autres mouvements néo-védiques, critiqués pour se concentrer sur un seul chakra plutôt que de considérer l'être dans sa globalité. Le caractère syncrétique de ce bricolage religieux se manifeste également dans les rapprochements établis avec le Qigong ainsi que dans les parallèles entre le Dantian inférieur (l'un des trois centres énergétiques de circulation du qi) et la localisation abdominale inférieure du chakra Svadhisthana (Rudnev s.d., 67-8).

Le récit spirituel de Rudnev aborde également les minorités sexuelles, qu'il place dans ce cadre interprétatif comme le résultat de décalages entre le corps physique, le système hormonal et les énergies subtiles. Rudnev critique et rejette la condamnation de ces groupes, qu'il considère comme une autre manifestation du contrôle agressif exercé par la société (Rudnev s.d., 44-7). Il est également intéressant de noter que l'approche exclusiviste de la famille et du mariage est présentée de manière critique, Rudnev l'interprétant comme conforme à une idéologie étatique totalitaire destinée à rendre les individus dépendants et plus faciles à contrôler, par opposition à l'individualité, qui, selon

lui, se manifeste souvent chez les jeunes en raison de leur forte énergie sexuelle et de l'absence d'attaches contraignantes.

Conscience sexuelle

Rudnev remet en question l'idée selon laquelle la reproduction humaine est toujours bénéfique pour la nature, soutenant que la surpopulation constitue une préoccupation contemporaine qui conduit à l'épuisement des ressources et à la pollution de l'environnement. Rudnev affirme également que la croissance démographique n'est encouragée que par les pouvoirs étatiques qui tirent profit d'une main-d'œuvre bon marché et de soldats. Préconisant des politiques limitant la reproduction, Rudnev présente des arguments écologiques et souligne des effets négatifs tels que l'exiguïté des conditions de vie et l'augmentation des déchets (Rudnev s.d., 52).

Rudnev note que, bien que certains pays développés mettent en œuvre des restrictions à la natalité, des taux de natalité élevés persistent dans des régions marquées par un fort fanatisme religieux et par le contrôle de l'État, y compris dans des pays du Moyen-Orient. Il critique également le conditionnement social qui pousse les femmes à se marier et à avoir des enfants, ce qui conduit souvent à des relations qui causent de la souffrance à toutes les parties. L'infertilité féminine est considérée comme une « bénédiction de Dieu » plutôt que comme une tragédie (Rudnev s.d., 58-9). L'endoctrinement social est présenté comme la cause des croyances négatives concernant l'infertilité, alors qu'en réalité, l'infertilité constitue le cadre idéal pour explorer des états supérieurs de conscience. À l'inverse, Rudnev loue les mérites de la fécondation in vitro (FIV), précisant que les enfants conçus par cette méthode possèdent bien une âme, tout en critiquant les religions dominantes qui s'opposent à de telles avancées scientifiques.

Le Tantra contre le sexe instinctif

Rudnev distingue entre le sexe instinctif et rapide, visant la reproduction, et l'activité sexuelle consciente et prolongée, propre à la pratique tantrique. Selon lui, cette dernière n'est pas motivée par une peur instinctive des prédateurs (c'est-à-dire par un instinct animal de transfert d'ADN).

La finalité physiologique de l'orgasme chez la femme est interprétée comme un signal visant à déclencher l'éjaculation masculine, ce qui souligne l'importance de l'énergie féminine dans le processus rituel. Selon les Darshans, canaliser cette énergie et la diriger consciemment vers la créativité et le développement spirituel empêchent qu'elle ne soit gaspillée dans la seule reproduction, laquelle est considérée comme une forme d'interaction animale et instinctive.

Dans les actes tantriques conscients, les trois niveaux du centre sexuel interagissent par le désir, le plaisir et la conservation de l'énergie. Dans le même temps, le centre intellectuel accorde les autres centres à l'expérience des états exaltés par la prière, la contemplation des icônes, l'écoute de musique divine et d'autres exercices. Ces activités sont « organisées » par le centre intellectuel afin que tous les autres centres puissent s'accorder sur des émotions exaltées.

Remarques conclusives

En résumé, le Tantra est défini comme « l'art de vivre », la « véritable connaissance » et une solution aux défis de la vie réelle – une approche globale de la vie harmonieuse et du développement spirituel qui englobe tout, de l'alimentation et de la respiration jusqu'au yoga et aux rapports sexuels. Rudnev établit une distinction nette entre le sexe tel qu'il est abordé dans les contextes tantriques et le sexe tel qu'il est envisagé dans le discours social conventionnel, où les enseignements religieux le répriment ou le déforment.

Contrairement au récit de Dvorkin, Rudnev affirme que ces rituels tantriques ne sont pas des « orgies », mais des pratiques ascétiques exigeant une participation pleinement consciente et volontaire, ainsi qu'un contrôle de l'énergie, orientées vers le service de l'énergie divine plutôt que vers les désirs personnels. Dans ces contextes, la véritable Maithuna est considérée non seulement comme un moyen de satisfaction, mais aussi comme une voie de méditation et un moyen d'atteindre un contrôle total de l'esprit, du corps et des émotions, complété par l'élévation de l'énergie Kundalini.

Dans les enseignements spirituels de Rudnev, l'objectif ultime du Tantra n'est pas la Maithuna elle-même, mais « l'orgasme avec l'Univers », ou « Shri Mahamudra », qui désigne l'unité holistique avec le monde entier et l'élévation de

l'existence consciente des pratiquants. Dans cet état, ils s'éveillent et se reconnectent à leur Atman intérieur (Rudnev s.d., 137).

Références

- Cusack, Carole M., et Jason Hugh Prior, sous la direction de. 2016. *Religion, Sexuality, and Spirituality: Critical Concepts in Religious Studies*. Londres et New York : Routledge.
- Darshan(s). s.d. Onze livres en anglais, non datés, imprimés à compte d'auteur, sans indication d'éditeur, et diffusés auprès des élèves de Konstantin Rudnev.
- Gumanova, Olga. 2010. « Организатора оккультных оргий ждет тюрьма » (L'organisateur des orgies occultes risque la prison). *Pravda.ru*, 7 octobre. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4ppvnmk1>.
- Introvigne, Massimo. 2022. *Sacred Eroticism. Tantra and Eros in the Movement for Spiritual Integration into the Absolute (MISA)*. Milan et Udine : Mimesis.
- Introvigne, Massimo. 2025. « Sacred Eroticism and Sexual Abuse: Social and Legal Issues. » *The Journal of CESNUR* 9 (4):50-62. DOI: 10.26338/tjoc.2025.9.4.4
- Introvigne, Massimo, et María Varde. 2026. « The Ashram Shambhala Saga: Esotericism and the Anti-Cult Repertoire in Russia and Argentina. » *The Journal of CESNUR* 10(2):3-86. DOI: 10.26338/tjoc.2026.10.2.1.
- Petsche, Johanna J. M. 2014. « Gurdjieff on Sex: Subtle Bodies, Si 12, and the Sex Life of a Sage. » In *Sexuality and New Religious Movements*, sous la direction de Henrik Bogdan et James R. Lewis, 127-48. New York : Palgrave Macmillan.
- Rudnev, Konstantin. s.d. *Darshan Tantra*. S.l.: imprimé à compte d'auteur.

Pratiques de libération : savoir secret et rapports de pouvoir dans les enseignements de Konstantin Rudnev

Karolina Maria Kotkowska
Université Jagellonne, Cracovie, Pologne
karolina.kotkowska@uj.edu.pl

RÉSUMÉ : Cet article analyse certains éléments des enseignements de Konstantin Rudnev, en mettant l'accent sur la manière dont les concepts ésotériques, les pratiques et les modèles cosmologiques forment un système intégré de transformation spirituelle. S'appuyant sur le corpus des Darshans et sur des documents connexes, cette étude situe les idées de Rudnev dans le champ plus large de l'ésotérisme occidental, en mettant en évidence des thèmes tels que le secret, la révélation graduelle, la transmission du savoir du maître au disciple et le développement de la conscience par le travail sur la pensée, les émotions et les attitudes corporelles. Au cœur du système se trouve la notion de « pensée erronée », présentée à la fois comme un obstacle spirituel et comme un mécanisme de conditionnement social imposé par la famille, les institutions de l'État et l'État lui-même. L'analyse examine la synthèse distinctive proposée par Rudnev d'éléments tantriques, notamment le rôle de l'énergie sexuelle, la critique de l'orgasme et les structures rituelles mettant l'accent sur la réorientation intérieure plutôt que sur l'expression physique. Elle explore également des composantes cosmologiques telles que les influences planétaires, les lois cosmiques et les Égrégores, qui inscrivent l'expérience quotidienne dans une dynamique spirituelle plus vaste. L'article soutient que les pratiques de ce système ne fonctionnent pas simplement comme des techniques, mais comme des modes de perception et d'organisation de la réalité conformément à la vision ésotérique du monde de Rudnev.

MOTS-CLÉS : Ashram Shambhala, Konstantin Rudnev, Tantra, ésotérisme en Russie, nouveaux mouvements religieux en Russie, conceptions tantriques de l'énergie sexuelle.

Introduction

Les documents relatifs aux enseignements de Konstantin Rudnev présentent de nombreuses caractéristiques propres à un nouveau mouvement religieux. Ils peuvent également être analysés à l'aide des catégories développées dans l'étude de l'ésotérisme occidental. Outre des références directes ou indirectes à diverses traditions religieuses, les enseignements de Rudnev comprennent des concepts propres aux courants ésotériques, tels que la transmission du savoir d'un maître éclairé à ses disciples, la révélation graduelle des enseignements et l'existence d'autres mondes et d'êtres intermédiaires. Ils peuvent également être

envisagés sous l'angle des courants contre-culturels, qui constituent l'un des cadres analytiques mobilisés dans ce type d'étude. Le secret et la transmission sélective du savoir constituent souvent des catégories centrales pour comprendre l'organisation, l'autorité et l'autoreprésentation des mouvements ésotériques (Faivre 1994 ; Bogdan 2007 ; Hanegraaff 2025). Dans ce contexte, la distinction entre ce qui est révélé et ce qui demeure caché n'est pas seulement une caractéristique structurelle de ces mouvements, mais constitue également un élément de leur cadre conceptuel.

Ces idées sont étroitement liées à des pratiques visant une transformation à plusieurs niveaux, notamment de la pensée, des émotions, des attitudes corporelles et des choix de vie. Dans les mouvements qui s'inspirent des traditions tantriques, les pratiques peuvent également inclure des activités liées à l'énergie sexuelle, notamment sa transmission, son développement et son utilisation. De telles approches se heurtent souvent à une incompréhension sociale, car elles se situent à l'intersection de deux domaines sensibles : la sexualité et la religion (Introvigne 2005, 2022). Toutefois, ces pratiques ne peuvent être examinées indépendamment des croyances qui les sous-tendent (pour une analyse de la réception des éléments tantriques dans les contextes occidentaux, voir Urban 2006, 2015 ; Strube 2022).

Parallèlement, les enseignements de Rudnev constituent une forme distinctive de synthèse, dans laquelle divers éléments revêtent des significations propres à ce système. Cela apparaît, par exemple, dans son interprétation de l'astrologie, qui diffère de celle des approches observées dans d'autres courants contemporains. Les enseignements comprennent également des idées sur la guerre, les Forces obscures et diverses formes d'influence extérieure sur l'existence humaine. Le présent article examine certains éléments des enseignements de Rudnev et les pratiques qui leur sont associées, en mettant l'accent sur la relation entre les concepts ésotériques et leurs manifestations pratiques.

Initiation aux Darshans

La majorité des enseignements du mouvement est présentée à travers onze livres de Darshans (Darshan[s] s.d.), qui vont de sujets introductifs à des sujets avancés et sont destinés à des élèves aux niveaux de développement

progressivement plus élevés. Au-delà de la forme des enseignements, ils partagent tous certains éléments, notamment la déclaration liminaire suivante :

Attention !
Ce livre porte un code spécial.
Plus vous le lirez,
plus vite tous vos problèmes seront résolus.

La lecture de textes portant sur les enseignements spirituels est présentée comme transformatrice et constituant, en elle-même, une forme d'initiation. La déclaration liminaire emploie une stratégie rhétorique spécifique : bien qu'elle prenne la forme d'un avertissement, elle met en garde « contre » quelque chose que les lecteurs chercheraient vraisemblablement à obtenir — la résolution de leurs problèmes. Elle encourage ainsi une lecture répétée des textes tout en les présentant comme contenant des significations et des effets qui se dévoilent progressivement au fil des lectures. En ce sens, la lecture répétée devient elle-même l'une des pratiques par lesquelles l'engagement envers les enseignements est cultivé.

En même temps, contrairement aux textes ésotériques intentionnellement construits comme des systèmes symboliques complexes accessibles uniquement aux initiés, les Darshans de Rudnev sont rédigés dans un style très accessible. Leur structure narrative, par laquelle les enseignements sont progressivement introduits, favorise un engagement durable et permet aux textes de demeurer accessibles à un large public.

Les connaissances cachées et leurs causes

La croyance selon laquelle « vous n'êtes pas votre esprit » est au cœur des enseignements de Rudnev. Cette idée n'est en réalité pas nouvelle. L'idée de prendre de la distance par rapport à sa propre pensée, de demeurer dans le « maintenant », dans un état de présence plutôt que dans le bruit des pensées, et d'observer ces pensées est une technique connue, notamment dans le bouddhisme. En Occident, elle connaît périodiquement un regain de popularité dans la littérature consacrée au développement personnel, comme en témoigne *Le pouvoir du moment présent : Guide d'éveil spirituel* d'Eckhart Tolle (Tolle 1997). Publié pour la première fois en 1997, cet ouvrage avait, en 2025, été traduit en 33 langues et vendu à 16 millions d'exemplaires. Le thème de la prise de distance par

rapport à son propre esprit, ainsi que les exercices simples destinés à faciliter ce processus, ont incontestablement gagné une reconnaissance internationale.

Dans le système de Rudnev, le sujet est invité à une attention similaire, mais avec une nuance spécifique. La pensée occupe une place centrale dans le système. Plus précisément, c'est la *pensée erronée* et la lutte contre celle-ci qui occupent une place centrale (Rudnev s.d.a, 5). D'autres méthodes de pratique, telles que la méditation profonde ou la forme spécifique de méditation souvent appelée « Le Point » (The Dot) (*Trataka*), conduisent également à diverses transformations ; toutefois, ces transformations peuvent survenir très lentement, voire ne pas survenir du tout (Rudnev s.d.a, 16).

En revanche, se concentrer sur la pensée et ses conséquences produit des effets immédiatement observables. La lutte contre la pensée erronée amène les individus à cesser d'agir comme des esclaves. La famille comme l'État sont présentés comme des forces qui imposent une pensée erronée et réduisent les choix individuels à des modèles de comportement prescrits par la société.

Selon Rudnev, il existe deux raisons principales pour lesquelles ce savoir n'est pas largement accessible. « Pour... deux raisons, cette méthode est, pour ainsi dire, impopulaire, cachée ou partagée uniquement avec certaines personnes », affirme l'un des textes résumant les idées de Rudnev, intitulé *The Main Ideas of the Teaching* (Les idées principales de l'enseignement), sous forme de questions et réponses (Rudnev s.d.a, 16). Quelles sont donc ces raisons ?

La première est liée aux environnements où les pratiques méditatives traditionnelles se sont développées, tels que les monastères et les grottes, difficiles d'accès. La seconde tient au fait que le travail sur la pensée erronée met au jour des schémas et des formes de conditionnement imposés par la société et par l'État, dont la réaction répressive serait immédiate (Rudnev s.d.a, 16). Ainsi, les facteurs déterminants sont d'ordre historique et sociopolitique. Le rôle négatif de la pression politique apparaît comme un thème particulièrement important dans d'autres écrits présentant les idées de Rudnev (Darshan[s] s.d., I, 53-60 ; 2, 6-16 ; Rudnev s.d.b, 6-8, 73-75).

Cette activité simple figure parmi les pratiques les plus puissantes en matière d'enseignement. L'idée de transformer la pensée erronée est simple en théorie, mais elle est largement jugée inacceptable sur les plans social et politique. Toutefois, transformer sa manière de penser et dépasser les schémas imposés

n'implique pas une rébellion active. Cela implique plutôt de la retenue, de l'autodiscipline et de s'abstenir de certaines actions.

Guerres et forces obscures – une minorité spirituelle face au système

Le Darshan Tantra de Rudnev est un texte singulier. Il illustre clairement l'un des thèmes centraux des onze autres Darshans, thème inhabituel dans le contexte plus large des textes néo-tantriques occidentaux : la guerre. La principale préoccupation du Darshan Tantra est le déséquilibre des rapports de pouvoir, les politiques de l'État et les conséquences qu'elles entraînent, en particulier la pression exercée sur les individus pour qu'ils participent aux guerres. Le mot « guerre » apparaît trente-neuf fois dans le texte, accompagné de six références à l'armée.

La guerre n'est pas comprise comme un événement exceptionnel détaché du fonctionnement ordinaire de l'État. Elle représente plutôt l'aboutissement d'un processus au cours duquel le système social devient si profondément soumis que les individus sont contraints – ou manipulés de manière à consentir – à sacrifier leur vie, leur santé et leur énergie vitale au pouvoir politique pendant les conflits armés (Rudnev s.d.b, 7, 54, 102, 134). En ce sens, la guerre constitue l'expression suprême de l'assujettissement tant individuel que collectif (Rudnev s.d.b, 50-61). Le travail avec l'énergie sexuelle peut mettre fin aux guerres (Rudnev s.d.b, 65, 103). Cela renvoie à la dimension suivante des pratiques.

En même temps, comme l'illustrent de nombreux exemples tout au long du texte, plus un régime est totalitaire, plus ses atteintes à la liberté individuelle et aux droits de divers groupes minoritaires sont étendues (Rudnev s.d.b, 44). Les minorités – qu'elles soient religieuses, culturelles, sexuelles ou d'une autre nature – incarnent des modes de vie alternatifs qui existent en dehors du système dominant et des modèles de comportement qu'il prescrit et ne peut tolérer. Faire partie d'une minorité peut constituer (sans que ce soit nécessairement le cas) une étape vers un développement spirituel en dehors des programmes de l'État.

L'énergie sexuelle et l'orgasme comme castration

Les conférences tantriques du *Darshan Tantra* sont décrites comme se déroulant (symboliquement) « dans le très ancien temple de Khajurâho » (Rudnev s.d.b, 4). Avant d'y entrer, les disciples contemplant les sculptures érotiques ornant les murs du temple. Le temple de Khajurâho est effectivement un ensemble de temples situé en Inde, célèbre pour ses représentations érotiques, bien que celles-ci ne constituent qu'environ 10 % de l'ensemble des sculptures (Desai 1996) ; les autres œuvres représentent diverses scènes de la vie quotidienne. En outre, le lien entre ces représentations érotiques et le Tantra n'est pas évident, même si certains chercheurs l'ont suggéré (Rabe 2000).

Le temple est mentionné à de nombreuses reprises tout au long du texte (par ex., Rudnev s.d.b, 3, 4, 14-15, 33, 42, 61, 81, 138). Il joue son rôle le plus important dans les sections introductives, où il sert de cadre indispensable et d'introduction à l'énergie sexuelle ainsi qu'à la fonction de l'érotisme dans la religion primordiale, puis dans la dernière partie du livre, où l'auteur s'intéresse aux niveaux d'initiation et décrit la danse de la prêtresse à l'intérieur de ce temple (Rudnev s.d.b, 146-175).

Le Sage déclara solennellement à ses élèves que « Durant cette époque, les êtres humains possédaient l'Ancienne Véritable Connaissance. Ils comprenaient que l'énergie sexuelle pouvait être utilisée pour le développement spirituel et l'union avec Dieu » (Rudnev s.d.b, 4). Ainsi, dès le début, le thème central de l'ouvrage apparaît : l'énergie sexuelle comme moyen oublié d'atteindre le développement spirituel, dont le but ultime est l'union avec Dieu.

Une distinction importante doit être établie entre l'acte sexuel lui-même et l'énergie sexuelle (Rudnev s.d.b, 3-15). Dans l'œuvre de Rudnev, l'accent est mis avant tout sur l'énergie sexuelle plutôt que sur les rapports sexuels. Bien que la *Maithuna* (union sexuelle) soit présentée comme le sommet de la pratique tantrique (Rudnev s.d.b, 135-136), l'accent ne porte pas sur l'acte sexuel lui-même. Pour ceux qui pratiquent avec conscience, le sexe ne concerne jamais véritablement le sexe. L'orgasme est considéré comme un gaspillage absolu d'énergie, tant du point de vue spirituel que personnel (Rudnev s.d.b, 25-28, 100-102) et, sur le plan physique, comme une forme de castration temporaire (Rudnev s.d.b, 122).

L'énergie sexuelle est considérée comme l'énergie la plus importante – ou, à tout le moins, l'une des plus importantes – dont disposent les êtres humains. Diverses pratiques visent à élever le niveau de cette énergie. Leur objectif, toutefois, n'est pas de la décharger vers l'extérieur, mais plutôt de la rediriger vers les centres intérieurs (Rudnev s.d.b, 14, 66, 134).

Techniques décrites dans le Darshan Tantra

Ce qui est généralement considéré par les opposants comme problématique, immoral ou autrement controversé dans les documents sources des groupes tantriques, c'est l'ensemble des techniques qui y sont décrites. Quiconque rechercherait une telle controverse dans le *Darshan Tantra* sera toutefois déçu. Les techniques peuvent être divisées en trois catégories : celles explicitement décrites, celles simplement mentionnées et celles absentes du texte. Nous apprenons que les techniques tantriques peuvent être pratiquées individuellement, en couple, avec les « Onomae » (« C'est un être du monde subtil - notre seconde moitié, notre contrepartie de sexe opposé, qui existe sur le plan astral » : Rudnev s.d.b, 115), en groupe, ou même de manière indépendante sur le plan astral – cette dernière approche étant la plus difficile, mais aussi une méthode hautement efficace (Rudnev s.d.b, 142-143).

Alors que les rapports sexuels « ordinaires » peuvent aboutir à la naissance d'un enfant physique, la redirection de l'énergie peut engendrer d'autres corps, plus subtils. Ce sont précisément ces corps subtils qui servent de véhicule vers le but ultime ; par conséquent, l'action initiée par leur intermédiaire est considérée comme supérieure à celle qui provient du corps physique (lequel, par nature, engage également les autres corps).

Le lecteur découvre la description de cinq étapes du rituel tantrique : la première est *Mansa*, une cérémonie du thé (Rudnev s.d.b, 138). La deuxième est *Mudra*, au cours de laquelle les élèves se mettent par paires, s'assoient face à face et se tiennent la main pour former un cercle énergétique (Rudnev s.d.b., 139). La troisième est *Madhyama-natya*, une danse circulaire particulière. La quatrième étape, *Matya*, est réservée aux pratiquants avancés et associée à la fois la danse et le toucher (Rudnev s.d.b, 140). La cinquième et dernière étape est *Maithuna*, qui implique un contact sexuel (Rudnev s.d.b, 141). En dehors de ces

exemples, qui ne comptent que quatre pages dans un ouvrage de plus de 170 pages, très peu de techniques sont explicitement décrites.

Le texte aborde également la question de la manière de gérer l'énergie sexuelle lorsqu'elle s'éveille. Il convient d'accueillir cette énergie et de la diriger vers d'autres centres. Une manière d'y parvenir consiste à pratiquer la prière ou la danse (Rudnev s.d.b, 11, 24). En effet, la prière est présentée comme une pratique largement sous-estimée (Rudnev s.d.b, 80-85). Si l'énergie d'une personne est déjà concentrée dans la partie inférieure du corps et qu'elle souhaite l'élever, une méthode possible consiste à effectuer des flexions des jambes (squats) ou d'autres exercices (Rudnev s.d.b, 101).

En outre, l'ouvrage affirme que les femmes possèdent quatre-vingt-dix pour cent du Svadhisthana – le centre sexuel qui contient l'énergie sexuelle – tandis que les hommes n'en possèdent que dix pour cent (Rudnev s.d.b, 158). Le lien énergétique (« sans-connection ») établi au cours d'un rapport sexuel subsiste même si les partenaires se séparent ou divorcent (Rudnev s.d.b, 36), l'homme continuant en permanence à drainer l'énergie de la femme. Par conséquent, il est considéré comme essentiel de rompre ces liens (une doctrine que ce groupe partage avec d'autres mouvements tantriques, tels que le Path of YahRa : Introigne 2019). Bien que le Sage promette, dans le *Darshan Tantra*, de revenir plus tard sur ces pratiques, l'ouvrage ne révèle jamais quelles techniques spécifiques permettraient de mettre fin à ces liens.

Enfin, bien que la redirection de l'énergie et la critique de l'orgasme soient des thèmes récurrents tout au long de l'ouvrage, le concept de rétention du sperme – ainsi que les techniques spécifiques destinées à la réaliser, auxquelles est consacrée une abondante littérature tantrique et néo-tantrique – n'est jamais explicitement introduit.

Au-delà des livres

Au-delà des enseignements écrits, les élèves de Rudnev ont produit une série de cinq vidéos pédagogiques (qui m'ont été fournies à titre privé) consacrées aux techniques et aux pratiques tantriques. Contrairement au *Darshan Tantra*, ces pratiques sont toutefois présentées dans les vidéos dans un cadre conceptuel plus large, et non comme des techniques isolées. Les explications des méthodes

tantriques s'inscrivent dans les idées plus générales de Rudnev sur le conditionnement humain, les programmes sociaux, les influences extérieures et le rôle des structures de l'État.

La présentation du Tantra suit une progression graduelle, comparable à la structure des enseignements écrits. Les pratiques sexuelles ne sont introduites qu'après des étapes préliminaires comprenant le développement personnel, le contrôle du corps, de l'esprit et des émotions, le développement de la conscience, ainsi que le travail sur l'énergie sexuelle. Les vidéos présentent le Tantra comme un système où les pratiques sexuelles ne constituent qu'un élément d'un processus de transformation plus vaste, plutôt que comme une activité autonome. L'aboutissement de cette progression est la description de la *Maithuna* comme une pratique tantrique avancée nécessitant une préparation préalable. Avant la *Maithuna*, les enseignements mettent l'accent sur un processus progressif de préparation comprenant la méditation, la contemplation de l'idéal, les asanas du yoga, le pranayama, la danse tantrique et des pratiques visant à développer le contrôle du corps, de l'esprit, des émotions et de l'énergie sexuelle.

La quatrième partie fournit la description la plus détaillée en présentant le « Kata sexuel Maithuna » comme une séquence de douze positions (« bonds » : Bond du Faucon, du Cygne, du Coq, du Serpent, d'Angus, du Poisson, du Cerf, du Cheval, du Sanglier, du Loup, du Tigre). Chaque position est décrite non seulement comme une disposition corporelle, mais aussi comme une étape d'un travail énergétique impliquant la concentration, le contrôle de la respiration, la circulation de l'énergie à travers les canaux du corps, l'activation des chakras et l'éveil de la Kundalini. La pratique est présentée comme exigeant un contrôle conscient de l'énergie sexuelle plutôt que sa libération habituelle par l'orgasme. Au contraire, l'énergie sexuelle est redirigée à travers le corps et transformée en états supérieurs de conscience. Les dernières étapes du « Kata » sont présentées comme la formation d'un champ énergétique commun entre les partenaires, culminant par l'union cosmique, l'expansion de la conscience et le dépassement des limites physiques ordinaires.

Le Gardien de la Connaissance et les autres Maîtres

Ce qui relie également la plupart des volumes est leur présentation graphique, qui comporte, sur la couverture, une image du Sage, faisant référence à Rudnev.

Sa tenue est particulièrement intéressante : une robe noire à manches larges et à col montant, un couvre-chef rappelant un *klobuk*, ainsi que le symbole de la « Bannière de la Paix » de Nicholas Roerich (1874-1947) sur la poitrine. Bien que ce symbole soit associé au Pacte Roerich (finalisé en 1935 sous le titre de « Traité sur la protection des institutions artistiques et scientifiques et des monuments historiques »), il s'inscrit également dans un cadre plus large des idées promues par Roerich. Il est étroitement associé à l'ésotérisme, en particulier à la Théosophie.

Outre d'autres références directes, notamment à George Ivanovich Gurdjieff (1866-1949), Roerich occupe une place particulière dans le cadre conceptuel de Rudnev, non seulement en tant qu'artiste, mais aussi en tant que chercheur ayant abordé la connaissance par l'effort, la discipline et l'expérience directe. Cela contraste avec les informations spirituelles contemporaines, largement accessibles mais souvent dépourvues d'une compréhension adéquate et d'une application pratique (Darshan[s] s.d., V, 80 ; IX, 682-684). L'auteur cite fréquemment d'autres figures, reproduit des passages de leurs enseignements et propose ses propres interprétations de ces idées. Il désigne également explicitement plusieurs personnes en tant que Grands Maîtres : Gurdjieff, Osho Rajneesh (1931-1990) et Carlos Castaneda (1925-1998) (Darshan[s] s.d., IV, 370).

Les lois cosmiques et l'influence des planètes

Au-delà des conditions sociales et des formes extérieures de conditionnement humain examinées ci-dessus, l'individu est présenté comme soumis à d'autres influences, au-delà de la famille, de l'État et de ses institutions : à savoir les forces planétaires qui, dans ce système, revêtent un caractère contraignant. L'astrologie constitue ainsi un important élément ésotérique du mouvement, fonctionnant non pas comme un outil de description de la personnalité ou de prédiction, mais comme une composante d'un modèle cosmologique plus vaste expliquant les forces qui façonnent l'existence humaine.

Selon les Darshans, les planètes sont des forces vivantes régies par différents niveaux de lois cosmiques, et les êtres humains demeurent sous leur influence jusqu'à ce qu'ils développent leur conscience et soient capables de prendre de la distance par rapport à leur identification à leurs pensées, à leurs émotions et aux

conditions extérieures. Comme l'explique le Sage, « tant que nous n'atteignons pas la conscience, les planètes continueront d'agir sur nous selon notre cosmogramme, qui a été formé au moment de notre naissance » (Darshan[s] s.d., III, 305).

La hiérarchie des influences correspond à différents niveaux cosmiques : l'existence ordinaire est régie par des lois inférieures associées aux rôles sociaux, aux fausses personnalités et aux schémas répétitifs. Le développement ultérieur implique une transition vers des influences plus puissantes, notamment les lois des planètes, du Soleil, de la Galaxie et, en dernier lieu, des ordres cosmiques supérieurs (Darshan[s] s.d., III, 304-316). L'auteur soutient que les disciples de différents groupes sont soumis à des lois et à des niveaux d'influence différents (Darshan[s] s.d., III, 307), ce qui suggère que ces facteurs conditionnent également la pratique spirituelle.

Les Égrégores : entre les royaumes spirituels et la vie quotidienne

L'un des concepts clés enracinés dans l'ésotérisme qui apparaît tout au long des écrits de Rudnev est celui d'Égrégoire, abordé dans tous les volumes des Darshans, à l'exception des volumes 1 et 11 (par ex., Darshan[s] s.d., II, 344 ; III, 57-60, 307, 383-384 ; IV, 406-437 ; VIII, 336-392), ainsi que dans le *Darshan Tantra* (Rudnev s.d.b, 91, 134, 139) et dans *Life in the Egregore* (s.d.).

L'Égrégoire est décrit comme un champ énergétique collectif qui se forme autour d'une idée centrale et qui est entretenu par les émotions, les croyances et les actions de ceux qui lui sont liés. Les différentes traditions religieuses, les structures sociales et les diverses formes d'identité collective sont présentées comme des expressions de l'influence des Égrégores.

Les enseignements distinguent les Égrégores inférieurs, qui renforcent les schémas limitatifs et entravent le développement, des Égrégores supérieurs qui donnent accès à la connaissance et soutiennent la transformation spirituelle (Darshan[s] s.d., IV, 406-437 ; VIII, 336-392). Étant donné que les individus ne peuvent exister en dehors de telles influences, le développement spirituel exige de reconnaître les Égrégores qui façonnent leur vie et d'établir avec eux une relation consciente. Ainsi, les catégories issues du discours ésotérique s'étendent

à l'expérience quotidienne, où les relations ordinaires, les rôles sociaux et les choix personnels deviennent partie intégrante d'une dynamique spirituelle plus vaste.

Une méprise: « La voie du fou »

L'ampleur des sources est, je pense, déjà évidente. Je n'ai abordé que quelques thèmes ésotériques parmi le vaste corpus des enseignements de Rudnev. Pourtant, dans le discours des opposants, une seule source est constamment citée : *La voie du fou* (Путь дурака), publié en deux volumes (Petukhova et autres, s.d.). Le principal problème de cette source est qu'elle est attribuée à tort. Rudnev n'en est pas l'auteur. Ce phénomène est fréquent dans les mouvements ésotériques et ne poserait pas de problème si ce texte n'était pas utilisé contre Rudnev dans le cadre de procédures judiciaires. *La voie du fou* est présentée à tort comme « l'écriture principale » d'« Ashram Shambhala ». Bien qu'il ait circulé parmi les élèves, avec une multitude d'autres textes, il n'a jamais bénéficié d'un statut particulier et ne constitue pas une présentation systématique des enseignements de Rudnev.

La première partie est un récit romancé de la vie de Rudnev, où il est présenté sous le nom de « Kot ». Ce personnage s'intéresse à la spiritualité dès son plus jeune âge, reçoit un enseignement spirituel et poursuit son développement personnel à mesure qu'il grandit. Il s'agit d'un récit inspiré par la spiritualité, consacré à l'enseignant, rédigé par son élève, Polina Petukhova (Tamara Rudneva, communication personnelle). La seconde partie est composée de textes rédigés par d'autres élèves.

Certains de ces textes reprennent des thèmes qui apparaissent également dans les Darshans, mais le font sous une forme et un ton sensiblement différents. En revanche, les écrits de Rudnev conservent une structure et un style remarquablement cohérents sur plus d'un millier de pages. Les textes de *La voie du fou* manquent également de cohérence théorique claire et ne parviennent pas à présenter les thèmes ésotériques plus nuancés développés ailleurs. Ce livre n'a jamais été conçu comme un guide destiné aux élèves, et certainement pas aux élèves avancés.

Bien qu'ils aient été exploités de manière malveillante par les opposants et les procureurs, les malentendus concernant *La voie du fou* présentent en eux-mêmes

un intérêt. On peut soutenir que non seulement les écrits associés à Konstantin Rudnev sont imprégnés de motifs ésotériques, mais que leur réception et leur interprétation révèlent également des dimensions ésotériques intéressantes : un accès limité aux documents sources, des récits de dissimulation et d'interdiction, ainsi que des cas d'attribution erronée de la paternité des textes.

Conclusion

L'analyse de certaines pratiques enseignées par Rudnev montre qu'elles ne peuvent être comprises comme des techniques isolées, détachées du système plus vaste d'idées dans lequel elles s'inscrivent. La méditation, l'astrologie et les pratiques tantriques sont présentées dans le cadre d'un système cohérent comprenant des conceptions spécifiques de la connaissance, du développement humain et des forces qui façonnent l'existence individuelle. L'idée selon laquelle la connaissance n'est pas également accessible à tous, le rôle central de l'enseignant et la distinction entre les formes supérieures et inférieures d'influence constituent le fondement de l'interprétation de ces pratiques comme des instruments de transformation plutôt que comme de simples exercices ou rituels.

En même temps, la dimension pratique montre comment des éléments plus généraux de la vision du monde de Rudnev s'intègrent à la fois aux pratiques spirituelles et à la vie quotidienne. Des concepts tels que les influences planétaires, les Égrégores, les Forces obscures et la distinction entre les formes supérieures et inférieures de connaissance fournissent des cadres d'interprétation par lesquels s'expliquent le développement personnel, les relations sociales et les expériences ordinaires. En ce sens, les pratiques fonctionnent non seulement comme des méthodes de transformation, mais aussi comme des manières de percevoir et d'organiser la réalité conformément à la cosmologie de Rudnev.

Références

- Bogdan, Henrik. 2007. *Western Esotericism and Rituals of Initiation*. Albany, NY : State University of New York Press.
- Darshan(s). s.d. Onze livres en anglais, non datés, imprimés à compte d'auteur, sans indication d'éditeur, et diffusés auprès des élèves de Konstantin Rudnev.

- Desai, Devangana. 1996. *The Religious Imagery of Khajuraho*. Mumbai : Franco-Indian Research.
- Faivre, Antoine. 1994. *Access to Western Esotericism*. Albany, NY : State University of New York Press.
- Hanegraaff, Wouter J. 2025. *Esotericism in Western Culture: Counter-Normativity and Rejected Knowledge*. Londres et New York : Bloomsbury.
- Introvigne, Massimo. 2005. « Kremmerz, Giuliano ». Dans *Dictionary of Gnosis & Western Esotericism*, sous la direction de Wouter Hanegraaff, avec Antoine Faivre, Roelof van den Broek et Jean Pierre Brach, 2 vol., II, 671-72. Leyde et Boston : Brill.
- Introvigne, Massimo. 2019. « Sex, Magic, and the Police: The Saga of Guru Jára. » *The Journal of CESNUR* 3(4):3-30. DOI : 10.26338/tjoc.2019.3.4.1.
- Introvigne, Massimo. 2022. *Sacred Eroticism: Tantra and Eros in the Movement for Spiritual Integration into the Absolute (MISA)*. Milan et Udine : Mimesis.
- Life in the Eggregore*. s.d. Une compilation des enseignements de Konstantin Rudnev réalisée par ses élèves. S.l. : édition privée.
- [Petukhova, Polina, et autres]. s.d. « Путь Дурка » (« La Voie du Fou »). 2 vol. S.l. : édition privée.
- Rabe, Michael D. 2000. « Secret Yantras and Erotic Display for Hindu Temples. » Dans *Tantra in Practice*, sous la direction de David Gordon White, 434-46. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Rudnev, Konstantin. s.d.a. *The Main Ideas of the Teaching*. S.l. : édition privée.
- Rudnev, Konstantin. s.d.b. *Darshan Tantra*. S.l. : édition privée.
- Strube, Julian. 2022. *Global Tantra : Religion, Science, and Nationalism in Colonial Modernity*. Oxford : Oxford University Press.
- Tolle, Eckhart. 1997. *The Power of Now: A Guide to Spiritual Enlightenment*. Novato : Namaste Publishing.
- Urban, Hugh B. 2006. *Magia Sexualis : Sex, Magic, and Liberation in Modern Western Esotericism*. Berkeley, CA, Los Angeles et Londres : University of California Press.
- Urban, Hugh B. 2015. *Zorba the Buddha : Sex, Spirituality, and Capitalism in the Global Osho Movement*. Oakland, CA : University of California Press.

Les « tuteurs » : entretiens avec les élèves avancés de Konstantin Rudnev

Susan J. Palmer

Université Concordia, Montréal, Canada

monkeyghol@hotmail.com

RÉSUMÉ : Cet article analyse les expériences de cinq élèves avancés de Konstantin Rudnev – connus sous le nom de « tuteurs » – dont les témoignages éclairent à la fois la dynamique interne de son école et les conséquences de la descente de police menée en 2010, qui a démantelé la communauté sibérienne. Fondée sur des entretiens menés sur Zoom en juin 2026, cette étude reconstitue le parcours de ces tuteurs au sein de familles irréligieuses de la fin de l'époque soviétique, leur attrait pour les pratiques spirituelles émergentes durant la Perestroïka, ainsi que leur implication progressive dans le système éclectique de Rudnev, mêlant yoga, méditation, chamanisme et philosophie ésotérique. Leurs témoignages décrivent le régime contemplatif exigeant de l'ashram, la présence charismatique de Rudnev et les méthodes pédagogiques par lesquelles il formait des instructeurs itinérants. Après la descente de police et son emprisonnement, les tuteurs se sont dispersés en Europe et en Amérique latine, continuant à transmettre ses enseignements de manière informelle tout en évitant toute association publique avec lui en raison des enquêtes toujours en cours et de la stigmatisation persistante. Leurs récits montrent comment une communauté spirituelle autrefois centralisée s'est fragmentée en formes individualisées de transmission que Rudnev ne dirigeait ni ne contrôlait, sous l'effet de la répression, de l'exil et de la persistance de leur dévotion à un enseignant qu'ils considéraient comme injustement persécuté.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, yoga en Russie, ésotérisme en Russie, mouvement antisectes en Russie, Tantra.

Introduction

Cet article examine les expériences et les parcours des élèves de Konstantin Rudnev avant et après la descente de police menée en 2010 contre « Ashram Shambhala » – le nom que les élèves de Rudnev donnaient à leur communauté en Sibérie.

Le processus d'étude de ce nouveau mouvement religieux pose des difficultés particulières au chercheur. Premièrement, il s'agit d'un mouvement spirituel russe qui s'est développé en Union soviétique à une époque où la littérature religieuse, y compris la Bible, était interdite, et où les enseignants et les groupes religieux étaient considérés avec intolérance et suspicion et faisaient l'objet

de persécutions. Le contexte politique et social de ce mouvement était donc très différent de celui des nouveaux mouvements religieux en Occident.

La deuxième difficulté à laquelle sont confrontés les chercheurs souhaitant recueillir des informations sur ce nouveau mouvement religieux tient aux efforts draconiens déployés par le gouvernement russe pour réprimer et éradiquer « Ashram Shambhala » en Russie comme à l'étranger. Ainsi, après l'arrestation du dirigeant en 2010 et l'assaut mené contre l'ashram qui, depuis sa fondation en 1989, était devenu un centre florissant d'enseignement spirituel et une communauté en Sibérie, les instructeurs formés par Rudnev (connus sous le nom de « tuteurs » ou de « mentors ») ont fui à l'étranger, où ils ont continué à transmettre ses enseignements, en organisant des ateliers ou des séminaires, ou en intégrant les idées et la vision du monde de Rudnev dans leurs interactions quotidiennes avec leurs élèves ou leurs clients.

La méthode de recherche adoptée pour ce chapitre a donc principalement consisté à mener des entretiens avec quatre « tuteurs » (des élèves formés par Rudnev pour devenir des missionnaires itinérants en Russie au début des années 2000) ainsi qu'avec l'élève devenue l'épouse de Rudnev. Ces entretiens ont été réalisés sur Zoom en juin 2026, avec l'assistance d'interprètes pour les personnes s'exprimant en russe.

La population de « Ashram Shambhala » était fluctuante. Environ quinze personnes y vivaient immédiatement avant la descente de police. Il n'existait pas d'« ashrams » plus petits dans les villes russes ni en Europe. Le seul ashram était l'Ashram Shambhala, situé près de Novossibirsk. Dans les autres villes, il existait des groupes locaux de yoga et d'étude où étaient enseignés le yoga, la méditation, le pranayama et les idées de Rudnev. Les élèves participaient occasionnellement à des séminaires animés par des instructeurs (les « tuteurs ») formés directement par Konstantin Rudnev, alors connu sous le nom de « Shri Dzhan Avatar Muni ».

Selon mes contacts, environ 20 000 personnes participaient à ces groupes et séminaires organisés en Russie. Avant la descente de police de 2010, le nombre total de disciples et de participants en Europe et dans le monde dépassait 100 000 personnes.

Les élèves de Rudnev : les interviews

J'ai interrogé cinq élèves de Konstantin Rudnev sur Zoom en juin 2026. Bien qu'un échantillon plus important eût été préférable, ces entretiens ont néanmoins fourni des informations précieuses sur le contexte social, l'attrait des enseignements du Maître, sa présence charismatique, ses méthodes pédagogiques ainsi que sur la communauté dynamique et florissante d'Ashram Shambhala. Mes cinq informateurs sont nés entre 1975 et 1983 en Union soviétique. Ils sont aujourd'hui tous âgés d'une quarantaine ou d'une cinquantaine d'années et vivent ou voyagent actuellement entre le Monténégro, la Belgique, l'Allemagne, l'Argentine, le Brésil et d'autres pays d'Amérique latine.

Ils ont grandi dans des familles non religieuses où l'athéisme prédominait et où la spiritualité était un sujet tabou. Ils ont décrit leurs familles comme bienveillantes, stables et encourageantes, avec des parents qui les incitaient à poursuivre des études universitaires axées sur les sciences. L'un est devenu conseiller psychologique. Un autre a étudié la mécanique et les technologies, avec une spécialisation en transformation du bois. Un autre est devenu ingénieur. Ils ont expliqué que, durant leur adolescence, ils avaient découvert des visions du monde alternatives fondées sur des idées et des pratiques spirituelles et avaient été fascinés par les récits scientifiques consacrés aux phénomènes paranormaux et psychiques disponibles en Union soviétique à cette époque. La Perestroïka a ouvert des possibilités d'explorer des pratiques spirituelles exotiques, telles que le chamanisme, les arts martiaux et le yoga (Introvigne et Vardé 2026a, 2026b).

Mes informateurs ont commencé leurs parcours spirituels respectifs dans la vingtaine en rejoignant un cours de yoga qui s'est révélé bien plus qu'un simple cours de hatha yoga. Enseignés par les instructeurs formés par Rudnev, ou « tuteurs », ces cours de yoga comprenaient de la méditation, des exercices de respiration et des conférences sur la philosophie ésotérique. Leurs instructeurs recommandaient des séminaires intensifs au cours desquels les élèves étaient initiés à un large éventail d'idées et de pratiques spirituelles, allant du Vedānta hindou et du bouddhisme à l'astrologie et au chamanisme. Finalement, les élèves étaient invités à rencontrer le « Maître », Shri Dzhan Avatar Muni, à Ashram Shambhala, près de Novossibirsk.

- Informateur « D. »

D. est né en 1980 à Brejnev City (aujourd'hui Naberejnye Tchelny) et a obtenu un diplôme d'ingénieur de l'université. Il a travaillé comme ingénieur jusqu'à ce que sa vocation de diffuser les enseignements de Rudnev devienne sa priorité. Il a connu une enfance heureuse, dépourvue d'influences religieuses, à l'exception d'une tante qui lui rendait visite une fois par an et lui parlait d'auras, de chakras et de superpouvoirs. Pendant son adolescence, il était un élève studieux avec très peu de vie sociale :

J'étais très timide et je n'avais pas de petite amie. L'éducation vous rend timide. J'avais 18 ans et je me suis rendu compte que mes projets d'avenir étaient très difficiles à réaliser. J'étais très jeune et ambitieux, mais je progressais lentement. J'étais très triste. Ma mère a vu que j'étais perturbé et m'a proposé de faire du yoga. À cette époque, très peu de gens le pratiquaient ; ils le trouvaient étrange. Une amie de ma mère était professeure de yoga et, lors d'un de ses cours auxquels j'ai assisté, je me suis rendu compte que j'étais faible et que je devais m'entraîner davantage. Puis quelqu'un m'a recommandé un séminaire auquel j'ai participé et qui m'a beaucoup plu.

À l'âge de 18 ans, D. a rencontré son premier « mentor » [tuteur], un homme de cinquante ans nommé Arjuna, qui se rendait périodiquement dans sa ville pour donner des séminaires. D. a suivi ces séminaires pendant cinq ans.

Nous faisions du yoga, des massages, du travail sur les chakras, de la danse et des exercices de respiration (pranayama). J'ai commencé à me sentir libre et détendu. Arjuna décrivait le monde spirituel et parlait du chamanisme, des mouvements du corps et du travail corporel.

Vers l'âge de 22 ans, D. a rencontré Konstantin Rudnev. « Nous l'appelions Shri Dzhnan Avatar Muni. J'ai décidé d'aller à l'Ashram Shambhala parce que je voulais développer mes superpouvoirs ». D. a décrit le programme de formation à l'Ashram :

Au début, c'était comme les autres séminaires auxquels j'avais participé, mais nous pratiquions chaque jour, vivions ensemble et consacrons beaucoup de temps à l'entraînement physique. Je lui posais des questions sur de nombreux sujets, dont l'astrologie. Ses réponses ne m'étaient pas destinées personnellement, mais s'adressaient à tout le groupe. Sa connaissance était très profonde ; elle a transformé ma vie. J'ai compris que je voulais acquérir cette connaissance approfondie et l'appliquer dans ma vie. J'ai véritablement commencé à comprendre la grandeur du Maître. Je suis resté à Ashram Shambhala pendant six mois, puis je suis parti ; par la suite, j'y revenais tous les mois ou tous les deux mois pour quelques jours. J'ai commencé à me former pour devenir enseignant et tuteur. J'ai travaillé quelque temps à l'université comme ingénieur, mais j'ai ensuite préféré me consacrer à mon propre développement ; j'ai donc quitté mon poste. J'ai vécu dans différentes villes où j'animais des séminaires. Puis-je retourner

à l'Ashram pour me purifier de l'énergie négative ? Ensuite, je repartais pour différentes villes en tant que prédicateur itinérant. À cette époque, je n'avais aucune activité sociale. Les personnes qui assistaient aux séminaires me faisaient des dons, et cela me suffisait. Je ne voulais pas suivre la voie sociale. J'ai fêté mes 22 ans avec ma famille et mes 23 ans à l'Ashram Shambhala. J'ai été l'assistant du Maître pendant un an. Lorsque je voyageais en dehors de l'Ashram, j'étais seul, mais la deuxième année, on m'a attribué un assistant.

- Informateur « M. »

M. est né en 1971 dans une famille de militaires qui vivait dans l'extrême nord de la Russie, où le soleil ne se levait pas pendant quatre mois de l'année. Il précise : « Nous n'avions pas de télévision ; à la place, nous avons la mer du Nord et les aurores boréales ». M. ajoute : « En grandissant dans le nord de la Russie et en Ukraine, j'entendais des histoires sur les chamans et les esprits ». De l'âge de 17 à 20 ans, M. a vécu près du lac Baïkal au sein d'une communauté néopaïenne pratiquant les arts martiaux. À l'âge de 21 ans, M. est retourné en ville où, avec ses camarades, il s'est retrouvé impliqué dans des activités criminelles :

Dans les années 1990, mes amis d'école ont commencé à gagner beaucoup d'argent et je me suis retrouvé dans un milieu où il n'y avait pas de loi. Je ne m'intéressais ni à l'alcool ni aux drogues, mais j'aimais l'argent. Puis, au bout de deux ans, j'ai arrêté. Je me suis rendu compte que quelque chose n'allait pas. Mon corps a commencé à souffrir. J'ai commencé à perdre du poids. Avant cela, je m'entraînais toujours physiquement. Ce mode de vie a cessé de m'intéresser. J'ai compris qu'une partie de moi était en train de mourir.

M. a alors recommencé à rechercher des personnes spirituelles. On lui a donné un livre consacré à la guérison spirituelle sur lequel figurait une photographie de Rudnev. Il a lu les livres de Rudnev pendant deux ans avant de recevoir, en 1997, une invitation à le rencontrer. Il a séjourné brièvement à l'ashram, puis est retourné en Ukraine afin de régler des affaires restées en suspens et, en 1998, il a rejoint l'Ashram en Sibérie.

J'ai vécu douze années de pur bonheur. Je ne me suis pas marié et je n'ai pas eu d'enfants ; mon rôle était simplement d'être un élève. Je me suis rendu compte que j'avais un talent pour expliquer les choses ; je me suis donc fixé pour objectif de transmettre la Connaissance. Au début, j'étais un élève ordinaire, pratiquant le yoga, la méditation et les arts martiaux. Les élèves plus âgés avaient des responsabilités administratives. Le Maître m'a préparé à devenir tuteur. J'ai commencé à guider d'autres personnes en son nom. Pendant plusieurs semaines, je voyageais pour partager sa connaissance, puis je passais plusieurs semaines à l'ashram pour apprendre. Il nous enseigne que l'ashram est en nous, dans notre cœur.

- Informateur « G. »

G. est née en 1975 et a grandi en Union soviétique, où régnait « une interdiction très stricte de la spiritualité, bien que ma grand-mère m’ait secrètement baptisée dans sa foi ». Son père était mécanicien et elle a étudié la transformation du bois à l’université locale. Elle ne s’est jamais mariée et n’a jamais eu d’enfants. À l’âge de 14 ans, sa mère l’a emmenée dans une église nouvellement construite où officiait un prêtre bienveillant qui « n’était pas classique » et l’a baptisée. Elle explique : « C’était pendant la période d’ouverture de la Perestroïka, lorsque des personnalités culturelles et des scientifiques venaient dans notre pays ». À l’âge de 20 ans, alors qu’elle étudiait à l’université de Bratsk, la mère d’une de ses amies lui a fait découvrir le yoga :

J’étais la plus jeune d’une classe composée de personnes d’âge mûr, mais j’ai été stupéfaite de voir à quel point elles étaient énergiques et souples par rapport à moi ! J’avais du mal à mémoriser les mantras pendant que nous les chantions, mais, à la fin du cours, j’ai ressenti : “Je suis chez moi !” Je me suis sentie profondément inspirée et soutenue.

Après une année de pratique du yoga, G. s’est rendue à Ashram Shambhala en 2000. Les personnes vivaient dans différents « flats » (appartements), mais leur nombre variait entre 5 et 30, au gré des arrivées et des départs de ceux qui venaient passer du temps auprès de Shri Dzhnan Avatar Muni.

G. raconte qu’elle est arrivée « sans idées préconçues », mais qu’elle a rapidement eu le sentiment que « tout est merveilleux ! ». « Les gens construisaient des relations spirituelles en vivant ensemble et avaient le sentiment très clair : “Je suis ici pour toujours” ». En tant que « sportive », G. appréciait la discipline physique exigeante de l’ashram, se levant à une heure du matin pour aller nager et courir, aussi bien en été qu’en hiver. Au cours de ses quatorze années de résidence, elle a étudié les ouvrages de Carlos Castaneda (1925-1998) et participé à la pratique chamanique toltèque du « rêve conscient » (Castaneda 1993).

- Informateur « S. »

S. est née en 1982. Son père était un « militaire ». Elle a étudié la psychologie clinique dans un institut à Moscou et a commencé à y travailler comme psychologue clinicienne et conseillère familiale. Elle a participé pendant cinq ans à un groupe de yoga dirigé par un couple qui était élève de Rudnev et avait été formé dans son ashram. Comme elle l’explique, le cours de hatha yoga comprenait également des discussions sur des « sujets variés » ainsi qu’un programme de guérison de

dix semaines. S. affirme qu'elle avait perdu 70 % de l'audition de l'oreille lorsqu'elle a commencé le yoga, mais qu'elle a retrouvé 100 % de l'audition en participant à des séances consacrées aux méthodes tibétaines de guérison.

Après un court séjour de six mois à l'Ashram Shambhala, S. est retournée vivre à Moscou. Elle a commencé à vivre avec un homme et à partager son mode de vie, qui comprenait le tabagisme, la consommation d'alcool et l'usage de drogues dures. Elle a rapidement contracté une hépatite C. Elle déclare :

On adopte et on fait sien le mode de vie des personnes avec lesquelles on vit. C'est ainsi que j'ai contracté une hépatite C. J'ai mis fin à cette relation toxique. J'ai compris que je devais choisir l'environnement dans lequel je vivais. J'ai donc rejoint Ashram Shambhala en permanence, de 2002 à 2010.

Après avoir bu des herbes médicinales pendant trois mois, elle a guéri de l'hépatite C. Un examen l'a confirmée. Son rôle consistait à organiser l'approvisionnement alimentaire de l'Ashram ; elle passait donc les commandes et supervisait la préparation des repas.

Elle appréciait le programme quotidien de l'ashram :

Nous nous réveillions à une heure du matin pour aller nager dans le lac, puis nous rentrions en courant ou faisons du jogging sur la plage. Pendant notre sommeil, nous étions davantage remplis d'énergie pour pratiquer le rêve conscient. Le matin, nous faisons des exercices physiques pour augmenter notre niveau d'énergie. Le soir, nous pratiquons le yoga pour nous apaiser et récitons une prière collective en russe. Toutes nos lectures et tous nos mantras étaient en russe.

Le mode de vie célibataire

Il est intéressant de noter qu'aucun des quatre tuteurs ne s'est marié ni n'a eu d'enfants. Beaucoup des élèves qui venaient à l'ashram y amenaient leur famille. Bien que les tuteurs aient déclaré : « Le Maître ne nous a jamais dit que nous devons nous marier ; il ne nous a jamais dit comment les choses devaient être. Si des personnes sont amoureuses, il leur dit : oui, fondez une famille », il semble que le mode de vie spartiate et précaire d'un prédicateur itinérant exigeât le célibat et le détachement des relations intimes. D. explique son choix comme un « sacrifice au service d'un objectif supérieur ». Il se souvient que Rudnev parlait « du Tantra et des idées relatives à la transformation de l'énergie sexuelle afin de vivre longtemps ». Il ajoute : « J'ai utilisé cette énergie pour aider les autres.

Je jeûnais, je dormais très peu et je transformais mon énergie sexuelle afin de pouvoir les aider ».

La cinquième informatrice, T., constitue une exception à ce modèle, puisqu'elle est devenue l'épouse de Konstantin Rudnev.

- Informateur « T. »

T. a été élevée dans un environnement axé sur l'éducation scientifique, sans aucun arrière-plan religieux, et ne s'intéressait pas à la spiritualité. En revanche, elle s'intéressait vivement à la philosophie et à la psychologie. En 2007, elle a entendu parler du Maître lors d'un séminaire auquel elle participait. L'un des élèves de Rudnev y prenait la parole, et T. en fut profondément impressionnée :

Il répondait à des questions que je ne m'étais jamais posées auparavant – sur l'amour et les états émotionnels. Je n'avais jamais imaginé qu'il fût possible de contrôler son état émotionnel. Tant de connaissance ! J'ai entendu parler du Maître Konstantin et de ses livres. Je voulais le rencontrer. C'est ainsi qu'en 2008, je suis allée à Ashram Shambhala, en Sibérie.

Lorsqu'elle est arrivée, Rudnev avait déjà commencé à parler ; elle était en retard pour sa conférence :

Lorsque je suis entrée dans la salle, il avait déjà commencé devant une soixantaine de personnes rassemblées autour de lui. Il était assis au centre d'une estrade. En entrant, j'ai vu qu'il rayonnait. Son magnétisme était tel que je me suis arrêtée ; je n'ai même pas cherché de place. Il était tellement inspirant, parlant du développement psychologique et de la manière de chercher en soi. Je me suis arrêtée pour reprendre mon souffle, puis je me suis approchée. Il m'a regardée. Je pouvais voir l'Univers dans les yeux du Maître ! Derrière ses yeux, toutes mes questions ont disparu. Je me suis dit : « Je veux toujours être dans cet état, toujours être avec lui ! » J'étais perdue... En Russie, nous avons cette expression : « L'organe sexuel le plus séduisant chez un homme, c'est son cerveau ».

Elle a décrit les promenades quotidiennes dans la forêt :

J'ai commencé à courir dans la forêt avec les autres élèves jusqu'à ce que nous soyons en nage. Ensuite, nous nous plongeons dans une eau glacée ou nous nous roulions nus dans la neige. Le Maître disait que cela renforcerait notre système immunitaire. J'ai trouvé un endroit dans le village où il y avait des chevaux ; je lui ai donc demandé s'il était possible d'y faire de l'équitation. Chaque jour, je prenais un cheval et j'allais monter dans la forêt. J'adorais cela ! Il donnait des conférences au milieu de la journée à un groupe restreint d'élèves. Il marchait dans la forêt pendant six heures avec dix à quinze élèves qu'il formait. J'ai reçu une invitation à marcher avec lui. J'essayais de rester près de lui et de lui poser des questions. Nous enregistrions ce qu'il disait. J'ai commencé à l'aider.

Il n'utilise pas le courrier électronique, mais moi oui ; je pouvais donc l'aider à répondre aux milliers de questions que des personnes du monde entier lui adressaient.

T. a évoqué leur relation amoureuse :

Un jour, nous marchions ensemble ; il parlait avec quelqu'un d'autre et j'ai failli tomber ! Il a tendu la main et m'a retenue. J'ai plongé mon regard dans ses yeux, et nous nous sommes rapprochés. Nous nous tenions la main en marchant et avons commencé à parler tête-à-tête. Les idées qu'il transmettait m'intéressaient profondément. Il l'a compris. Il se donnait tout entier. Parfois, nous étions seuls, et nous nous sommes rapprochés. En mai 2009, nous sommes allés à Kiev, en Ukraine. Il aimait se rendre au bord de la mer, près de l'Ukraine. À ce moment-là, nous étions très proches, et il m'a demandé si je souhaitais que nous soyons officiellement mariés (même si nous étions déjà unis pour toujours, et pas seulement dans cette vie). Nous nous sommes donc mariés dans un bureau d'état civil, puis nous nous sommes mariés une seconde fois lors d'une cérémonie chamanique, en présence de quelques élèves proches et des quatre dieux de l'éternité, du passé, du présent et du futur.

Elle a expliqué quel était son rôle à l'Ashram :

Je suis devenue le bras droit de Konstantin. Il peut répondre à n'importe quelle question, mais il n'aime pas la technologie. Il aime la nature, mais il n'a pas de téléphone. Moi, j'ai un téléphone et je suis constamment en contact avec les gens ; je suis donc devenue son intermédiaire auprès du monde entier. Il ne parle couramment aucune autre langue que le russe. Je parle anglais ; je réponds donc aux questions qui me sont adressées en anglais.

T. occupait une place unique parmi les élèves de Rudnev. Elle n'est jamais devenue tutrice itinérante, car elle l'a épousé légalement. Cela lui a permis de conserver un accès à Rudnev (bien que strictement limité) pendant les périodes où il était emprisonné en Russie et en Argentine, ainsi que de le soutenir pendant sa période de liberté. Elle l'a accompagné en Argentine, est restée à ses côtés lorsque les procureurs de Bariloche l'ont pris pour cible et s'est occupée de lui pendant sa période d'assignation à résidence.

Réponses de Rudnev

J'ai demandé à T. si je pouvais interroger Konstantin Rudnev. Elle m'a répondu qu'il se remettait d'une intervention chirurgicale et qu'il ne parlait pas anglais. Finalement, je lui ai envoyé une liste de questions, que T. lui a transmises. À partir de ces questions, elle a animé une longue et fascinante discussion avec son mari. J'ai ainsi pu mieux comprendre la formation de Rudnev en tant que philosophe et mystique, depuis son enfance jusqu'au début de l'âge adulte : qui étaient ses maîtres spirituels et quels ouvrages avaient influencé sa pensée. Plus important

encore, j'ai pu mesurer les efforts extraordinaires que cet homme avait déployés pour accéder à des sources de connaissances occultes jusque-là inaccessibles et interdites en Union soviétique, ainsi que son remarquable talent pour synthétiser des visions du monde radicalement différentes et apparemment incompatibles afin de présenter à ses élèves une série d'idées étonnamment nouvelles et un système cohérent de connaissances oubliées.

L'intérêt de Rudnev pour le christianisme fut contrarié par l'interdiction de la Bible en Russie. Cependant, en lisant de la littérature athée, il découvrit un véritable trésor de versets bibliques, tournés en dérision et dénoncés par les auteurs athées. Il les découpait et les rassemblait pour en constituer une Bible incomplète.

À propos du chamanisme, Rudnev déclare :

...heureusement, des travaux scientifiques étaient disponibles... Lorsque les tsars russes ont conquis la Sibérie, des chercheurs s'y sont également rendus – des ethnographes, pour ainsi dire... Grâce à ces scientifiques, des informations sur le chamanisme ont été préservées. Bien entendu, elles étaient fragmentaires et incomplètes, davantage théoriques, mais une partie de ces connaissances a néanmoins survécu.

Pour accéder aux ouvrages de George Ivanovich Gurdjieff (1866-1949), de Carlos Castaneda, d'Osho Rajneesh (1931-1990) et d'autres auteurs, Rudnev s'appuyait sur le samizdat, la littérature clandestine autoéditée qui circulait en Union soviétique dans les années 1980. Rudnev décrit ce processus de la manière suivante :

À cette époque, les livres étaient retapés à la machine... On utilisait du papier pelure – le plus fin. Un système de papier carbone permettait de réaliser jusqu'à douze copies, mais à partir de la douzième, le texte devenait à peine visible... Tout était flou et difficile à distinguer. Cela permettait cependant de produire douze exemplaires à la fois, au lieu d'un seul livre. Je lisais ces douzièmes copies à l'aide d'une loupe, en essayant de déchiffrer les lettres. Parfois, je devais retracer les lettres à la main parce qu'elles n'étaient pas clairement visibles. Je devais lire à la loupe et, parfois, reconstituer intuitivement le sens... C'est ainsi que j'ai lu les livres d'Osho, de Gurdjieff, de Castaneda et d'autres auteurs – à partir d'exemplaires du samizdat.

Les explorations de Rudnev des états de transe accessibles grâce aux « techniques archaïques de l'extase » (Eliade 1964), telles que la danse ou le chant, commencèrent dès son enfance. Il explique :

Depuis mon enfance, j'ai toujours eu le désir de tout expérimenter directement. Les connaissances acquises dans les livres ne m'intéressaient pas beaucoup. Je voulais toujours faire l'expérience, toucher, ressentir tout ce que j'apprenais. Et ce n'est que

lorsque je le vivais émotionnellement, avec tout mon être, que j'éprouvais un sentiment de satisfaction – oui, maintenant je sais ce que c'est.

Pendant son enfance, la forêt était sa véritable demeure. À l'âge de 20 ans, raconte-t-il, il s'est rendu dans l'Altai pour étudier pendant plusieurs années auprès d'un chaman sibérien nommé Altai Kam. Durant son enfance, il a expérimenté des drogues afin d'en connaître les effets et en a conclu qu'elles entravaient la libre volonté.

Rudnev se souvient qu'enfant, il recherchait des hymnes chrétiens sur le vieux poste radio de son grand-père et dansait en les écoutant. Plus tard, il découvrit des enregistrements des hymnes d'un moine ermite de l'Église orthodoxe russe, appelé « le moine Roman », qu'il considère comme un saint :

Dans les années 1980, j'essayais de comprendre le christianisme, mais je devais le comprendre moi-même. C'est-à-dire que je prenais des hymnes religieux et commençais à danser dessus. Et j'entrais dans ces états religieux – des états profonds de foi, d'amour et de perception de Dieu.

Le charisme de Konstantin Rudnev

Les entretiens ont offert des descriptions saisissantes de la présence extraordinaire de Rudnev et de ses remarquables qualités d'orateur. Mes informateurs ont livré des descriptions vivantes de ses costumes exotiques, de sa bienveillance et de l'attention portée à son auditoire. M. a raconté :

Le soir, nous nous rassemblions. Il s'asseyait dans un fauteuil comme Osho. La pièce était faiblement éclairée par des bougies, ce qui favorisait l'ouverture du troisième œil. Il portait un bandeau de chaman. Il était assez jeune et robuste et possédait une voix extraordinaire, profonde mais très calme. Lorsqu'il parlait, j'avais l'impression de respirer l'énergie qu'il transmettait. Je pouvais voir l'aura du Maître remplir toute la pièce. Je ressentais que son aura n'était que bonté infinie et amour. Il répondait à toutes nos questions, même lorsqu'elles étaient naïves ou que les mêmes personnes les posaient sans cesse. Il était toujours prêt à aider. Il ne critiquait jamais ; il soutenait tout le monde. Lorsque j'ai vu le Maître pour la première fois, il portait une tenue chamannique noire brodée de fils d'or. Il portait le symbole rouge sur son manteau ainsi qu'un bandeau de chaman. Je me suis retrouvé parmi des centaines de personnes vivant ensemble, avec le sentiment que le Maître leur transmettait son amour directement de son cœur.

Plusieurs personnes ont évoqué son caractère mystérieux. S. l'a décrit comme un « Maître dont la sagesse était si profonde qu'il était impossible de deviner son âge. Il était sans âge. Aujourd'hui, je pense qu'il devait avoir une

trentaine d'années ». Tous étaient impressionnés par la connaissance particulière que Rudnev possédait de la nature du monde spirituel :

Le Maître était en contact, sur les plans subtils, avec les Maîtres de Shambhala. Il partageait avec nous ses expériences de Samadhi ainsi que sa conversation avec Dieu sur la manière dont l'Univers avait été créé.

Le récit que Rudnev a fait (par l'intermédiaire de T.) de sa quête mystique depuis son enfance nous apporte un éclairage nouveau sur son attrait et son influence en Russie. Il s'agissait d'un homme qui avait déployé des efforts extraordinaires pour accéder à une sagesse qui, à son époque, était réprimée et interdite. Enfant, il parcourait les forêts, expérimentait les drogues, recherchait des hymnes chrétiens et dansait sur ceux-ci. Jeune homme, il fouillait les ouvrages athées à la recherche de passages de la Bible et déchiffrait, à l'aide d'une loupe, les textes du samizdat de la douzième copie. Non seulement il rassembla cet ensemble éclectique de connaissances, mais il le synthétisa également en une vision du monde cohérente, afin d'étayer son intuition d'enfance selon laquelle toutes les religions adorent le même Dieu.

Les tuteurs : leur mission aujourd'hui

Les tuteurs ont tous exprimé le profond choc qu'ils ont ressenti lorsqu'ils ont été séparés de leur Maître après la descente de police de 2010, leur sentiment de perte et leur détermination commune à continuer de diffuser les enseignements de leur Maître. M. a déclaré :

Après 2010, je ne l'ai jamais revu. Il est resté en prison pendant 11 ans. Après avoir quitté le pays, j'ai commencé à donner des séminaires en Belgique sur ses enseignements. Il n'y a plus d'ashrams, mais, en tant que tuteur, je transmets la connaissance. Les médias ont diffusé tant de mensonges sur le Maître. Ma mission est d'apporter cette vérité aux gens et de leur parler du Maître parfait afin qu'ils puissent encore recevoir son aide. Cela me fait souffrir parce que ce que j'aimais m'a été enlevé. J'ai compris qu'il m'était impossible de rester en Russie. Quand on voit une telle beauté, un tel amour détruits... on ne peut plus faire confiance. J'avais des amis à l'étranger ; je suis donc parti immédiatement. Lorsque j'ai quitté la Russie, j'ai emporté mes cahiers et j'ai compris que c'était très dangereux. Je vais en Europe, en Allemagne, puis en Amérique latine, où je séjourne dans plusieurs pays, notamment au Chili et au Brésil. J'aide les gens ; je leur enseigne la connaissance, et ils me donnent de l'argent et des dons – pas beaucoup. Je n'ai pas besoin de grand-chose. J'essaie de partager l'amour et la connaissance, et d'enseigner comme mon Maître me l'a appris. Certaines personnes m'aident. Elles apparaissent toujours de manière magique. Il m'a appris à faire confiance à l'Univers. Si l'on vit ainsi, avec confiance

et joie, les gens apparaissent. Je lui en suis très reconnaissant. Mais cela me fait souffrir qu'une personne aussi magnifique n'ait pas été comprise en Russie. C'est très triste !

S. a raconté une histoire semblable :

Après 2010, plus personne ne coordonnait quoi que ce soit ; chacun prenait ses propres décisions. C'était dangereux ; nous étions en danger. Même aujourd'hui, l'enquête se poursuit, et la police continue de rechercher de nouvelles victimes. Pour ses élèves, cette période reste très risquée. Il n'y a pas de victimes. Les victimes mentionnées dans la procédure judiciaire en Russie ont été payées ou contraintes. Personne n'entre dans les détails, parce qu'il n'y en a pas. Ashram Shambhala n'existe plus. Quelques années après la descente de police, l'organisation a été officiellement interdite.

L'expérience de D. a été en partie différente :

Lorsque la descente de police a eu lieu en 2010, je n'étais pas là. J'étais très loin, en Europe ou au Brésil. Depuis environ un an, j'étais conscient de toutes les critiques et de toute l'opposition. Tout cela n'était que mensonges. J'ai appris la nouvelle de la descente de police indirectement, par d'autres personnes. J'étais tellement occupé. Je voulais aller voir sur Internet. J'entendais des discussions. J'ai dû fermer mes comptes sur les réseaux sociaux. J'ai reçu des menaces ; tout était devenu si sombre.

Toutefois, tous partageaient le même sentiment de choc et d'impuissance. Comme l'a rapporté S. :

Après la descente de police, je ne savais pas quoi faire. J'étais sous le choc. Je ne voyais pas d'autre solution que de continuer à aider les gens. Je suis restée trois ans au Brésil, puis je suis retournée en Russie. J'y ai retrouvé de nombreux élèves. Ensuite, j'ai voyagé dans d'autres endroits, et ma vie a repris son cours comme auparavant. J'étais invitée à différents séminaires. Aujourd'hui, chacun agit de son côté pour aider les autres. Nous restons en contact avec nos collègues et nous nous demandons mutuellement conseil sur la manière de traiter les problèmes de nos clients. Je suis mon propre chemin. J'ai quitté la Russie. Toutes les personnes qui souhaitaient continuer à transmettre leurs idées se sont installées à l'étranger. Je vis au Monténégro. Je suis seule, mais je soutiens ma famille et mes amis en Russie. J'aide les gens dans le cadre d'une activité de conseil psychologique. Je ne prononce pas son nom. Mais je transmets sa connaissance. Je lui souhaite une vie longue et heureuse, autant que possible.

Conclusion

La férocité avec laquelle le gouvernement russe a réprimé ce mouvement spirituel se reflète dans les activités actuelles des « tuteurs », qui demeurent prudentes et discrètes. Les anciens élèves de Rudnev, soigneusement formés – les « tuteurs » – continuent à transmettre ce qu'ils appellent la « connaissance » ou la « sagesse » de leur « Maître », chacun à sa manière. Ils peuvent le faire par

l'intermédiaire de leurs relations professionnelles, dans le cadre de consultations psychologiques avec leurs clients, ou encore en organisant des séminaires et en intervenant en tant que conférenciers invités. Ces transmetteurs russes de connaissances spirituelles exercent aujourd'hui leurs activités à l'étranger, au Monténégro, au Brésil, en Allemagne, en Belgique et dans de nombreux autres pays.

Selon mes informateurs, il n'existe aujourd'hui aucun mouvement « Ashram Shambhala » organisé, centralisé ou cohérent. Pendant les onze années d'emprisonnement de Rudnev en Russie, toutes ses communications ont été étroitement surveillées. Il n'était autorisé à passer qu'un bref appel téléphonique à son épouse tous les deux mois, sous surveillance constante. Au Monténégro, il était placé sous surveillance. Après son arrestation en Argentine, la situation était similaire. Ainsi, depuis 2010, Rudnev n'a ni la volonté ni la possibilité de diriger un « mouvement ». Certains tuteurs ont continué à enseigner sans aucune supervision de la part de Rudnev.

Aujourd'hui, les tuteurs se répartissent en trois catégories. Certains plagient ses idées pour construire leur propre carrière, sans jamais lui en attribuer le mérite. D'autres s'approprient le nom « Ashram Shambhala » et prétendent, à tort, être les successeurs qu'il aurait désignés. Enfin, les tuteurs présentés dans ce chapitre continuent de transmettre les enseignements de Rudnev. Étant donné que l'enquête de police est toujours en cours, ces tuteurs n'osent ni mentionner le nom de leur maître spirituel ni citer ses ouvrages. Ils continuent néanmoins à consacrer leur vie à « aider les gens » en partageant avec le public les connaissances et la sagesse de leur maître spirituel anonyme.

Références

- Castaneda, Carlos. 1993. *The Art of Dreaming*. New York : Harper.
- Eliade, Mircea. 1964. *Shamanism, an Archaic Technique of Ecstasy*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Introvigne, Massimo et María Vardé. 2026a. « Ashram Shambhala. » *World Religions and Spirituality Project*, 29 avril. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4aUpucw>.

Introvigne, Massimo et María Vardé. 2026b. « The Ashram Shambhala Saga: Esotericism and the Anti-Cult Repertoire in Russia and Argentina. » *The Journal of CESNUR* 10(2): 3-85. DOI: 10.26338/tjoc.2026.10.2.1.

Le mouvement antisectes russe, Alexander Dvorkin et Konstantin Rudnev

Willy Fautré

Human Rights Without Frontières, Bruxelles, Belgique

w.fautre@hrwf.org

RÉSUMÉ : Cet article analyse le rôle du mouvement antisecte russe – en particulier celui d’Alexander Dvorkin et de l’Église orthodoxe russe – dans la campagne menée pendant plusieurs décennies contre Konstantin Rudnev et le mouvement connu sous le nom d’« Ashram Shambhala ». S’appuyant sur des décisions de justice, des interventions médiatiques et l’évolution de la politique religieuse de la Russie post-soviétique, cette étude reconstitue la manière dont la rhétorique antisecte, les préoccupations liées à la sécurité de l’État et les intérêts institutionnels de l’Église orthodoxe ont convergé pour créer un environnement hostile aux groupes spirituels minoritaires. L’interdiction d’« Ashram Shambhala » en 2014, fondée sur des notions discréditées de « lavage de cerveau » et appuyée par des procédures pénales antérieures fabriquées de toutes pièces, illustre la symbiose entre les acteurs du mouvement antisecte et les autorités de l’État. L’article replace l’influence de Dvorkin dans un contexte plus large : l’expansion de la diversité religieuse après 1990, l’émergence de la « sécurité spirituelle » comme priorité nationale, le durcissement des lois relatives à l’enregistrement des organisations religieuses et à l’extrémisme, ainsi que le rapprochement croissant entre l’identité orthodoxe et la politique de l’État. L’affaire Rudnev illustre la manière dont le discours antisecte est devenu un instrument de répression des mouvements religieux non traditionnels, légitimant la censure et exportant les récits russes à l’étranger. Elle met également en lumière la faiblesse des éléments de preuve et les motivations politiques sous-jacentes à la persécution des communautés spirituelles alternatives en Russie contemporaine.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, Alexander Dvorkin, mouvement antisecte en Russie, Église orthodoxe russe.

« Ashram Shambhala » interdit en Russie

Le 11 avril 2014, le tribunal régional de Novossibirsk, en Russie, a interdit le mouvement religieux « Ashram Shambhala », fondé par Konstantin Rudnev à Novossibirsk en 1989 (Duval, dans le présent numéro de *The Journal of CESNUR*). La décision est entrée en vigueur le 20 mai 2014. Le jugement affirmait à tort que Rudnev « avait donné au groupe religieux le nom d’ “Ashram Shambhala” ». En réalité, ce sont certains de ses élèves qui ont utilisé

cette appellation pour la première fois, avant qu'elle ne soit popularisée par les médias ; elle est largement employée pour désigner la communauté de ses disciples, mais Rudnev n'a jamais fondé ni enregistré d'organisation portant le nom d'« Ashram Shambhala ».

La décision affirmait qu'« Ashram Shambhala » constituait « une secte néopaienne pseudo-tantrique totalitaire et destructeur, dont les activités sont associées à la violence et à l'incitation des citoyens à refuser de remplir leurs devoirs civiques ». Le jugement n'expliquait toutefois pas comment un tribunal russe pouvait distinguer des enseignements tantriques « authentiques » de ceux qualifiés de « pseudo-tantriques ».

S'appuyant sur un rapport d'« experts » du mouvement antisectes, le tribunal relevait que les enseignements de Rudnev incorporent « les idées occultes des Roerich [Nicholas (1874-1947) et Helena (1879-1955)], de H.[elena] P.[etrovna] Blavatsky (1831-1891), de C.[arlos] Castaneda (1925-1998), de Sri Aurobindo (1872-1950), d'Osho [Rajneesh] (1931-1990), de G.[eorge] I.[vanovich] Gurdjieff (1866-1949) et de P.[yotr] D.[emyanovich] Ouspensky (1878-1947) », ce que le tribunal semblait considérer comme en soi répréhensible. Les juges soutenaient également que les enseignements prétendument « antisociaux » de Rudnev figuraient dans le livre *La voie du fou* (Petukhova et autres, s.d.). Ils ont rejeté l'objection selon laquelle cet ouvrage ne constituait pas un exposé doctrinal, mais un récit romancé de sa jeunesse rédigé par un disciple et non par Rudnev lui-même, auquel avaient été ajoutés des textes d'autres élèves.

La décision reposait en grande partie sur la théorie selon laquelle les « sectes » utilisent le « lavage de cerveau », théorie discréditée par les chercheurs occidentaux spécialisés dans les nouveaux mouvements religieux (Introvigne 2022), mais encore utilisée par les tribunaux russes. À propos des « victimes » d'« Ashram Shambhala », le tribunal affirmait que :

afin de supprimer leur volonté et de les soumettre aux désirs et à la volonté de K. D. Rudnev, des violences psychiques et psychologiques étaient exercées sur elles au moyen de méthodes spécialement élaborées d'influence extérieure agressive sur le psychisme, appliquées activement aux personnes concernées... L'application de ces méthodes a eu pour conséquence la formation, chez les personnes impliquées, d'une dépendance psychologique durable à l'égard de K. D. Rudnev et de l'environnement du groupe religieux « Ashram Shambhala », la peur des liens et des relations sociales extérieurs à celui-ci, ainsi que le contrôle des actes et de la volonté des

« adeptes » et des « sâdhakas », leur soumission à sa [celle de Rudnev] volonté et à ses désirs, et leur maintien durable au sein du groupe religieux « Ashram Shambhala ».

Le tribunal avait connaissance de l'arrêt rendu en 2010 par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans l'affaire *Témoins de Jéhovah de Moscou c. Russie*, dans laquelle les mesures prises contre les Témoins de Jéhovah avaient été jugées incompatibles avec la liberté de religion ou de conviction (Cour européenne des droits de l'homme 2010). Il a toutefois estimé que l'affaire Rudnev était différente, au motif que les croyances y auraient été imposées aux membres « par contrainte, contre leur volonté ». En réalité, les Témoins de Jéhovah avaient eux aussi été accusés de recourir au « contrôle mental ». La CEDH avait observé qu'« il n'existe aucune définition généralement admise et scientifiquement reconnue de ce qui constitue le “contrôle mental” » (Cour européenne des droits de l'homme 2010, 129).

Le tribunal a également indiqué que, dans l'affaire Rudnev, la décision d'interdire « Ashram Shambhala » reposait sur un jugement pénal antérieur. Un an plus tôt, en février 2013, Rudnev avait été condamné à onze années d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire à régime strict, à l'issue d'un procès simulé fondé sur des accusations fabriquées de toutes pièces et entaché d'irrégularités procédurales, de manipulations de témoins et d'une construction artificielle du récit des faits (Duval, dans le présent numéro de *The Journal of CESNUR*).

La persécution avait commencé bien plus tôt. À Novossibirsk, la police avait tenté de mettre fin aux activités du mouvement dès ses débuts. Des tentatives de poursuites contre Rudnev avaient été engagées en 1999, en 2004 et en 2008, mais, à chaque fois, les enquêteurs avaient finalement été incapables d'établir l'existence d'une quelconque infraction pénale ou d'identifier des victimes.

En 2004, des poursuites pénales furent engagées sur le fondement de l'article 239 du Code pénal russe (« Création et direction d'une association portant atteinte à la personnalité et aux droits des citoyens »), disposition fréquemment invoquée contre les groupes qualifiés de « sectes » (« секты » en russe). La procédure fut finalement abandonnée, les enquêteurs ayant conclu qu'il n'existait pas de preuves suffisantes pour établir qu'une infraction avait été commise.

En octobre 2008, la police et les forces spéciales menèrent une descente dans le village de Plotnikovo, dans la région de Novossibirsk, où vivait Rudnev.

Celui-ci fut arrêté avec six membres du mouvement, qui furent alors inscrits sur la liste fédérale des personnes recherchées.

À la suite de cette opération, la Direction principale des affaires intérieures compara publiquement Ashram Shambhala au mouvement japonais Aum Shinrikyo, responsable de l'attentat au gaz sarin perpétré dans le métro de Tokyo en 1995, qui causa quatorze morts et plusieurs milliers de blessés (*Interfax Religion* 2008). Cette comparaison visait à produire un effet marquant et à alerter le public sur Rudnev. Elle était totalement inappropriée, car Ashram Shambhala, contrairement à Aum Shinrikyo, n'a jamais été associé à des actes de terrorisme.

Qui était à l'origine de la persécution ?

Bien que Rudnev fût un dissident politique autant que spirituel et qu'il critiquât ouvertement le régime, c'est l'Église orthodoxe russe qui fut le principal instigateur de la persécution. Si d'autres acteurs sont également apparus, le principal militant du mouvement antisectes employé par l'Église orthodoxe russe est Alexander Leonidovich Dvorkin. Il a également joué un rôle central dans l'affaire Rudnev.

L'Église orthodoxe russe et Dvorkin exprimèrent une inquiétude croissante face à l'expansion d'« Ashram Shambhala ». Ils estimaient que le mouvement comptait environ 20 000 disciples au début du XXI^e siècle et le présentaient de plus en plus comme l'une des principales organisations qualifiées de « secte » dans le pays.

Dvorkin consacrait fréquemment des articles à Rudnev et à « Ashram Shambhala » sur son site Internet iriney.ru. Dès 2003, ce site publia un article d'Alexander Novopashin, archiprêtre et principal collaborateur de Dvorkin au sein de l'organisation faïtière antisectes russe RATsIRS, qui décrivait « Ashram Shambhala » comme « une secte monstrueuse pratiquant le harcèlement, les abus sexuels sur mineurs, les violences sexuelles, les perversions et l'extorsion » (Novopashin 2003).

En 2004, un autre article publié sur le site de Dvorkin affirmait que les élèves ne se rendaient pas compte qu'ils étaient des « victimes » parce qu'ils avaient subi un « lavage de cerveau », et concluait : « Il est pratiquement impossible de fermer cette secte. Nous avons la loi “Sur la liberté de conscience et les associations

religieuses”, qui garantit à chacun le droit à la liberté de religion » (Zharikova 2004). Heureusement pour les partisans de Dvorkin, le climat politique changea par la suite.

Le fait que l'Église orthodoxe russe se trouvait à l'origine des poursuites engagées contre Rudnev est également confirmé par le fait qu'à l'issue de son procès, les livres spirituels et les objets religieux saisis furent détruits en vertu d'une décision de justice du 18 décembre 2013, mesure que l'Église orthodoxe russe réclamait depuis longtemps. Le tribunal ordonna la destruction non seulement des livres, mais aussi de « 53 disques compacts contenant des fichiers audio et vidéo de l'association religieuse » et même de « trois tambours rituels avec leurs maillets ».

Le mouvement antisectes dans la Russie post-soviétique

Après la christianisation de la Rus' de Kiev en 988 et l'expansion du christianisme vers le nord et l'est de l'Europe, l'orthodoxie orientale est devenue la tradition religieuse dominante en Russie.

En 1917, la Révolution bolchevique instaura la laïcité imposée par l'État et l'endoctrinement communiste, suivis d'une persécution généralisée de toutes les religions, y compris de l'Église orthodoxe. Cette situation perdura pendant plus de soixante-dix ans.

Au cours de la période de glasnost et de perestroïka initiée par Mikhaïl Gorbatchev (1931-2022), une loi importante fut adoptée. Le 25 octobre 1990, la Douma (chambre basse de l'Assemblée fédérale de Russie) adopta la « Loi sur la liberté de conscience ». Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, la pratique d'une religion fut reconnue comme un droit inaliénable de tous les citoyens.

L'une des conséquences immédiates de la loi de 1990 fut une expansion sans précédent et extrêmement rapide de la diversité religieuse. Des missionnaires protestants, catholiques, mormons, bouddhistes, hindous et d'autres traditions affluèrent en grand nombre en Russie. Plusieurs religions nouvelles d'origine étrangère gagnèrent rapidement des adeptes, mais leur développement rapide, ainsi que leurs sources de financement, suscitèrent également des inquiétudes au

sein de l'opinion publique. Un climat de suspicion s'installa, créant des conditions propices à l'émergence du mouvement antisectes.

Rudnev et son école comptèrent parmi les bénéficiaires de l'ouverture de la Russie à la diversité religieuse mondiale après 1991, mais ils furent également victimes de la vague de résistance, de réactions hostiles et de rejet qui s'ensuivit.

La croissance de la diversité religieuse commença à inquiéter l'Église orthodoxe russe lorsqu'elle la perçut comme une invasion, une menace pour l'identité russe et, finalement, une question existentielle (Šorytė 2020).

Par ailleurs, avec le retour progressif de l'Église orthodoxe russe sur la scène politique intérieure, le mouvement antisectes en Russie évolua, passant d'une préoccupation relativement marginale à une question majeure à la fois religieuse, politique et liée à la sécurité de l'État.

Le mouvement antisectes russe s'est d'abord développé comme une réaction de l'Église orthodoxe à l'afflux accéléré de missionnaires étrangers, de nouveaux mouvements religieux et de groupes spirituels alternatifs venus combler le vide laissé par l'athéisme d'État imposé.

La grave instabilité politique et économique du début des années 1990 contribua également à l'émergence de ce mouvement. L'effondrement de l'Union soviétique entraîna une profonde incertitude sociale, une dégradation du niveau de vie et la disparition de nombreuses institutions qui constituaient jusque-là les repères de la population.

Au cours des décennies suivantes, le mouvement antisectes orthodoxe s'est étroitement lié aux intérêts de l'État russe, qui a progressivement adopté des politiques restrictives à l'égard des religions minoritaires dont les centres de décision étaient situés à l'étranger (Human Rights Without Frontiers Correspondent in Russia 2012).

Les premières initiatives antisectes organisées apparurent après l'effondrement de l'Union soviétique. Dvorkin avait séjourné aux États-Unis avant de revenir en Russie au début des années 1990.

Pendant son séjour aux États-Unis, Dvorkin se convertit au christianisme orthodoxe russe et découvrit le mouvement antisectes occidental, qui s'appuyait largement sur des concepts tels que le « lavage de cerveau » et le « contrôle

mental » pour expliquer les conversions au sein des groupes religieux pratiquant le prosélytisme.

À son retour en Russie en 1992, il adapta ces idées au contexte post-soviétique, soutenant que les « sectes totalitaires » constituaient une menace non seulement pour les croyants eux-mêmes, mais aussi pour la société russe et l'identité nationale.

En 1993, avec la bénédiction du patriarche Alexis II, il fonda, sous les auspices de l'Église orthodoxe russe, le Centre d'information et de consultation Saint-Irénée de Lyon (Saint Irenaeus of Lyons Information-Consultation Center - SILIC). Ce centre devint la principale organisation antisectes en Russie, constituant une vaste documentation sur les nouveaux mouvements religieux et produisant des ressources pédagogiques et consultatives. Dvorkin soutenait que certains groupes religieux recouraient à la manipulation psychologique, exploitaient leurs membres et constituaient un danger pour la société (Human Rights Without Frontiers Correspondent in Russia 2012).

Contrairement à de nombreux mouvements antisectes occidentaux, qui se sont souvent développés indépendamment des Églises établies, le mouvement antisectes russe est devenu profondément lié à l'Église orthodoxe russe. Les dirigeants orthodoxes considéraient l'afflux de groupes religieux étrangers comme une menace pour l'identité spirituelle et culturelle de la Russie. La rhétorique antisectes présentait fréquemment les religions minoritaires d'origine étrangère non seulement comme des organisations dangereuses, mais aussi comme des agents d'influence étrangers sapant les traditions nationales. Cette interprétation trouvait un écho dans les sentiments nationalistes qui se renforçaient progressivement en Russie post-soviétique.

Dans le contexte des controverses qui s'ensuivirent, le prosélytisme étranger devint un sujet vivement débattu. Plusieurs régions russes adoptèrent des lois locales favorisant les religions historiques et limitant les activités missionnaires des nouveaux groupes religieux. Les nouveaux mouvements religieux devinrent le principal objet de ces controverses ainsi que la principale cible de ces législations locales.

En 1997, une loi majeure fut adoptée : la Loi sur la liberté de conscience et les associations religieuses. Elle reflétait les tensions évoquées ci-dessus et imposait d'importantes restrictions à l'enregistrement des organisations religieuses, et, par

conséquent, aux activités des groupes religieux d'origine étrangère. Les communautés religieuses enregistrées en vertu de la loi de 1990 furent tenues de procéder à une nouvelle inscription. Beaucoup se virent refuser ce droit et contestèrent cette décision devant les juridictions nationales, puis devant la Cour européenne des droits de l'homme, notamment l'Armée du Salut, les Jésuites, les Témoins de Jéhovah et l'Église de Scientologie.

La loi ne visait pas explicitement les « sectes », mais elle établissait une distinction entre les religions « traditionnelles » et les organisations religieuses plus récentes. Les groupes qui ne pouvaient démontrer une longue histoire d'activité en Russie se trouvaient confrontés à d'importants désavantages juridiques. Les dirigeants de l'Église orthodoxe et les militants du mouvement antisectes soutinrent largement cette législation.

La loi instaura également un vaste système d'enregistrement obligeant les organisations religieuses à fournir leurs documents constitutifs, à identifier leurs fondateurs et à satisfaire à diverses exigences administratives. Bien que les groupes non enregistrés ne fussent pas officiellement interdits, ils évoluaient dans un environnement juridique de plus en plus incertain, lequel devint encore plus restrictif avec l'adoption ultérieure de la législation relative à l'extrémisme, qui renforça le contrôle exercé par l'État. La loi reconnaissait explicitement le « rôle particulier » de l'orthodoxie tout en reconnaissant également l'islam, le judaïsme et le bouddhisme comme des religions traditionnelles, renforçant ainsi une hiérarchie qui favorisait les religions établies au détriment des nouveaux mouvements religieux.

La loi de 1997, ainsi que l'orientation idéologique et les politiques adoptées par la suite par les autorités russes, étaient inspirées par la volonté de garantir la « sécurité spirituelle » de la Russie. Ce nouveau concept définissait le rôle supposé de l'Église orthodoxe russe dans la protection des valeurs nationales et de la sécurité de l'État. Il mit ainsi un terme à la brève période de liberté religieuse que la Russie avait connue après l'adoption, en 1990, de la Loi sur la liberté de conscience.

En 2000, l'administration de Vladimir Poutine déclara dans son Concept de sécurité nationale :

La garantie de la sécurité nationale de la Fédération de Russie comprend également la protection du patrimoine culturel, spirituel et moral, des traditions historiques et des normes de la vie publique, ainsi que la préservation de l'héritage culturel de tous les

peuples de Russie. L'État doit mettre en œuvre une politique destinée à préserver le bien-être spirituel et moral de la population, à interdire l'utilisation des médias audiovisuels pour promouvoir la violence ou les instincts les plus bas, et à lutter contre l'influence néfaste des organisations religieuses étrangères et des missionnaires (Human Rights Without Frontiers Correspondent in Russia 2012, 270).

Ce concept de « sécurité spirituelle » devint un élément important de la politique de sécurité nationale. À partir du Concept de sécurité nationale de 2000, la protection du patrimoine spirituel et moral de la Russie fut de plus en plus présentée comme une responsabilité de l'État. Les militants du mouvement antisectes trouvèrent des interlocuteurs réceptifs au sein des institutions de l'État, qui présentaient les religions minoritaires comme des menaces non seulement pour les croyants eux-mêmes, mais aussi pour les valeurs patriotiques et la stabilité sociale.

Au cours des années 2000, le discours antisectes s'est progressivement institutionnalisé. Sous la direction de Vladimir Poutine, l'État russe a promu une vision de l'unité nationale étroitement associée au christianisme orthodoxe. Les organisations du mouvement antisectes ont renforcé leur coopération avec les agences gouvernementales, les établissements d'enseignement et les organismes chargés de l'application de la loi. Des conférences, des publications et des programmes de formation mettaient en garde contre les dangers des « sectes destructrices », expression qui s'est largement imposée bien qu'elle ne dispose d'aucune définition juridique claire.

Le concept de « secte totalitaire », utilisé et largement instrumentalisé par Dvorkin, est demeuré au cœur du mouvement antisectes russe. Ses défenseurs soutenaient que ces groupes exerçaient un contrôle excessif sur leurs membres, les isolaient de la société et manipulaient leurs croyances. Les critiques faisaient toutefois remarquer que cette qualification était appliquée de manière très large à de nombreuses religions minoritaires d'origine étrangère, y compris à des groupes qui n'avaient aucun passé de violence ni de comportements criminels. Les spécialistes des religions ont souvent reproché à la littérature antisectes russe de s'appuyer sur des définitions polémiques plutôt que sur des définitions académiques.

La « sécurité spirituelle » est ainsi devenue le fondement d'une campagne nourrie par une paranoïa à l'égard des ennemis « étrangers » et des idées « étrangères », ainsi que de mesures visant à restreindre injustement la liberté de

religion ou de conviction des citoyens russes ayant choisi de suivre une voie spirituelle non consensuelle.

Les idées russes ont également été exportées à l'étranger grâce au rôle important joué par Dvorkin au sein de la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme (FECRIS), dont il fut vice-président pendant de nombreuses années, jusqu'à son départ en 2023 en raison de son soutien à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Une autre étape importante fut l'adoption et la mise en œuvre, en 2002, de la Loi sur la lutte contre les activités extrémistes. Cette loi avait initialement été justifiée par la nécessité de lutter contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Toutefois, le gouvernement fédéral l'utilisa progressivement dans sa croisade pour la « sécurité spirituelle » afin de viser ce qu'il appelait « l'extrémisme religieux » et de censurer les publications religieuses que certains « experts » russes qualifiaient d'« extrémistes ».

La Loi de 2002 sur la lutte contre les activités extrémistes employait des définitions larges et imprécises de l'extrémisme, permettant ainsi aux autorités d'enquêter sur un large éventail d'organisations religieuses et d'engager des poursuites à leur encontre.

Au fil des années, l'influence de Dvorkin s'est étendue au-delà de son activité publique. En 2009, il fut nommé président du Conseil d'experts du gouvernement chargé de conseiller les autorités sur l'enregistrement et les activités des organisations religieuses. Cette nomination confiait à une figure de premier plan du mouvement antisectes un rôle institutionnel dans la mise en œuvre de la politique religieuse russe, illustrant le rapprochement toujours plus étroit entre les organisations antisectes et l'État.

La loi accordait aux autorités le pouvoir de censurer la liberté d'expression religieuse et de criminaliser un large éventail d'activités religieuses. À partir de 2004, le gouvernement commença à engager des poursuites pour ce qu'il qualifiait d'« extrémisme » et à adresser des avertissements contre certaines activités religieuses. L'argument avancé était que la loi de 2002 interdisait toute forme d'expression promouvant la supériorité d'une religion sur une autre, c'est-à-dire, en pratique, sur l'Église orthodoxe russe. Son article 13 prévoyait l'établissement d'une liste fédérale des documents déclarés extrémistes et interdits.

Le premier amendement à la loi de 2002 fut examiné par la Douma d'État en 2006. Parmi les modifications apportées figurait l'élargissement de la définition de l'activité extrémiste, afin d'y inclure des actes non violents de désobéissance civile. Cet amendement préoccupant prévoyait notamment que :

- a) la définition de l'extrémisme inclurait la diffamation de représentants de l'État liée à des accusations d'extrémisme ou de crimes particulièrement graves ;
- b) tout acte de violence (y compris l'hooliganisme) dirigé contre un représentant de l'État serait qualifié d'extrémisme ;
- c) seraient interdites non seulement les incitations à des activités extrémistes, mais également les « justifications » de telles activités.

En conséquence, la loi définit désormais l'activité extrémiste comme « l'incitation à la haine raciale, nationaliste ou religieuse, ainsi qu'à la haine sociale ». Le caractère vague de cette définition laisse aux autorités une grande latitude pour qualifier d'« incitation à la haine religieuse » tout enseignement religieux qui contredirait celui des « religions traditionnelles ».

Les années 2010 furent marquées par une convergence encore plus étroite entre le mouvement antisectes et les préoccupations liées à la sécurité de l'État. Des lois initialement destinées à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme politique furent de plus en plus appliquées aux nouveaux mouvements religieux.

De nouvelles dispositions législatives, notamment les amendements Yaroïa de 2016, imposèrent des restrictions supplémentaires aux activités missionnaires en limitant la diffusion des croyances religieuses en dehors des cadres officiellement autorisés et en renforçant la surveillance des communautés religieuses par l'État.

L'ensemble de ces mesures législatives fut utilisé comme une arme pour interdire progressivement des religions minoritaires d'origine étrangère. L'exemple le plus marquant fut l'interdiction, en 2017, du mouvement pacifique des Témoins de Jéhovah, qualifié d'organisation extrémiste, alors même que ses membres s'opposent à la guerre et au service militaire.

Parallèlement, le mouvement antisectes élargit son champ d'action au-delà du domaine religieux. Les inquiétudes concernant la manipulation psychologique, les organisations commerciales de développement personnel, les mouvements ésotériques et les communautés présentes sur Internet se firent de plus en plus fréquentes. Les militants russes du mouvement antisectes soutenaient que des

formes dangereuses d'influence sociale pouvaient apparaître aussi bien dans des contextes religieux que dans des contextes séculiers. Ils demeuraient toutefois principalement attachés aux questions de sécurité nationale, de souveraineté culturelle et de protection de l'identité religieuse traditionnelle.

Au cours des années 2020, le mouvement antisectes était devenu un élément stable de l'environnement politique et religieux russe. Les agences gouvernementales, les institutions orthodoxes et les organisations du mouvement antisectes collaboraient régulièrement pour identifier et dénoncer les groupes considérés comme dangereux pour la société. Les débats publics sur les « sectes » s'alignaient de plus en plus sur les préoccupations plus générales de l'État, relatives à l'influence étrangère, à la sécurité de l'information et à la cohésion idéologique.

Plus largement, le discours antisectes est passé d'une campagne menée par l'Église orthodoxe contre certaines religions minoritaires étrangères à un cadre idéologique permettant à l'État de justifier un contrôle accru de la vie religieuse au nom de la sécurité nationale, de la souveraineté spirituelle et de la protection des valeurs traditionnelles.

L'affaire judiciaire Dvorkin-Rudnev

En octobre 2010, Dvorkin a accordé une interview à *Pravda.ru* au sujet de Rudnev et d'« Ashram Shambhala ». L'article a été publié sous le titre : « L'organisateur d'orgies occultes risque une peine de prison » (Gumanova 2010).

Au cours de cette interview, Dvorkin a décrit Rudnev comme « un escroc et un fraudeur bien connu, présentant des tendances sadiques prononcées ». Selon l'article, Dvorkin a en outre affirmé qu'en raison des activités d'« Ashram Shambhala », « des personnes disparaissaient », que les membres étaient soumis à un « harcèlement cruel » et participaient à des « orgies sexuelles collectives ». Il a également déclaré que les membres « étaient torturés, battus, avaient la tête plongée dans les toilettes, brûlés avec des cigarettes et mutilés ». Il a ajouté que « quelques années auparavant, il [Rudnev] avait été placé dans un hôpital psychiatrique afin d'évaluer sa santé mentale, mais qu'il s'était soustrait à l'enquête ».

Rudnev a ensuite intenté une action civile contre Dvorkin afin d'obtenir la protection de son honneur et de sa réputation, et a également engagé une procédure contre *Pravda.ru* en réparation du préjudice moral. Il a demandé la publication d'un droit de réponse afin de réfuter ces allégations et a réclamé une indemnisation de 500 000 roubles à Pravda.ru et de 1 000 000 de roubles à Dvorkin.

Le tribunal de district Basmanny de Moscou a ouvert la procédure en 2011, mais aucun des défendeurs – y compris *Pravda.ru*, Dvorkin et le journaliste auteur de l'article – ne s'est présenté aux audiences préliminaires. Le 26 mars 2012, le tribunal a rejeté les demandes de Rudnev. Celui-ci a interjeté appel, mais, le 22 août 2012, le tribunal municipal de Moscou a confirmé le rejet.

Les motifs invoqués par le tribunal pour exonérer Dvorkin, identifié sous les initiales D.A.L., de toute responsabilité méritent d'être cités :

La cour considère cette conclusion fondée, dès lors que D.A.L. agissait en l'espèce en qualité de représentant d'une organisation publique. En rejetant les demandes dirigées contre D.A.L., le tribunal de première instance s'est à juste titre fondé sur le fait que, au regard de la législation civile en vigueur, le critère permettant de distinguer les affirmations relatives à des faits et à des événements des jugements de valeur (opinions, convictions, croyances) réside dans la possibilité de vérifier si ces informations correspondent à la réalité, si elles sont vraies ou fausses. La déclaration contestée par le demandeur ne peut être considérée comme une affirmation portant sur un fait ou un événement, mais constitue une opinion, un jugement ou une conviction qui ne peut être vérifiée au regard de la réalité et ne peut, par conséquent, bénéficier d'une protection judiciaire au titre de l'article 152 du Code civil de la Fédération de Russie (Chambre civile du tribunal municipal de Moscou 2012).

Selon la formation de jugement, le tribunal de première instance était parvenu à la « conclusion fondée » que les déclarations de Dvorkin ne contenaient aucune affirmation de fait, mais uniquement des « opinions ». Cette conclusion était manifestement erronée, puisque l'affirmation selon laquelle les membres « étaient torturés, battus, avaient la tête plongée dans les toilettes, étaient brûlés avec des cigarettes et étaient mutilés » décrit des faits allégués et non une opinion. Elle aurait dû être « vérifiée au regard de la réalité », d'autant plus que Rudnev n'a jamais été condamné pour ces crimes.

La protection ainsi accordée à Dvorkin par le tribunal constituait une preuve supplémentaire des relations symbiotiques existant entre l'Église orthodoxe russe (EOR), le mouvement antisectes, les juridictions et les médias en Russie sous l'égide du régime de Poutine. Elle signifie également que les décisions rendues en

Russie ou les publications des médias russes ne devraient pas être considérées comme des éléments de preuve à l'étranger. Elles relèvent de la propagande et, plutôt que de décrire des faits, expriment la position de l'Église orthodoxe russe (EOR) et du régime, tout en servant d'instruments de persécution à l'encontre des dissidents spirituels et politiques.

Références

J'ai également consulté, par l'intermédiaire des avocats de Konstantin Rudnev, les dossiers des différentes procédures judiciaires en Russie ainsi que les pièces qui y étaient annexées.

Civil Division of the Moscow City Court. 2012. Arrêt d'appel, 22 août. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/3ToRcIh>.

European Court of Human Rights. 2010. *Jehovah's Witnesses of Moscow and Others v. Russia*. 10 juin. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/44ozg2K>.

Gumanova, Olga. 2010. « Организатора оккультных оргий ждет тюрьма » (L'organisateur des orgies occultes risque la prison). *Pravda.ru*, 7 octobre. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4ppvmk1>.

Human Rights Without Frontiers Correspondent in Russia. 2012. « FECRIS and Its Affiliate in Russia: The Orthodox Clerical Wing of FECRIS. » *Religion - Staat - Gesellschaft* 2012(2):267-306.

Interfax Religion. 2008. « Задержанный ранее лидер секты "Ашрам Шамбалы" находится на свободе » (Le dirigeant de la secte « Ashram Shambhala », précédemment arrêté, est en liberté). 29 octobre. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/3RcayzP>.

Introvigne, Massimo. 2022. *Brainwashing: Reality or Myth?* Cambridge : Cambridge University Press.

Novopashin, Alexander. 2003. « ШКОЛА ДЛЯ ДУРАКОВ » (L'école des fous). *Iriney.ru*, 12 octobre. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4po1OmK>.

[Petukhova, Polina, et autres]. s.d. *Путь Дурака* (La Voie du Fou). 2 vol. S.l. : édition privée.

Šorytė, Rosita. 2020. « Opposition to Jehovah's Witnesses in Russia : The Cultural Roots. » *The Journal of CESNUR* 4(6):11-24. DOI : 10.26338/tjoc.2020.4.6.2

Zharikova, Anna. 2004. « Пленница по своей воле » (Prisonnière de son propre gré). *Iriney.ru*, 26 août. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/3T5KYx0>.

**La fabrication des monstres :
comment les médias russes ont construit l'affaire Rudnev**

Rosita Šorytė

Fédération internationale pour la liberté de croyance (FOB)

rosita_soryte@hotmail.com

RÉSUMÉ : Cet article examine la manière dont les médias russes – tant progouvernementaux que d'opposition – ont construit l'image de Konstantin Rudnev et d'« Ashram Shambhala » en tant que « secte » paradigmatique, en s'appuyant sur un répertoire durable de sensationnalisme, de panique sexuelle, d'occultisme, de rhétorique du « lavage de cerveau » et de récits d'atrocités. S'appuyant sur une analyse des médias, du discours du mouvement antisectes et du contexte politico-religieux plus large de la Russie post-soviétique, cette étude montre que l'image publique de Rudnev a été façonnée bien avant les procédures judiciaires, grâce à des interactions coordonnées entre les institutions de l'État, l'Église orthodoxe russe (EOR) et des militants du mouvement antisectes tels qu'Alexander Dvorkin et Alexander Novopashin. L'article met en évidence le paradoxe selon lequel des médias indépendants et opposés au Kremlin – notamment *Meduza*, *The Moscow Times* et *Redaksiya* – ont reproduit les mêmes stéréotypes antisectes que les médias d'État, en s'appuyant sur les témoignages d'anciens membres, sur des accusations reprises sans vérification et sur des notions pseudo-scientifiques de « contrôle mental ». Cette convergence reflète des biais structurels qui dépassent les clivages politiques et reproduit des schémas similaires à ceux observés dans les médias occidentaux influencés par les réseaux du mouvement antisectes. L'affaire Rudnev montre comment les récits médiatiques, une fois établis, circulent au-delà des frontières nationales et peuvent être instrumentalisés dans des juridictions étrangères, contribuant ainsi à un système mondial de stigmatisation et de vulnérabilité juridique des mouvements spirituels minoritaires.

MOTS-CLÉS : Konstantin Rudnev, Ashram Shambhala, mouvement antisectes en Russie, *Meduza*, Alexey Pivovarov.

Introduction

Les sociétés modernes supposent souvent que la discrimination à l'égard des minorités religieuses ou spirituelles résulte des politiques de l'État ou de la répression policière. En réalité, bien avant qu'un tribunal n'intervienne ou qu'un gouvernement n'adopte des mesures restrictives, les médias jouent fréquemment un rôle décisif dans la formation de la perception publique des mouvements religieux peu connus. Par le sensationnalisme, la présentation sélective des faits et la répétition non critique de stéréotypes, les journalistes contribuent à construire

l'image de certains groupes comme intrinsèquement dangereux, manipulateurs ou criminels. Une fois cette image solidement établie, la répression devient plus facile à justifier, et les victimes des préjugés se retrouvent isolées, stigmatisées et privées de la présomption d'innocence. Les médias ne se contentent pas de refléter les peurs de la société ; ils contribuent à les créer.

Dans cet article, j'examinerai comment les médias russes ont contribué à construire Konstantin Rudnev comme l'archétype du « méchant chef de secte » et son organisation, « Ashram Shambhala », comme la « secte » stéréotypée par excellence. Dans la première partie, j'analyserai l'attitude des médias officiels russes, qui soutiennent le régime de Poutine et recourent depuis longtemps à la rhétorique du mouvement antisectes comme instrument de contrôle social. Dans la seconde partie, je m'intéresserai aux principaux médias d'opposition, dont les positions politiques sont radicalement différentes, mais dont le traitement de Rudnev est remarquablement similaire. La particularité de l'affaire Rudnev réside dans le fait que, contrairement à ce qui se produit sur d'autres questions politiques et sociales, l'attitude des médias progouvernementaux et d'opposition est, dans une large mesure, identique. Je conclurai en examinant les raisons de ce phénomène apparemment contre-intuitif et en montrant comment il révèle des biais structurels plus profonds qui transcendent les divisions idéologiques.

Le paysage médiatique russe et les « sectes »

Dans la Russie contemporaine, le paysage médiatique « officiel » n'est pas un marché ouvert où des récits concurrents s'affrontent, mais un écosystème étroitement contrôlé, dans lequel les procureurs, les services de sécurité de l'État et les autorités religieuses façonnent la perception du public bien avant qu'un tribunal ne rende son verdict. Ce système apparaît de manière particulièrement évidente dans les affaires relatives aux mouvements spirituels minoritaires, où l'État, l'Église orthodoxe russe (EOR) et les militants du mouvement antisectes collaborent afin de produire un récit unique : celui de la « secte » présentée comme une menace monstrueuse pour la société. L'affaire de Konstantin Rudnev et d'« Ashram Shambhala » constitue un exemple typique du fonctionnement de ce mécanisme.

Les médias russes sont en théorie diversifiés, mais, en pratique, la plupart des organes de presse – les chaînes de télévision nationales, les journaux régionaux et

les principaux portails d'information en ligne — évoluent dans un cadre défini par la loyauté politique et la dépendance à l'égard des procureurs. Dans les affaires pénales, les journalistes mènent rarement leurs propres enquêtes. Ils reprennent, au contraire, les récits fournis par le Comité d'enquête, le FSB ou les procureurs locaux. Comme l'ont montré des analyses indépendantes du procès Rudnev, cette procédure judiciaire était entachée de contradictions, de témoignages peu fiables et de nombreuses irrégularités procédurales (Duval, dans le présent numéro de *The Journal of CESNUR*). Pourtant, aucune de ces complexités n'apparaît dans les médias dominants.

Le rôle des médias russes n'est pas de remettre en question le récit officiel, mais de l'amplifier. Lorsque l'État, l'Église orthodoxe russe (EOR) et les procureurs décident qu'un maître spirituel constitue une menace (d'autant plus lorsque ce maître, comme Rudnev, critique également l'État et le régime), la machine médiatique commence à produire des articles qui le présentent comme violent, manipulateur, sexuellement déviant et dangereux. Il en résulte un consensus public établi avant même le début de toute procédure judiciaire.

Ce mécanisme est renforcé par l'Église orthodoxe russe (EOR), qui bénéficie d'un accès privilégié aux institutions de l'État et aux plateformes médiatiques. Après son renouveau consécutif à l'effondrement de l'Union soviétique, l'Église orthodoxe russe (EOR) a commencé à perdre des fidèles pour diverses raisons. La concurrence des minorités spirituelles n'en était pas la principale cause. Il était cependant plus facile pour l'Église orthodoxe russe (EOR) d'attribuer ce phénomène au « vol de brebis » commis par les « sectes » que d'examiner les causes profondes de son déclin (Šorytė 2020). Des militants du mouvement antisectes tels qu'Alexander Dvorkin et Alexander Novopashin — tous deux employés de l'Église — interviennent en tant qu'« experts » dans presque tous les reportages consacrés aux nouveaux mouvements religieux. Leur présence garantit que toute forme de spiritualité alternative est présentée comme une « secte totalitaire » (Dvorkin 2002), indépendamment des éléments de preuve (Human Rights Without Frontiers Correspondent in Russia 2012).

Après 2022, Novopashin et Dvorkin sont devenus tristement célèbres à l'international en raison de leur soutien à la guerre d'agression contre l'Ukraine et de leurs affirmations répétées selon lesquelles le gouvernement ukrainien serait lié à plusieurs « sectes », notamment à l'Église de Scientologie, aux pentecôtistes américains et même à des satanistes (Berzano et autres 2022). En réalité, leur

propagande anti-ukrainienne avait commencé bien avant. Leur attitude, ainsi que les protestations d'universitaires ukrainiens, ont conduit la fédération européenne antisectes FECRIS, dont Dvorkin avait été vice-président de 2009 à 2023, à rompre publiquement ses relations avec la branche russe dirigée par Dvorkin et Novopashin en 2023 (Introvigne 2025).

Dvorkin et Novopashin ont tous deux joué un rôle essentiel dans la construction de Rudnev en tant qu'ennemi public, à la fois de l'État et de l'Église. Novopashin est intervenu dans plusieurs reportages consacrés à « Ashram Shambhala » et a ensuite affirmé qu'au moment de l'enquête ayant conduit à l'arrestation de Rudnev, il « travaillait aux côtés des enquêteurs, assistant à plusieurs reprises aux saisies de preuves dans les appartements des membres de la secte », et qu'il avait procédé à la déprogrammation de certains de ses « membres » (Lobanov 2023, vidéo 3). Cette participation d'un prêtre orthodoxe engagé dans le mouvement antisectes à une opération de police visant les appartements des « membres de la secte » est en elle-même révélatrice et met en évidence les liens indissociables entre la police, les services de sécurité de l'État, les militants du mouvement antisectes et l'Église orthodoxe russe (EOR) dans la répression des minorités religieuses en Russie.

Dvorkin est également intervenu à de nombreuses reprises dans les médias pour commenter le cas de Rudnev. En 2010, au moment de l'arrestation de Rudnev, il a fixé la ligne officielle des médias gouvernementaux lors d'une interview accordée à Pravda.ru le 7 octobre. Dvorkin y qualifiait « Ashram Shambhala » de « l'une des sectes totalitaires les plus tristement célèbres » et Rudnev de « célèbre escroc et fraudeur présentant des tendances sadiques prononcées ». Il dressait ensuite un portrait de la « secte » destiné à la fois à effrayer et à fasciner les lecteurs. « Les adeptes de la secte étaient soumis à un harcèlement cruel et participaient à des orgies sexuelles collectives », déclarait Dvorkin. « Ils étaient torturés, battus, avaient la tête plongée dans les toilettes, brûlés avec des cigarettes et mutilés » (Gumanova 2010).

Dvorkin reconnaissait que les preuves de ces crimes horribles étaient rares (et, de fait, même les juges russes, pourtant partiaux, n'ont finalement pas retenu ces accusations parmi les chefs d'inculpation pour lesquels Rudnev a été condamné par la suite). Les membres de la prétendue « secte » niaient que ces faits se soient produits. Dvorkin avançait alors l'explication habituelle des militants du mouvement antisectes : le « lavage de cerveau ». Il expliquait que « la volonté des

membres de la secte était tellement anéantie qu'ils ne reconnaissaient pas eux-mêmes qu'ils étaient des victimes. C'est pourquoi il était très difficile d'ouvrir une procédure pénale » (Gumanova 2010).

La construction de Rudnev comme « monstre » par les médias russes progouvernementaux

Une analyse d'un échantillon d'articles publiés dans les principaux médias russes progouvernementaux, avant et pendant le procès de Rudnev, permet d'identifier sept thèmes rhétoriques. Pris ensemble, ils montrent comment la machine médiatique russe fabrique des « monstres » et « chefs de sectes » selon une séquence prévisible :

1. Le sensationnalisme
2. La panique sexuelle
3. L'occultisme et le mysticisme
4. Le « lavage de cerveau » et l'asservissement psychologique
5. La violence, les suicides et la mort
6. L'exploitation financière
7. La menace contre les enfants et les familles

L'affaire Rudnev réunit tous ces éléments, répétés dans des dizaines d'articles et d'émissions de télévision.

Premièrement, l'affaire est présentée comme sensationnelle. Les lecteurs sont informés qu'elle est unique et qu'elle constitue la manifestation d'un mal extraordinaire. Elle mérite donc toute leur attention.

Deuxièmement, la panique morale est présentée sous la forme d'une panique sexuelle. Le titre de Pravda.ru au moment de l'arrestation de Rudnev était : « L'organisateur d'orgies occultes risque une peine de prison ». Les lecteurs apprenaient que les rituels du groupe impliquaient des « femmes nues » et des « esclaves sexuelles » (Gumanova 2010). Bien que Rudnev ait été condamné pour les violences sexuelles présumées commises à l'encontre d'une femme – dont le témoignage a changé au cours de l'enquête et du procès et présentait de graves

problèmes de crédibilité – l'« organisation d'orgies » ne figurait pas parmi les chefs d'accusation.

Troisièmement, afin d'ajouter une dimension encore plus sensationnelle, ces « orgies » étaient qualifiées d'« occultes ». Nous étions au XXI^e siècle et non au XVI^e, mais le spectre de la magie noire continuait de hanter les médias et leur public. Si l'ésotérisme et le mysticisme fascinent de nombreuses personnes, ils demeurent, par définition, mystérieux et peuvent donc également être utilisés pour susciter la peur.

Quatrièmement, Dvorkin et le mouvement antisectes russe dominaient depuis des décennies le récit médiatique consacré aux nouveaux mouvements religieux et avaient popularisé la notion de « lavage de cerveau » comme pratique caractéristique des « sectes destructrices ». Pourquoi des personnes rejoignent-elles des groupes ésotériques, occultes et sexuellement déviants qu'aucune personne normale n'intégrerait ? Parce qu'elles ont subi un « lavage de cerveau ». Pourquoi leurs prétendues « victimes » nient-elles être des victimes ? Parce que les « sectes » auraient développé des techniques mystérieuses leur permettant de contrôler leur esprit.

Cinquièmement, même en l'absence de toute preuve, le mouvement et ses dirigeants étaient associés à des affaires suspectes de décès, de suicides et d'homicides. Dès 2008, *Komsomolskaya Pravda* affirmait que les « membres de la secte » de Rudnev avaient « poussé au moins trois personnes au suicide », ce qui prouvait que Rudnev était « le chef de secte le plus dangereux de Russie » (*Komsomolskaya Pravda* 2008). Aucun élément de preuve n'était présenté ; cette affirmation ne servait qu'à produire un choc moral. Cet article semble être à l'origine de l'histoire d'un certain « Vladislav Bolshakov », présenté comme un « membre de la secte » qui se serait « pendu en 2002 » et aurait été « enterré dans des plantations forestières situées à proximité du chalet de Rudnev à Plotnikovo ». Cette histoire était attribuée à d'anciens membres mécontents, restés anonymes, qui « ne se souvenaient pas exactement » des faits. Elle est devenue virale et continue d'être relayée, passant d'un média à l'autre. Pourtant, les différentes enquêtes menées contre Rudnev n'ont mis au jour ni corps enterré ni aucun élément permettant d'établir que « Vladislav Bolshakov » se serait pendu.

En 2021, toutefois, le problème de l'absence de preuves a été résolu par la populaire émission de télé-réalité de TNT « Битва экстрасенсов » (« Le défi des médiums »), une compétition télévisée de longue date réunissant des personnes se

présentant comme des voyants. Comme l'a rapporté un tabloïd sibérien, au cours de l'émission, un médium russe, Maxim Levin, qui se présentait comme un « sorcier russe », a regardé une photographie de Rudnev et a déclaré avec assurance : « Il y a des cadavres derrière lui » (Sib.fm 2021).

Sixièmement, comme c'est généralement le cas dans leur traitement des groupes stigmatisés en tant que sectes, les médias mettent l'accent sur l'argent, les biens et la fraude. Les médias ont publié des listes et des photographies d'appartements, de voitures et de bijoux prétendument liés à la « secte ». Novopashin a ensuite affirmé que « l'enquêteur qui a arrêté Rudnev la première nuit a reçu de sa part une offre très tentante ; comme il me l'a raconté, Rudnev lui a proposé jusqu'à un million de dollars pour acheter son silence » (Lobanov 2023, vidéo 3). Une fois encore, Rudnev n'a jamais été poursuivi pour avoir tenté de corrompre un policier. À moins que le prêtre du mouvement antisectes n'ait inventé cette histoire, le policier a omis d'en informer les procureurs. Il n'en a informé que Novopashin. Ce même Novopashin raconte que, lorsqu'il accompagnait la police lors des perquisitions dans les appartements des « membres de la secte », il a trouvé, dans l'un d'eux, « des bijoux en or dans un sac en plastique » (Lobanov 2023, vidéo 3), comme s'il s'agissait d'un détail exceptionnel ou scandaleux, ou comme si seuls les « membres de la secte » conservaient des bijoux à leur domicile.

Septièmement, les médias russes présentent souvent les « sectes » comme une menace pour les enfants. Ils savent que ce danger trouve immédiatement un écho auprès de leur public. Un documentaire consacré à Rudnev, diffusé sur la chaîne de télévision populaire NTV, s'ouvre sur une mère se recueillant sur la tombe de son fils, ce qui renforce le récit de la destruction des familles (NTV s.d.). Selon ce récit, le fils aurait été membre de l'école de Rudnev et se serait suicidé en se jetant d'un pont.

La rhétorique est constante : les « sectes » détruisent les familles, enlèvent les enfants et anéantissent l'autorité parentale. Cette représentation est conforme à la position de longue date de l'Église orthodoxe russe (EOR), selon laquelle les spiritualités alternatives portent atteinte aux valeurs traditionnelles.

Au moment où Rudnev a été arrêté, jugé et condamné, le public avait déjà été conditionné à le considérer comme un monstre. Les médias avaient produit des centaines d'articles, de vidéos et de reportages télévisés le présentant comme un prédateur sexuel, un sorcier occulte, un manipulateur et un cerveau criminel.

Ce récit n'était pas le résultat d'un journalisme d'investigation, mais d'un système bien organisé dans lequel les procureurs, les services de sécurité de l'État, l'Église orthodoxe russe (EOR) et les militants du mouvement antisectes œuvraient ensemble pour dépeindre les « sectes » comme des menaces existentielles.

L'affaire Rudnev montre avec quelle facilité un mouvement spirituel peut être transformé, par la machine médiatique alignée sur l'État, en une conspiration criminelle. Elle montre également combien il est difficile, pour les tribunaux, les chercheurs ou les défenseurs des droits de l'homme, de remettre en cause un récit une fois qu'il a été fabriqué.

La machine médiatique ne fonctionne pas au hasard. Rudnev a été pris pour cible non seulement parce qu'il avait fondé un mouvement spirituel indépendant, mais aussi parce qu'il critiquait l'État et le régime. Ses enseignements comprenaient des éléments d'anti-autoritarisme, d'autonomie personnelle et de rejet des structures sociales conventionnelles. Dans un système où l'indépendance spirituelle est perçue comme une forme de dissidence politique, de tels mouvements sont considérés comme des menaces.

Des médias critiques à l'égard du régime prennent également Rudnev pour cible

Rudnev se trouve toutefois dans une situation tout à fait particulière, puisqu'il a été victime à deux reprises de campagnes de diffamation médiatique. Il est diffamé par les médias fidèles au régime de Poutine. Mais même les médias d'opposition au régime – ceux qui sont critiques à l'égard du Kremlin – reprennent le même récit du mouvement antisectes et mettent en avant les mêmes « experts », notamment Alexander Dvorkin et Alexander Novopashin. La machine à fabriquer des monstres ne se limite pas à la propagande de l'État ; elle est devenue un réflexe culturel.

Quelques jours après la libération de Rudnev de prison en 2021, le magazine libéral et laïque *Snob* publia une série de trois articles consacrés au prétendu caractère malveillant de sa « secte ». Le premier (Pokidova et Valyakin 2021a) relatait un récit classique d'apostat, mettant en scène Elena Zakharova, présentée comme une dirigeante importante de la « secte » qui était parvenue à s'en échapper. Le terme « apostat » est un terme technique utilisé par les sociologues pour désigner les anciens membres d'un groupe qui militent ensuite contre celui-ci. La plupart des anciens membres ne sont pas des apostats. Selon d'autres étudiants que j'ai interrogés, Zakharova était effectivement une étudiante avancée, mais elle

a quelque peu exagéré son importance dans les récits qu'elle a livrés après sa rupture avec Rudnev. Ils rapportent également que cette rupture était principalement due à des raisons personnelles, Zakharova s'attendant à ce que Rudnev l'épouse. Lorsque cela ne s'est pas produit, ils affirment qu'elle a réagi comme le ferait n'importe quelle femme éconduite.

Le deuxième article de *Snob* reprenait les récits habituels concernant les suicides, les orgies et le trafic de drogue, en s'appuyant sur les premiers articles publiés par les médias russes et sur les récits fantaisistes de Zakharova (Pokidova et Valyakin 2021b). Le troisième article suivait Zakharova dans sa transformation de « membre de la secte » en militante du mouvement antisectes, avec un projet intitulé « Stopsekta » (« Stop the Cult »), et faisait intervenir l'inévitable Alexander Dvorkin (Pokidova et Valyakin 2021c). Bien que *Snob* soit considéré comme un magazine d'inspiration occidentale, on ne voyait aucune différence entre le traitement de l'affaire Rudnev par *Snob* et celui des médias d'État.

L'arrestation de Konstantin Rudnev en Argentine au début de l'année 2024 a provoqué une vague de couverture médiatique en Russie qui, à première vue, semblait prévisible. Les médias proches de l'État et les médias spécialisés du mouvement antisectes liés aux « chasseurs de sectes » orthodoxes ont repris les stéréotypes habituels : « chef de la secte », « exploitation sexuelle », « pratiques occultes », « secte dangereuse ». Ce qui était surprenant, toutefois, n'était pas le comportement des médias favorables au Kremlin, qui diabolisent Rudnev depuis plus de vingt ans, mais la réaction des médias d'opposition au régime – ceux qui revendiquent leur indépendance, leur professionnalisme et leur résistance à la propagande de l'État. Parmi eux figurait *Meduza*, sans doute l'organisation de presse indépendante en langue russe la plus respectée en exil, connue pour la rigueur de ses enquêtes et pour ses critiques constantes à l'égard du régime de Poutine. La couverture par *Meduza* de l'arrestation de Rudnev en Argentine a révélé un paradoxe frappant : même les médias d'opposition au régime, lorsqu'ils sont confrontés à des mouvements religieux peu connus, à des groupes ésotériques ou à des personnes stigmatisées comme des « chefs de secte », reproduisent souvent les mêmes récits que ceux des médias de l'État.

Le traitement par *Meduza* de l'affaire argentine en est un exemple révélateur. Le média a repris, sans aucun examen critique, les allégations les plus invraisemblables formulées par les procureurs argentins – allégations qui n'auraient pas résisté à la moindre vérification journalistique (*Meduza* 2025).

Un autre média d'opposition, *The Moscow Times*, a également publié le même récit de seconde main, évoquant des « manipulations pseudo-spirituelles » et des « mécanismes de contrôle extrêmes » (*The Moscow Times* 2025).

L'une des allégations concernait une femme russe qui s'était rendue en Argentine pour y accoucher, comme le font chaque année des milliers de femmes afin d'obtenir la nationalité argentine pour leurs enfants. Selon les procureurs, elle aurait été victime de « traite » par Rudnev à des fins « cultuelles » et sexuelles, ainsi que pour réorganiser sa « secte » en Argentine. Cette histoire était absurde à première vue. La femme était enceinte de huit mois. L'insinuation des procureurs selon laquelle Rudnev aurait eu besoin d'elle à des fins d'exploitation sexuelle ou pour organiser une « secte » défie toute réalité biologique et tout bon sens. Pourtant, *Meduza* et *The Moscow Times* ont présenté cette allégation comme un fait établi, sans contacter la femme elle-même, qui vit à Moscou. S'ils l'avaient fait, ils auraient appris ce qu'elle a déclaré aux enquêteurs et aux chercheurs qui l'ont interrogée par la suite : elle n'avait pas été victime de traite, n'était pas une victime, n'était membre d'aucune « secte » et n'avait jamais rencontré Rudnev (Introvigne et Vardé 2026, 31-39).

Dans le cas de *Meduza*, le recours à des clichés de Rudnev est particulièrement frappant, car ce média revendique habituellement la rigueur de ses sources et son scepticisme à l'égard des récits officiels. Pourtant, confronté à une personnalité diabolisée depuis longtemps par les médias russes, *Meduza* a repris ces allégations diffamatoires.

Ce paradoxe devient encore plus frappant lorsque l'on examine Alexey Pivovarov et son projet d'investigation *Redaktsiya*. En 2025, après l'arrestation de Rudnev en Argentine, il a consacré un épisode de son émission à cette affaire (Pivovarov et autres 2025), dans lequel il a repris les accusations habituelles contre « Ashram Shambhala » et fait la promotion de la série documentaire *Зов Шамбалы* (« L'appel de Shambhala »), réalisée en 2023 par Andrei Lobanov à partir de sa thèse soutenue à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO ; Lobanov 2023). Lobanov est interviewé dans la vidéo de *Redaktsiya*, qui précise : « Nous avons été aidés par Andrei Lobanov, journaliste... qui a réalisé une importante série documentaire en cinq épisodes sur la secte » (Pivovarov et autres 2025).

Pivovarov est largement considéré comme l'un des journalistes indépendants les plus influents de Russie, un critique constant du régime de Poutine et une personnalité dont le travail est souvent cité comme un exemple de bon journalisme d'investigation. Pourtant, lorsqu'il traite de Rudnev, Pivovarov adopte le même cadre d'analyse que celui du mouvement antisectes utilisé par les médias de l'État. La vidéo montre Lobanov rapportant des informations qu'il dit avoir reçues d'Alexander Novopashin, militant fanatiquement favorable au Kremlin et fervent partisan de la guerre contre l'Ukraine. La thèse de Lobanov a été soutenue dans une université placée sous l'autorité du ministère russe des Affaires étrangères.

Il est vraisemblable que Pivovarov ne considérerait jamais comme fiables les « informations » fournies par Novopashin concernant l'Ukraine, ni même, de manière générale, la religion en Russie. Pourtant, dès lors qu'il est question de « sectes ésotériques », toutes sortes d'affirmations non vérifiées sont reprises sans le moindre esprit critique. Les positions de *Redaktsiya* à l'égard des « sectes » sont indiscernables de celles des propagandistes les plus extrémistes des médias de l'État. La vidéo compare la « secte » de Rudnev au mouvement terroriste japonais Aum Shinrikyo et même à Hitler et au nazisme. Elle reprend les accusations habituelles de « lavage de cerveau » ainsi que les récits d'atrocités rapportés par d'anciens membres mécontents. Elle relate l'arrestation de Rudnev en Argentine en s'appuyant exclusivement sur les déclarations des procureurs. Elle affirme même que, lors de l'incident à l'hôpital, « la jeune mère a été sauvée de la secte » (Pivovarov et autres 2025), en ignorant que cette femme a déclaré sans ambiguïté qu'elle n'était ni « victime » ni membre d'une quelconque « secte », et qu'elle n'avait pas besoin d'être « sauvée ».

L'émission de Pivovarov se conclut en regrettant que les lois ne soient pas suffisamment efficaces pour réprimer les « sectes » et que ces groupes résistent généralement aux persécutions. Toutefois, si leurs dirigeants sont maintenus en prison et si un nombre important de personnes sont arrêtées, « alors un coup véritablement sévère pourrait être porté à l'organisation... Du moins, c'est ce que j'espère sincèrement » (Pivovarov et autres 2025). De telles déclarations sont surprenantes de la part d'un média se présentant comme « libéral ».

En lui accordant une place importante dans un épisode de *Redaktsiya*, Pivovarov confère également une légitimité à Lobanov et à la série « L'appel de Shambhala ». Les vidéos de Lobanov présentent une vision grossièrement

antisectes et suivent un schéma prévisible. Le premier épisode présente Ashram Shambhala sous l'angle d'accusations sensationnalistes, en s'appuyant largement sur des témoignages non vérifiés et des récits médiatiques réutilisés. Le deuxième épisode est consacré au coaching, à la manipulation et à l'influence psychologique (c'est-à-dire, en réalité, au « lavage de cerveau »), mais, là encore, sans distinguer les faits établis des rumeurs. Le troisième épisode, dans lequel apparaissent Novopashin et Dvorkin, les présente comme des experts des « sectes » et leur permet de répéter la même rhétorique du mouvement antisectes qu'ils utilisent depuis des décennies. Les derniers épisodes tentent de tirer des conclusions plus générales sur les mouvements ésotériques en Russie, mais finissent par renforcer les mêmes stéréotypes.

Alors qu'il est connu pour son mépris à l'égard des États-Unis, Dvorkin propose, dans « L'appel de Shambhala », un modèle de psychologie populaire destiné à identifier les « sectes » dangereuses, qui imite ceux de Steven Hassan et d'autres militants américains du mouvement antisectes. Nous apprenons que les « sectes » les plus dangereuses partagent

cinq caractéristiques : le recours à la tromperie lors du recrutement, la manipulation de l'esprit des membres, la réglementation de tous les aspects de leur vie – c'est-à-dire le totalitarisme –, l'exploitation des membres et la déification du dirigeant ou de l'organisation (Lobanov 2023, vidéo 3).

Bien entendu, un observateur malveillant pourrait retrouver ces caractéristiques dans plusieurs religions, y compris au sein de l'Église orthodoxe russe (EOR). Dvorkin applique ensuite ce modèle au cas de Rudnev :

Quant à Ashram Shambhala, tout y est tellement rigide, tellement manifeste – toutes les méthodes de manipulation, de contrôle et de suppression de l'esprit y sont exposées de manière si flagrante – que l'on pourrait pratiquement en faire un exemple de manuel sur ce qu'est une secte (Lobanov 2023, vidéo 3).

Ce qui frappe le plus, c'est la répétition grossière de la rhétorique du mouvement antisectes tout au long de la série de Lobanov, ainsi que dans l'épisode de *Redaktsiya*. Le vocabulaire – « manipulation », « contrôle de l'esprit », « obéissance totale », « secte dangereuse » – est identique à celui employé par les médias de l'État, les militants du mouvement antisectes et les commentateurs orthodoxes. Ni la série ni l'épisode ne présentent de nouveaux éléments de preuve et n'examinent de manière critique les sources de ces allégations. Ils se contentent de reproduire le récit construit autour de Rudnev depuis la fin des années 1990, récit né dans les campagnes médiatiques de l'État

avant d'être amplifié par les organisations du mouvement antisectes. Le fait que Pivovarov ne remette pas en question ces sources et ne réalise pas que les théories du « lavage de cerveau des sectes » sont discréditées depuis des décennies par les chercheurs spécialistes des nouveaux mouvements religieux comme pseudo-scientifiques est plus que surprenant. Cela soulève la question de savoir pourquoi les médias opposés à Poutine peuvent adopter la même attitude à l'égard de Rudnev que les médias favorables à Poutine.

La réponse est complexe et met en lumière des caractéristiques structurelles profondes du paysage médiatique russe. Une première explication est que, lorsqu'il s'agit de religions peu connues et de groupes ésotériques, les journalistes – quelle que soit leur orientation politique – ont tendance à s'appuyer sur l'idéologie du mouvement antisectes qu'ils avaient intégrée avant de devenir opposants au régime. De nombreux journalistes indépendants ont commencé leur carrière dans des médias proches de l'État, où ils ont assimilé le cadre d'analyse du mouvement antisectes qui domine la couverture médiatique russe des religions minoritaires depuis les années 1990. Même après être devenus des critiques du régime, ils ont conservé ces présupposés profondément enracinés dans l'esprit de la plupart des Russes, et pas seulement des journalistes.

Une deuxième explication est que certains opposants au régime ne sont pas des opposants aux valeurs culturelles promues par l'Église orthodoxe russe (EOR). Ils peuvent s'opposer au régime politique, tout en partageant la méfiance de l'Église à l'égard des religions « non traditionnelles », des mouvements ésotériques et des maîtres spirituels. En ce sens, les journalistes opposés au régime peuvent diverger du Kremlin sur les questions politiques tout en convergeant avec lui sur certaines questions culturelles. L'idéologie du mouvement antisectes n'est pas perçue comme politique et est considérée comme allant de soi.

Mais, dans les cas de *Meduza* et de Pivovarov, l'explication principale est probablement différente. Ces journalistes évoluent dans deux écosystèmes : celui des médias russes et celui des médias internationaux. Ils admirent les grands médias occidentaux et s'en inspirent souvent. Or, les médias occidentaux présentent eux aussi un biais bien documenté à l'égard des groupes stigmatisés comme des « sectes ». La couverture du *New York Times* sur le Falun Gong a parfois reproduit les récits du gouvernement chinois. La BBC et d'autres grands médias ont traité la Scientologie avec la même hostilité que celle observée dans les médias russes, où elle est classée comme une « organisation indésirable ».

J'ai publié des analyses d'un podcast de la BBC consacré à un groupe tantrique, d'un « documentaire » de la télévision publique française consacré à la Scientologie et de la couverture médiatique lituanienne d'un livre utilisé pour critiquer les Témoins de Jéhovah (Šorytė 2025a, 2025b, 2026). Tous suivent le même modèle que « L'appel de Shambhala ». Les anciens membres « apostats » et les militants du mouvement antisectes y sont utilisés comme sources, tandis que les témoignages des membres actuels et les analyses des chercheurs indépendants sont ignorés.

Les raisons de ce biais – allant des présupposés sécularistes à l'influence des groupes de pression du mouvement antisectes – ont été largement étudiées (voir Šorytė 2024) et il n'est pas nécessaire de les analyser ici en détail. Ce qui importe, c'est que ce biais existe et que les médias russes opposés au régime, en imitant les médias occidentaux, reproduisent également ce biais antisectes.

Un aspect que les journalistes russes opposés au régime ignorent est que la rhétorique du mouvement antisectes, largement répandue dans les médias occidentaux, est elle-même influencée par des sources russes. Comme l'a relevé la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) dans un rapport publié en 2020, au cours de son long mandat de vice-président de la FECRIS, Dvorkin a exporté vers l'Occident les arguments contre les « sectes » élaborés au sein de l'Église orthodoxe russe (EOR) et des institutions de l'État russe (USCIRF 2020). Grâce aux activités de lobbying de la FECRIS, ces arguments ont ensuite pénétré les médias occidentaux, y compris ceux que des journalistes russes opposés au régime, tels que Pivovarov, considèrent comme des modèles.

On pourrait objecter que les journalistes russes critiques à l'égard du régime dénoncent parfois également la répression visant les Témoins de Jéhovah et les groupes protestants. Les principaux médias occidentaux le font aussi, même si ce n'est pas toujours de manière constante ou uniforme. Les Témoins de Jéhovah constituent une organisation importante et bien connue, et les mensonges diffusés à leur sujet par le régime russe sont si extrêmes qu'en Occident, seuls les militants du mouvement antisectes les plus virulents soutiendraient leur répression en Russie. Les évangéliques et les pentecôtistes persécutés en Russie ne sont peut-être pas populaires auprès des militants occidentaux du mouvement antisectes, mais ils disposent de leurs propres réseaux de soutien, capables, dans une certaine mesure, d'influencer les médias. En revanche, lorsque la Russie réprime de petits groupes ésotériques peu connus dont les enseignements

paraissent « étranges », les médias occidentaux, comme les médias russes d'opposition qui les prennent pour modèles, reviennent à la rhétorique de la « secte » – précisément celle utilisée par le régime de Poutine et l'Église orthodoxe russe (EOR).

Cette convergence a de graves conséquences. Comme le montre l'affaire argentine, les articles publiés en Russie – en particulier ceux publiés par des opposants à Poutine, auxquels on ne peut reprocher de servir le régime – sont instrumentalisés à l'étranger. Les procureurs argentins ont cité des articles de presse russe pour justifier la détention de Rudnev, y compris des articles publiés par des médias opposés au Kremlin. Le paradoxe est que les médias opposés au régime, en reprenant les mêmes allégations diffamatoires que ceux de l'État, servent involontairement les objectifs du régime russe, engagé dans une persécution transnationale de ses dissidents. La diabolisation de Rudnev, construite en Russie et reproduite tant par les médias favorables au régime que par ceux qui lui sont opposés, fait désormais partie d'un récit international qui influence la manière dont il est traité en Argentine. L'attaque dirigée contre Rudnev a également servi de modèle pour diffamer et poursuivre d'autres groupes accusés de « violences spirituelles ».

L'affaire Konstantin Rudnev révèle ainsi un problème plus profond : l'idéologie du mouvement antisectes ne se limite pas aux régimes autoritaires. Il s'agit d'un phénomène mondial, présent aussi bien dans les médias d'État que dans les médias indépendants, aussi bien dans les sociétés autoritaires que dans les sociétés démocratiques. En Russie, cette idéologie franchit les clivages politiques en unissant les propagandistes favorables au Kremlin et les journalistes opposés au régime dans une hostilité commune à l'égard des religions minoritaires. Sur le plan international, elle permet aux autorités étrangères d'instrumentaliser les récits des médias russes. Il en résulte un système transnational de persécution qui dépasse les divisions politiques et se nourrit d'un biais culturel commun à l'égard des mouvements spirituels peu connus.

Le paradoxe n'est donc pas seulement russe. Il est mondial. Et l'affaire Rudnev montre avec quelle facilité des récits médiatiques, une fois construits, peuvent franchir les frontières, être adoptés par des acteurs poursuivant des objectifs politiques différents et produire des conséquences dramatiques et bien réelles pour les personnes qui en sont les victimes.

Références

- Berzano, Luigi, Boris Falikov, Willy Fautré, Liudmyla Filipovich, Massimo Introvigne et Bernadette Rigal-Cellard. 2022. « Sympathy for the Devil: The Anti-Cult Federation FECRIS and Its Support for Russian and Chinese Repression of Religion. » *The Journal of CESNUR* 6(3):25-67. DOI : 10.26338/tjoc.2022.6.3.2.
- Dvorkin, Alexander. 2002. *Сектоведение. Тоталитарные секты* («Sectologie : les sectes totalitaires»). Nijni Novgorod : Maison d'édition de la Fraternité au nom du saint prince Alexandre Nevski.
- Gumanova, Olga. 2010. « Организатора оккультных оргий ждет тюрьма » (L'organisateur des orgies occultes risque la prison). *Pravda.ru*, 7 octobre. Consulté le 16 juillet 2026. <https://bit.ly/4ppvmk1>.
- Human Rights Without Frontiers Correspondent in Russia. 2012. « FECRIS and Its Affiliate in Russia: The Orthodox Clerical Wing of FECRIS. » *Religion - Staat - Gesellschaft* 2012(2):267-306.
- Introvigne, Massimo. 2025. « When Dvorkin Called FECRIS ‘Cowards and Racists.’ » *Bitter Winter*, 11 avril. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4wIxmWU>.
- Introvigne, Massimo, et María Vardé. 2026. « The Ashram Shambhala Saga: Esotericism and the Anti-Cult Repertoire in Russia and Argentina. » *The Journal of CESNUR* 10(2):3-85. DOI : 10.26338/tjoc.2026.10.2.1.
- Komsomolskaya Pravda. 2008. « Сектанты довели до самоубийства как минимум трех человек » (Les membres de la secte ont poussé au moins trois personnes au suicide). 30 octobre. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/3Tqn5QN>.
- Lobanov, Andrei. 2023. *Зов Шамбалы* (L'Appel de Shambhala). Série de 5 vidéos. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/3T3PThX> (vidéo 1), <https://bit.ly/457Gmch> (vidéo 2), <https://bit.ly/4pniWZL> (vidéo 3), <https://bit.ly/4gI9sGr> (vidéo 4) et <https://bit.ly/4vyu080> (vidéo 5).
- Meduza*. 2025. « ‘Astro-Planetary Karate’ Loses Again: Argentina Arrests Notorious Russian Cult Leader After Hospital Scandal Alerts Police. » 1 avril. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4bLoGqA>.
- NTV. s.d. Константин Руднев: Ашрам Шамбала, Секта России, Новосибирск (Konstantin Rudnev : Ashram Shambhala, une secte russe à Novossibirsk). Documentaire vidéo. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/3T5sHzS>.

- Pivovarov, Alexey, et autres. 2025. *Arrest in Argentina and Adepts in Russia: The History of the « Shambhala Ashram. »* Documentaire vidéo, *Redaktsiya*. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4f6kaVX>.
- Pokidova, Valeria, et Konstantin Valyakin. 2021a. « 'Ашрам Шамбалы'. Часть 1: Как случайно создать самую известную в стране секту » (« Ashram Shambhala ». Partie 1 : Comment créer par hasard la secte la plus célèbre du pays). *Snob*, 29 septembre. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/45ejszX>.
- Pokidova, Valeria, et Konstantin Valyakin. 2021b. « 'Ашрам Шамбалы'. Часть 2: Доведение до самоубийства и секс с учителем—чем жили последователи секты » (« Ashram Shambhala ». Partie 2 : Poussés au suicide et aux relations sexuelles avec un maître : comment vivaient les adeptes de la secte). *Snob*, 6 octobre. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4ynXbx6>.
- Pokidova, Valeria, et Konstantin Valyakin. 2021c. « 'Ашрам Шамбалы'. Часть 3: Как сбежать из секты и устроить свою жизнь после » (« Ashram Shambhala ». Partie 3 : Comment échapper à la secte et reconstruire sa vie ensuite). *Snob*, 13 octobre. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4vz8ksa>.
- Sib.fm. 2021. « 'Есть трупы': жертвы 'Ашрам Шамбалы' из Новосибирска заявили, что секта продолжает действовать » (« Il y a des morts » : des victimes d'« Ashram Shambhala » à Novossibirsk affirment que la secte continue d'exister). Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4vvz0tX>.
- Šorytė, Rosita. 2020. « Opposition to Jehovah's Witnesses in Russia: The Cultural Roots. » *The Journal of CESNUR* 4(6):11-24. DOI : 10.26338/tjoc.2020.4.6.2.
- Šorytė, Rosita. 2024. « The Opposition to 'Cults' in Various Countries and Its International Coordination. » *The Journal of CESNUR* 8(6):38-48. DOI : 10.26338/tjoc.2024.8.6.3.
- Šorytė, Rosita. 2025a. « Second-Generation Apostates from the Jehovah's Witnesses and Anti-Cult Campaigns: The Case of Deimantė Rudžinskaitė. » *The Journal of CESNUR* 9(4): 4-37. DOI : 10.26338/tjoc.2025.9.4.2.
- Šorytė, Rosita. 2025b. « Sensationalized Media Representations of Sacred Esotericism Groups. » *The Journal of CESNUR* 9(4):63-78. DOI : 10.26338/tjoc.2025.9.4.5.
- Šorytė, Rosita. 2026. « Scientology, Media Rituals, and the Manufacture of Anti-Cult Consensus: A Case Study of France TV's 'Scientology, the

- Empire of Secrecy' (2026). » *The Journal of CESNUR* 10(3):117-25.
DOI : 10.26338/tjoc.2026.10.3.5.
- The Moscow Times*. 2025. « Russian Cult Leader Nabbed in Argentine Human-Trafficking Swoop. » 2 avril. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4h1R8bx>.
- USCIRF (United States Commission for International Religious Freedom). 2020. « The Anti-cult Movement and Religious Regulation in Russia and the Former Soviet Union. » Juillet. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4f9utsg>.

« S'il y a du sang, ça se vend » : comment les médias occidentaux ont reproduit la propagande russe contre Konstantin Rudnev

Marco Respinti

Directeur de la rédaction du magazine Bitter Winter

marco.respinti@bitterwinter.org

RÉSUMÉ : Cet essai examine l'état actuel du journalisme face au traitement sensationnaliste réservé aux groupes religieux qualifiés de « sectes ». En se concentrant sur le cas de Konstantin Rudnev, citoyen russe, il analyse la manière dont les reportages consacrés à son affaire ont reproduit, dans différents contextes nationaux, des récits élaborés à l'origine par des médias russes hostiles et idéologisés. L'essai étudie également l'émergence et la diffusion de ces récits, en accordant une attention particulière à leur lien avec Hugues Gascan, Alban Bourdy et des groupes français du mouvement antisectes. À travers l'examen de plusieurs médias occidentaux, il met en évidence les mécanismes de répétition et de transmission qui caractérisent les reportages consacrés à Rudnev, emprisonné pendant des années à la suite d'accusations qu'il conteste et dont l'état de santé actuel suscite de nouvelles préoccupations. Cette analyse contribue à une réflexion plus large sur les pratiques journalistiques, la vérification des sources et la représentation des groupes religieux minoritaires dans le journalisme contemporain. Elle soulève également des questions concernant l'intégrité de la profession journalistique et les préjudices que des reportages biaisés et déformés peuvent causer à des personnes qui devraient toujours être présumées innocentes jusqu'à ce que leur culpabilité soit établie.

MOTS-CLÉS : Ashram Shambhala, Alban Bourdy, Hugues Gascan, Groupe d'étude du phénomène sectaire (GéPS), Konstantin Rudnev, journalisme jaune, médias et sectes.

Le journalisme jaune

L'une des rivalités les plus célèbres de l'histoire du journalisme moderne fut celle qui opposa deux éditeurs de la stature de Joseph Pulitzer (1847-1911, né en Hongrie sous le nom de József) et de William Randolph Hearst (1863-1951), en particulier dans les années 1890. Tous deux étaient des chefs d'entreprise (et, plus tard, des hommes politiques) et cherchaient, de manière parfaitement légitime, à réaliser des bénéfices. Toutefois, des interrogations surgissent lorsqu'on constate que, pour atteindre cet objectif, ils eurent recours au journalisme, dont la finalité première n'est pas le profit, mais l'information, afin d'expliquer, en théorie de demander des comptes au pouvoir, et certainement de préserver – ou du moins de ne pas déformer – les faits historiques.

Comme le suggère le terme lui-même, « médias », pluriel du latin *medium* (« moyen »), désigne les instruments par lesquels les faits sont transmis au public. C'est de là que découle le principe, généralement considéré comme une caractéristique du journalisme anglophone de qualité, selon lequel les faits doivent être séparés des opinions. En réalité, un journalisme dépourvu d'opinion n'est qu'une illusion, et peut-être même pas un idéal souhaitable. La mission du journaliste consiste, en effet, à rapporter les faits tout en permettant aux lecteurs de développer un cadre d'interprétation critique, raisonné et étayé. Ce cadre devrait idéalement correspondre à ce que les systèmes de droit civil appellent un *amicus brief* : une présentation systématique des faits, organisée avec la plus grande rigueur logique et argumentative par une personne qui agit comme un « ami (« *amicus* », en latin) du tribunal », par opposition à un plaidoyer fondé sur des idées préconçues ou sur de simples spéculations. Ainsi, le principe consistant à présenter les faits séparément des opinions doit être compris comme la publication d'articles qui ne sont ni arbitraires, ni dépourvus de fondement, ni insuffisamment vérifiés.

Pulitzer et Hearst estimaient toutefois qu'une approche tapageuse de l'actualité constituait le moyen le plus simple de générer des revenus et, par conséquent, la plus souhaitable. Ils furent ainsi les pionniers d'un journalisme sensationnaliste, voire ouvertement scandaleux, rivalisant pour attirer les lecteurs et accroître leurs bénéfices grâce à des titres fracassants, à des incursions dans la culture populaire et, assez souvent, à des contre-vérités manifestes. Ce style prit le nom de « journalisme jaune » (*yellow journalism*), d'après le personnage du « Yellow Kid », également connu sous le nom de « Mickey Dugan », héros de la bande dessinée *Hogan's Alley* (publiée par la suite sous d'autres titres), créée par Richard F. Outcault (1863-1928). Petit garçon des rues au crâne rasé et aux dents écartées, qui tentait de vendre des journaux vêtu d'une chemise de nuit jaune caractéristique, le Yellow Kid devint si populaire qu'entre 1895 et 1898, le *New York World* et le *New York Journal*, journaux rivaux appartenant respectivement à Pulitzer et Hearst, publièrent chacun leur propre version de cette bande dessinée.

Affirmer que le « journalisme jaune » a établi la norme pour tous les médias ultérieurs serait, en soi, un exercice de « journalisme jaune ». Il est cependant difficile de nier l'influence durable et croissante de ce modèle de fabrication de l'information – et de profits –, en particulier à une époque où les coûts de

l'industrie de l'information ont explosé. L'idée directrice que Hearst a cyniquement popularisée sous la formule « If it bleeds, it leads » (« s'il y a du sang, cela fait la une »), ou encore « if it bleeds, it sells » (« s'il y a du sang, cela se vend »), est en réalité demeurée remarquablement persistante, quoique sous des formes plus subtiles, même chez des éditeurs moins ouvertement provocateurs. Par ailleurs, le fait que la récompense la plus prestigieuse du journalisme porte le nom de Pulitzer, dont les pratiques étaient loin d'être irréprochables et qui institua lui-même ce prix dans son testament (attribué pour la première fois par l'Université Columbia de New York en 1917), constitue une ironie particulièrement amère.

Entrent en scène les « sectes »

Les scandales font couler le sang, et ce sont eux qui se vendent le mieux. Lorsqu'ils se présentent sous forme de feuilleton, ils peuvent même valoir des récompenses aux journalistes qui les révèlent. Parmi tous les scandales qui « font couler le sang et se vendent », les plus lucratifs sont invariablement ceux qui concernent le sexe ou des histoires de nature para-, pseudo-, crypto- ou quasi sexuelle. Dans tous les pays, il est de plus en plus courant que les grands médias recourent à des images, des titres ou des situations à connotation sexuelle, qu'elles soient explicites ou simplement suggérées. La publicité utilise le même langage. Et lorsque ces deux éléments se combinent, le résultat est un hybride hypersexualisé appartenant au genre aujourd'hui communément appelé « infotainment ». Il n'est d'ailleurs pas rare que les médias en ligne présentent des contenus annexes ou des publicités qui frôlent la pornographie ouverte.

Or, les scandales et le sexe se vendent d'autant mieux qu'ils semblent provenir de cercles « obscurs », « mystérieux » et, pourquoi pas, « conspirationnistes ». Les « sectes » en offrent les meilleurs exemples, et cela pour une raison simple : selon le récit dominant, une « secte » est, par définition, associé à des pratiques sexuelles non orthodoxes ou abusives.

En réalité, faisant preuve d'une imagination remarquablement limitée, les accusations stéréotypées portées contre les « sectes » comprennent presque toujours des pratiques secrètes, des comportements socialement déviants et des atteintes à l'intérêt public déguisées en coutumes religieuses ou spirituelles ; des procédés de séduction et parfois même de manipulation de personnes

vulnérables ; l'accumulation et la gestion illicites d'importants avoirs financiers, prétendument obtenus au moyen de systèmes de dons reposant sur la contrainte, la manipulation psychologique ou d'autres formes de pression induite ; des infractions fiscales ; la manipulation ; l'abus de substances ; et, de plus en plus souvent, la traite des êtres humains. Il convient également d'ajouter que cette dernière accusation prospère dans un contexte où les lois destinées à réprimer de tels crimes sont de plus en plus invoquées pour ressusciter des théories discréditées de la coercition psychologique (Palmer 2023 ; Introvigne et Vardé 2025 ; Vardé 2024, 2025 ; Introvigne 2026c). Ce qui est censé relier toutes ces formes de conduite jugées inacceptables, c'est le « lavage de cerveau » (Introvigne 2022), terme fourre-tout par excellence associé aux « sectes », invoqué pour expliquer toutes les formes de comportements répréhensibles et, bien entendu, l'obtention supposée de faveurs sexuelles illicites.

Peu importe que ces accusations soient vraies ou non. Les lecteurs sont amenés à croire que, naturellement, les « sectes » se livrent à de tels actes horribles précisément parce qu'elles sont des « sectes » ; par conséquent, si un groupe est une « secte », il doit nécessairement commettre de tels actes. La nécessité de prouver ces accusations avant de les accepter est reléguée au second plan.

Cette forme de « journalisme jaune », qu'on la trouve dans des tabloïds de bas étage, dans des quotidiens plus sérieux ou dans les médias en ligne, commence bien en amont du simple concept de « secte », selon une règle implicite : une « secte » se vend au moins aussi bien qu'un contenu hypersexualisé. En réalité, il appelle à une consommation frénétique plutôt qu'à un raisonnement serein ; il rassure les lecteurs dans l'univers protégé des goûts conformistes et des attitudes de masse ; il est facile à assimiler et ne demande aucun effort intellectuel.

L'inclusion – avec des exceptions

Dans les médias, les mots « secte » et « lavage de cerveau » reviennent constamment dans les reportages consacrés à des groupes religieux considérés comme étant, d'une manière ou d'une autre, alternatifs aux religions dites dominantes – quoi que puisse réellement signifier le terme « dominantes ». Ils réapparaissent également dans les accusations portées contre les religions elles-mêmes dites « dominantes », lorsqu'il est question de pratiques, de

mouvements internes ou de doctrines jugés, d'une manière ou d'une autre, excessivement « intenses » et, par conséquent, « extrêmes ».

Or, des journalistes impartiaux n'ont nul besoin d'éprouver de la sympathie pour les prétendues « sectes » pour reconnaître le grave manquement commis par leur profession lorsqu'elle renonce à sa responsabilité première : rapporter les faits sans les déformer et fournir une information exacte. À elle seule, la déontologie professionnelle devrait suffire. Comme les chercheurs l'ont abondamment démontré dans un très grand nombre de publications scientifiques au cours des dernières décennies, des termes tels que « sectes » et « lavage de cerveau » sont, en réalité, dépourvus de toute valeur scientifique. Ils ne reposent sur aucune vérité. Le prétendu « lavage de cerveau », ou son concept apparenté de « manipulation mentale », que ses partisans présentent comme une sorte de super-loi capable d'expliquer le comportement humain, a été rejeté par la jurisprudence américaine ainsi que par la Cour européenne des droits de l'homme comme incompatible avec les principes juridiques établis (Introigne 2022). Lorsqu'il s'agit d'infractions telles que le viol, les violences, les abus sur mineurs ou la fraude — souvent attribuées au « lavage de cerveau » ou à la « manipulation mentale » dans les affaires concernant les « sectes » —, le droit commun prévoit déjà des dispositions efficaces.

Comment est-il alors possible que les médias de masse, qui s'adressent par définition à un large public non spécialiste, puissent employer ces termes sans être remis en question et les instrumentaliser de manière arbitraire ? Voilà l'un des grands mystères de la communication contemporaine. Dans un monde qui se veut de plus en plus tolérant et inclusif, les guides de rédaction et les recommandations linguistiques se multiplient afin d'inviter les journalistes à éviter tout mot, adjectif ou verbe susceptible d'être considéré comme offensant ou dénigrant à l'égard de groupes ou d'individus, et donc de favoriser la discrimination, les stéréotypes, la stigmatisation liée à l'apparence physique, la moquerie, le harcèlement ou les discours de haine fondés sur l'orientation sexuelle, l'origine ethnique ou la couleur de peau. Pourtant, cette même exigence ne s'applique pas dans le domaine religieux, où des expressions vides de sens, voire erronées, telles que « sectes » et « lavage de cerveau », continuent d'être employées couramment, sans susciter le moindre scandale, au détriment des victimes — les membres de groupes religieux ainsi que les chercheurs qui démontrent l'inconsistance de ces termes.

Tout se passe comme si les seules convictions et pratiques qu'il demeurerait légitime d'attaquer étaient les croyances et les pratiques religieuses. Comme si le

dernier préjugé socialement acceptable était — et demeurait — celui contre la religiosité. Comme si une « secte » de professionnels de la communication et de journalistes, attachés à la maxime selon laquelle seuls les récits qui « font couler le sang » méritent d’être publiés, cherchait à son tour à pratiquer le « lavage de cerveau » sur ses propres lecteurs et consommateurs en implantant dans leur esprit des récits caricaturaux. La corruption — morale autant que d’une autre nature — est à l’origine de cette approche dégénérée de l’information. Certaines collusions et certaines complicités expliquent quelques improbables croisades sécularistes contre les religions, qu’elles soient grandes ou petites, mais, dans ces cas, le profit recherché est d’ordre idéologique.

Les médias occidentaux en 2026

Véritable insulte à l’intelligence des lecteurs, qui deviennent ainsi de moins en moins capables d’exercer leur esprit critique, et honte pour la profession journalistique, le journalisme jaune trouve un cas d’école dans l’affaire Konstantin Rudnev, qui réunit tous les ingrédients de ce qui « fait couler le sang et se vend » : la « secte », le « lavage de cerveau » et le sexe.

Les faits et les détails de cette affaire sont bien connus (Introvigne et Vardé 2026 ; Respinti 2026a, 2026b, 2026c, 2026d, 2026e ; Introvigne 2026a, 2026b ; Di Marzio 2026 ; Amicarelli 2026a). De nombreuses autres analyses et contributions importantes figurent dans les articles du présent numéro de *The Journal of CESNUR*. En outre, compte tenu de la gravité de l’état de santé de Rudnev, due en grande partie aux mauvais traitements subis pendant sa détention, plusieurs dénonciations et appels en faveur d’une approche plus humaine ont également été publiés (*Bitter Winter* 2026 ; Respinti 2026f, 2026g, 2026h, 2026i).

Les recherches indiquent que les enseignements de Rudnev ont fini par être perçus comme une menace par les structures du pouvoir russe, à savoir l’Église orthodoxe russe (EOR) et le gouvernement, qui agissent en étroite alliance. Parallèlement, les militants du mouvement antisectes ont contribué à l’escalade de la controverse dans un pays comme la Fédération de Russie, où la liberté de la presse est sévèrement limitée. Les campagnes du mouvement antisectes visant les groupes religieux perçus comme non russes continuent d’y prospérer, trouvant un écho favorable auprès des structures de pouvoir susmentionnées.

L'hostilité envers Rudnev a donné lieu à une série de reportages journalistiques fortement biaisés qui, dans leur ensemble, ont façonné le récit public et profondément influencé la perception des lecteurs.

Lorsque Rudnev fut arrêté en Argentine en 2025, les médias occidentaux réagirent avec une rapidité et une intensité qui surprirent même les observateurs les plus expérimentés des questions relatives à la liberté religieuse. En quelques jours, plus d'une centaine d'articles furent publiés en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine. Journaux, chaînes de télévision, plateformes en ligne et agences de presse se précipitèrent pour couvrir l'affaire. Le ton était uniforme : alarmiste, sensationnaliste et, sans esprit critique, se contentant de reprendre le récit des procureurs argentins. Il s'agissait de la plus vaste vague de couverture médiatique occidentale jamais consacrée à « Ashram Shambhala » (le groupe auquel Rudnev aurait prétendument été associé) ou à Rudnev lui-même. Le contraste avec la réaction beaucoup plus discrète suscitée par sa première arrestation en Russie en 2010 et sa condamnation en 2013 ne pouvait être plus frappant.

L'arrestation de 2025 a suscité une véritable tempête médiatique. Un enseignant spirituel russe, une femme russe enceinte de vingt-deux ans, un groupe de ressortissants russes arrêtés ensemble et un parquet désireux de présenter cette affaire comme une victoire spectaculaire contre la traite des êtres humains : tous ces éléments constituaient une combinaison irrésistible pour les journalistes occidentaux.

L'ampleur de cette couverture fut sans précédent. Outre l'Amérique latine, de grands médias des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni, de France, d'Allemagne, d'Espagne, de Finlande, de Belgique et d'Australie publièrent des articles sur cette affaire. Nombre de ces articles étaient presque identiques, reprenant les mêmes affirmations dans le même ordre et utilisant souvent le même vocabulaire.

Le récit principal provenait directement des procureurs argentins, qui présentaient Rudnev comme le cerveau d'une organisation criminelle transnationale. L'affirmation la plus spectaculaire était qu'une jeune femme russe enceinte, E., avait été « victime de traite » par Rudnev, qui l'aurait amenée de Russie en Argentine à des fins d'exploitation sexuelle et de mauvais traitements liés à une « secte ». Cette accusation fut reprise partout, alors

qu'aucune preuve n'a jamais été produite pour l'étayer et que la femme concernée l'a elle-même démentie (Introvigne et Vardé 2026, 31-39).

Une autre affirmation, largement reprise par les médias occidentaux, était que les Russes arrêtés avec Rudnev étaient en possession de stupéfiants. Cette assertion reposait sur une seule déclaration du parquet. Elle fut par la suite démentie par les expertises médico-légales (ce qui avait été présenté à l'origine comme des drogues et des champignons hallucinogènes s'est révélé être des somnifères et de simples champignons destinés à la cuisine : Introvigne 2026a). Pourtant, cette accusation apparut dans des dizaines d'articles, souvent présentée comme la preuve de l'existence d'un « réseau criminel ».

Une troisième accusation, encore plus étrange, prétendait que Rudnev était recherché au Monténégro pour avoir organisé le tournage de films pornographiques. Cette affirmation provenait de tabloïds monténégrins sensationnalistes, qui avaient repris la propagande russe et inventé un lien entre Rudnev et une opération de police sans rapport menée à Žabljak contre un groupe de touristes russes, dont aucun ne fut poursuivi. Les médias occidentaux reprirent cette information sans la vérifier (Amicarelli, dans le présent numéro de *The Journal of CESNUR*).

Ces trois accusations – la traite des êtres humains, les stupéfiants et la pornographie – sont devenues les piliers de la couverture médiatique occidentale. Aucune d'entre elles n'était vraie.

La presse mimétique

Le reportage occidental le plus influent fut une dépêche de CNN publiée le 11 avril 2025 (Fernández Martino et Humayan 2025). CNN y citait le procureur argentin Fernando Arrigo, personnage largement critiqué pour son traitement désinvolte des éléments de preuve et pour son hostilité presque pathologique à l'égard de Rudnev (Amicarelli 2026b, Amicarelli 2026c ; Di Marzio 2026 ; Introvigne 2026b). Arrigo affirmait que la femme enceinte avait été amenée en Argentine « [...] à des fins de traite sexuelle et d'esclavage ». CNN publia cette déclaration sans la remettre en question, sans chercher à la vérifier de manière indépendante et sans interroger la femme concernée.

CNN reconnaissait également que les informations de contexte utilisées pour présenter l'affaire Rudnev en Russie provenaient des médias officiels russes, en particulier de l'agence de presse gouvernementale RIA Novosti. Cet aveu était extraordinaire. RIA Novosti n'était pas une source indépendante. Il s'agissait d'un organe de propagande de l'État. Pourtant, CNN la traita comme une source faisant autorité, reprenant ses affirmations sur le passé de Rudnev sans signaler que les tribunaux russes avaient été à plusieurs reprises critiqués pour avoir fabriqué des affaires contre des mouvements religieux minoritaires.

Si CNN apportait le ton d'autorité, le quotidien espagnol *El País* apportait le sensationnalisme. Dans un article particulièrement virulent, *El País* affirma notamment que Rudnev avait tourné au Monténégro des films de « pornographie rituelle », une accusation manifestement fausse (Rivas Molina 2025).

L'accusation la plus préjudiciable – selon laquelle Rudnev aurait organisé la traite d'une femme enceinte – était aussi la plus facile à réfuter. Des chercheurs, parmi lesquels María Vardé (Introvigne et Vardé 2026, 31-39), retrouvèrent cette femme, qui était retournée à Moscou après avoir accouché en Argentine. Elle expliqua qu'elle s'était rendue en Argentine pour la même raison que des milliers de femmes russes chaque année : donner la vie à son enfant afin qu'il obtienne la nationalité argentine. Elle nia appartenir à une « secte » quelconque. Elle nia avoir été victime de traite. Elle nia être une victime. Elle déclara qu'elle n'avait jamais rencontré Rudnev en personne. Une seule interview aurait suffi à faire s'effondrer ce récit. Les médias occidentaux ne l'ont jamais réalisée.

La comparaison avec la première vague de couverture médiatique occidentale en 2013 est révélatrice. Lorsque Rudnev fut arrêté en Russie, les médias occidentaux y prêtèrent peu d'attention. L'article le plus important fut publié dans *The Telegraph* (Parfitt 2013), quotidien britannique respecté mais connu pour son biais antisectes, au moment où Rudnev fut condamné en 2013. Il se contentait de reprendre les sources officielles russes. Il n'y eut ni enquête ni entretiens ni vérification indépendante. L'article tomba ensuite dans l'oubli, jusqu'à l'arrestation de Rudnev en Argentine en 2025.

Hugues Gascan et Alban Bourdy

Une exception au faible intérêt manifesté par les médias occidentaux pour Rudnev avant son arrestation en Argentine en 2025 tient à un ensemble de publications en français, toutes dépendantes de deux personnalités qui collaborent dans leur lutte contre les « sectes » : Hugues Gascan et Alban Bourdy (Introvigne 2024 ; Šorytė 2026, 68-73 ; Introvigne et Vardė 2026, 2). Leur influence était disproportionnée par rapport à leur crédibilité.

Gascan, ancien chercheur en médecine, s'était reconverti en militant du mouvement antisectes à la suite d'un conflit personnel et professionnel au sein d'un laboratoire de recherche à Angers, en France. Ses accusations contre ses collègues, son obsession de l'« infiltration des sectes » et sa condamnation pour harcèlement à l'encontre d'une collègue qu'il accusait faussement d'appartenir à une « secte » liée à « Ashram Shambhala » – condamnation confirmée par la Cour de cassation (Cour de cassation 2013) – sont largement documentées (Šorytė 2026). Son hostilité envers tout ce qui touchait au Tantra était devenue une véritable obsession personnelle. Il fonda ensuite le Groupe d'étude du phénomène sectaire (GéPS), un minuscule groupe du mouvement antisectes qui se présentait comme une importante structure d'investigation.

Bourdy, qui se présentait comme un ancien dirigeant d'une branche française d'« Ashram Shambhala », se réinventa en militant du mouvement antisectes après être tombé amoureux de l'enseignante spirituelle chilienne María Soledad Domec Espinoza. Dans son livre autobiographique de 2018 *Un Bisounours au pays des se(x)ctes* (Bourdy 2018b), il affirmait avoir été nommé responsable d'Ashram Shambhala en France avec l'approbation de Rudnev. Il prétendait également que Rudnev avait proféré des menaces de mort contre Domec, lui parlant depuis sa prison sibérienne alors qu'elle tentait de se séparer de lui afin de créer son propre groupe indépendant. Pour quiconque connaît le fonctionnement des prisons russes, ce récit relève de la pure fantaisie. Rudnev n'était autorisé à téléphoner que très rarement, uniquement à son épouse, et ses appels étaient surveillés. Il avait dissous toute organisation avant son arrestation et n'aurait, de toute façon, pas été en mesure de diriger ou d'organiser un groupe depuis sa cellule.

Ce qui s'est réellement passé est quelque peu différent : Rudnev avait enseigné à des milliers d'élèves et, pendant son emprisonnement, plusieurs d'entre eux

développèrent des enseignements indépendants, utilisant parfois le nom « Ashram Shambhala » et parfois dissimulant toute référence à Rudnev tout en continuant à utiliser ses livres. Rudnev n'était pas responsable de leurs activités et n'en savait rien durant les onze années de son incarcération. Bourdy écrivit également trois récits romancés consacrés à de prétendus groupes tantriques maléfiques, à son amour pour Domec et aux expériences terrifiantes qu'il aurait vécues au sein de la « secte Ashram Shambhala ». Ces ouvrages sont explicitement présentés comme des œuvres de fiction, bien que « fondées sur une histoire vraie » (Bourdy 2014, 2016, 2018a). Il n'a jamais apporté la moindre preuve d'un quelconque contact avec Rudnev, et ses commentaires sur l'enseignant russe reposent sur les médias russes et les récits d'anciens membres mécontents plutôt que sur une expérience directe.

Malgré cela, le journaliste français du mouvement antisectes Olivier Hertel présenta le récit de Bourdy comme crédible, allant jusqu'à témoigner devant le Sénat français (Sénat 2013). Bourdy prit également la parole lors d'une conférence du mouvement antisectes organisée en 2026 à Salamanque (Bourdy 2026), où il présenta une communication initialement préparée pour une autre conférence, tenue près de dix ans plus tôt. Il y désignait encore Rudnev comme son dirigeant à l'époque où il appartenait à la « secte », alors même qu'il n'avait jamais rencontré l'enseignant spirituel russe. L'organisation française du mouvement antisectes, Union nationale des associations de défense des familles et de l'individu (UNADFI), cite sur son site Internet, unadfi.org, plusieurs articles fondés sur les travaux de Gascan et de Bourdy, créant ainsi une véritable chambre d'écho que les médias occidentaux ont ensuite prise à tort pour une source d'information indépendante.

La mauvaise interprétation occidentale de l'affaire Rudnev peut ainsi être rattachée à trois sources principales :

1. Les premiers rapports officiels russes, qui présentaient Ashram Shambhala comme une « secte » dangereuse et Rudnev comme un criminel.
2. Le réseau français centré autour de Gascan et de Bourdy, dont les griefs personnels et les récits fantaisistes furent pris à tort pour du journalisme d'investigation.
3. Les procureurs argentins, qui se sont eux-mêmes appuyés sur des sources russes et ont fourni aux médias occidentaux des accusations sensationnalistes.

L'illettrisme religieux de la « presse libre »

Né en Russie, le récit du mouvement antisectes dirigé contre Rudnev l'a suivi jusqu'au Monténégro, où personne ne le connaissait avant que la presse locale ne commence à recycler d'anciennes informations russes et même de vieilles photographies. Au Monténégro, il ne dirigeait aucune organisation, ne rassemblait aucun disciple et ne dispensait aucun enseignement spirituel. Depuis le Monténégro, ce même récit a ressurgi dans les médias occidentaux comme une bombe à retardement parfaitement synchronisée lorsque Rudnev s'est installé en Argentine. Dans tous les cas et dans tous les pays, ce récit, devenu conventionnel, a précédé ou accompagné des perquisitions, des arrestations, des détentions et des traitements inhumains. Assurément, la presse libre de ce qui continue de se présenter comme le monde libre pourrait faire mieux.

La prétendue presse libre du monde libre a fait preuve d'une telle pauvreté d'imagination qu'elle s'est contentée de répéter l'affirmation mensongère selon laquelle Rudnev aurait fui la Russie, où son « Ashram Shambhala » avait été interdit, afin de reconstruire ailleurs cette prétendue « secte » dangereuse. Cette presse s'est montrée si empressée de reprendre le cliché russe qu'elle a présenté Rudnev comme le dirigeant d'une « secte » toxique portant un nom qui était lui-même ancien et fallacieux (les groupes enregistrés par Rudnev en Russie portaient d'autres désignations), un nom qui ne peut être utilisé correctement qu'à condition d'avoir compris ce à quoi il renvoie réellement. De plus, après sa détention en Russie, Rudnev n'a jamais créé de groupe organisé sous ce nom, ni sous aucun autre, ni au Monténégro ni en Argentine. Il est fort probable que la sonorité « exotique » d'« Ashram Shambhala » (deux termes courants dans les traditions religieuses et mythologiques d'Asie orientale) ait été jugée parfaitement adaptée au stéréotype de la « secte » toxique et qu'elle ait, pour cette raison, été utilisée de manière abusive, induisant davantage encore les lecteurs en erreur.

La prétendue presse libre ne ressent-elle donc pas le poids de sa responsabilité, sachant que ses reportages dérivés, stéréotypés et pourtant diffamatoires ont pu jouer — et jouent peut-être encore — un rôle important dans le refus persistant de transformer la détention de Rudnev à la prison de Rawson, dans la province de Chubut en Argentine, en assignation à résidence ? Les procureurs ont déposé des recours répétés contre les juges qui s'étaient prononcés en faveur d'un homme dont l'état de santé est extrêmement préoccupant et qui a subi des traitements

intolérables après une intervention chirurgicale délicate. Il est désormais demandé qu'il soit renvoyé en prison après une courte assignation à résidence, accordée pour des raisons médicales.

Pourquoi cette presse fait-elle preuve d'une telle médiocrité en répétant des contrevérités, comme l'affirmation selon laquelle, au Monténégro, la police aurait perquisitionné en septembre 2021 le lieu où séjournait Rudnev et y aurait découvert une « secte » en activité ? (Rudnev a réfuté cette allégation dans l'entretien publié par Respinti 2026b, en apportant une précision importante déjà mentionnée dans Respinti 2026a ; des documents corroborent sa version ; voir Amicarelli, dans le présent numéro de *The Journal of CESNUR*). En réalité, il ne s'agissait que d'un simple contrôle d'identité de routine, que les médias locaux ont déformé en reprenant la propagande russe, alimentant ainsi le récit d'un dirigeant de « secte » dangereux poursuivi par les forces de l'ordre.

Pourquoi la prétendue presse libre se montre-t-elle doublement ignoble en diffusant des mensonges, tels que l'affirmation selon laquelle la maison où Rudnev a pu bénéficier, au printemps et à l'été 2026, d'une brève période d'assignation à résidence en préparation d'une intervention chirurgicale délicate, avec son épouse Tamara Saburova, serait une luxueuse villa dotée d'une piscine, de jardins parfaitement entretenus et d'espaces de loisirs répartis sur un vaste terrain ? Ces médias suggèrent subtilement que le couple mène une vie de luxe et ne constitue pas un couple persécuté dont les droits humains et la liberté religieuse sont systématiquement bafoués avec arrogance. En réalité, comme le montre une vidéo (Respinti 2026d), cette habitation est délabrée, humide et entourée d'un terrain marécageux. Des journalistes peuvent-ils décrire avec précision un lieu qu'ils n'ont jamais visité, en se contentant de recopier des informations trouvées sur Internet, comme en l'espèce, où ils se sont appuyés sur une simple annonce immobilière de location ?

Les médias occidentaux, y compris des organes de presse réputés, se sont contentés de répéter ce que disaient des sources discréditées. Ils n'ont ni enquêté ni vérifié les faits. Ils n'ont pas consulté les chercheurs. Ils n'ont pas remis en question le récit qui leur était présenté.

Il en est résulté une cascade de désinformation qui a façonné les perceptions internationales et contribué à la persécution d'un homme dont l'affaire méritait un examen attentif plutôt qu'un traitement sensationnaliste.

L'affaire Rudnev n'est pas seulement un scandale judiciaire. C'est aussi un scandale médiatique. Elle montre avec quelle facilité la désinformation peut acquérir une dimension internationale, avec quelle rapidité des récits peuvent se cristalliser et combien il est difficile de les corriger une fois qu'ils se sont largement diffusés. Elle révèle également le biais antisectes des médias occidentaux, qui considèrent toute accusation impliquant une « secte » comme intrinsèquement crédible, alors qu'une simple vérification des faits suffirait souvent à démontrer qu'elle est fausse.

Le journalisme occidental doit faire mieux. Et Konstantin Rudnev mérite mieux que d'être jugé par l'entremise de titres rédigés à des milliers de kilomètres de distance, fondés sur des rumeurs, de la propagande et la rhétorique des procureurs.

Références

- Amicarelli, Alessandro. 2026a. « Konstantin Rudnev and the Idea of a World Without Prisons. » *Bitter Winter*, 11 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4vwCvQP>.
- Amicarelli, Alessandro. 2026b. « Prosecutorial Overreach in Argentina: A Growing Human Rights Concern. » *The European Times*, 13 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/3RKsLVj>.
- Amicarelli, Alessandro. 2026c. « Argentina: The Troubling Pattern of Fernando Arrigo. » *The European Times*, 24 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/45escGh>.
- Bitter Winter*. 2026. « An Urgent Humanitarian Appeal Concerning the Case of Konstantin Rudnev. » 20 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4vFc9we>.
- Bourdy, Alban. 2014. *D'où leurres et minuties. L'histoire d'Ashram Shambhala*. Charleston, SC : CreateSpace Independent Publishing Platform.
- Bourdy, Alban. 2016. *Voler en éclats*. Paris : Muse.
- Bourdy, Alban. 2018a. *Chute ascendante*. Norderstedt : Book on Demand.
- Bourdy, Alban. 2018b. *Un Bisounours au pays des se(x)ctes*. Paris : Book on Demand.
- Bourdy, Alban. 2026. « Mi experiencia en Ashram Shamballa [sic]. » Communication présentée au XI Encuentro Nacional sobre Abuso Psicológico y Sectas: Invisibilidad y Poder, organisé par l'Asociación Iberoamericana para la

- Investigación del Abuso Psicológico (AIAP), à Salamanque, les 6-7 mars. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4pqMCoN>.
- Cour de cassation. 2013. Arrêt n° 12-81.743, 14 mai. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4wSOYQa>.
- Di Marzio, Raffaella. 2026. « When Prosecutorial Power Turns Into Obsession. The Cases of Rudnev and Jones Huala: A Psychological View. » *Bitter Winter*, 17 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4vy4qzK>.
- Fernández Martino, Betiana, et Hira Humayan. 2025. « The Baby at the Heart of an Investigation into an Alleged Russian Cult Leader in Argentina. » CNN, 11 avril. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4wO5ssr>.
- Introvigne, Massimo. 2022. *Brainwashing: Reality or Myth?* Cambridge : Cambridge University Press.
- Introvigne, Massimo. 2024. « Behind the Bivolaru Case. 2. GéPS, the Strange Origins of a French Anti-Cult Group. » *Bitter Winter*, 9 janvier. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/3RCpDLb>.
- Introvigne, Massimo. 2026a. « The Drug-Trafficking Theory in the Rudnev Case Falls Apart. » *Bitter Winter*, 12 juin. Consulté le 17 juillet 2026. <https://bit.ly/4pqRSc0>.
- Introvigne, Massimo. 2026b. « A Call to Conscience and Citizen Intervention in the Rudnev Case. » *Bitter Winter*, 23 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4polve6>.
- Introvigne, Massimo. 2026c. « Brainwashing Returns Through Trafficking Laws: A New Threat to Religious Freedom. » *Bitter Winter*, 27 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4f8MreB>.
- Introvigne, Massimo, et María Vardé. 2025. « The Jesus Christians: History, Theology, Controversies. » *The Journal of CESNUR* 9(3):3-68. DOI : 10.26338/tjoc.2025.9.3.1.
- Introvigne, Massimo, et María Vardé. 2026. « The Ashram Shambhala Saga: Esotericism and the Anti-Cult Repertoire in Russia and Argentina. » *The Journal of CESNUR* 10(2):3-85. DOI : 10.26338/tjoc.2026.10.2.1.
- Palmer, Susan J. 2023. « From Cults to Cobayes: New Religions as ‘Guinea Pigs’ for Testing New Laws. The Case of the Buenos Aires Yoga School. » *The Journal of CESNUR* 7(4):3-24. DOI : 10.26338/tjoc.2023.7.4.1.
- Parfitt, Tom. 2013. « Konstantin Rudnev: Russian Cult Leader Jailed for Sex Abuse. » *The Telegraph*, 8 février. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4fEJimS>.
- Respinti, Marco. 2026a. « The Case of Konstantin Rudnev: Russian Transnational Repression in Argentina. » *The European Times*, 9 mai. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/3R3cURz>.

- Respinti, Marco. 2026b. « 'I Am Not Afraid of the Truth': An Interview with Konstantin Rudnev from Rawson Prison. » *The European Times*, 13 mai. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4wP4cp7>.
- Respinti, Marco. 2026c. « A Turning Point in the Rudnev Case. » *Bitter Winter*, 23 mai. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/456y1Wj>.
- Respinti, Marco. 2026d. « A Victory, and the Beginning of a New Stage: Konstantin Rudnev Under House Arrest. » *The European Times*, 19 mai. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/44vHyWO>.
- Respinti, Marco. 2026e. « A Court That Looks Away: Argentina Sends Rudnev Back Into the Shadows. » *The European Times*, 4 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4wPrmvD>.
- Respinti, Marco. 2026f. « A Relentless Pursuit: Why Prosecutors Want Rudnev Back in a Cell at Any Cost. » *The European Times*, 10 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4gImNyv>.
- Respinti, Marco. 2026g. « 'On Democracy': The Democratic Imagination of Konstantin Rudnev. » *Bitter Winter*, 10 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4fG23Gr>.
- Respinti, Marco. 2026h. « The Rudnev Case in Argentina: A Gravely Ill Man Caught in a Judicial Storm. » *The European Times*, 20 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4w9TBFe>.
- Respinti, Marco. 2026i. « A Prosecutor's Obsession and Two Lives in Peril. » *The European Times*, 23 juin. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4w5dLAf>.
- Rivas Molina, Federico. 2025. « Detenido en Argentina el líder ruso de una secta vinculada a la trata de personas y el narcotráfico. » *El País*, 1 avril. Consulté le 14 juillet 2026. <https://bit.ly/4ylTPdX>.
- Sénat. 2013. « Dérives thérapeutiques et dérives sectaires : la santé en danger (Audition). Rapport n° 480 (2012-2013), tome II : procès-verbaux des auditions de la Commission d'enquête. Audition de M. Olivier Hertel, journaliste à Sciences et Avenir (mercredi 5 décembre 2012). » Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/4ppBo4b>.
- Šorytė, Rosita. 2026. « The Media Construction of Victims: Apple TV's 'Twisted Yoga.' » *The Journal of CESNUR* 10(4):65-84. DOI: 10.26338/tjoc.2026.10.4.4.
- Vardé, María. 2024. « La criminalización de las creencias: ideología antisectas en las políticas de trata de personas en Argentina. » *Diversa* (Red de Estudios de la Diversidad Religiosa en Argentina), 2 septembre. Consulté le 15 juillet 2026. <https://bit.ly/457TT3z>.

«S'il y a du sang, ça se vend» : comment les médias occidentaux ont reproduit la propagande russe contre Konstantin Rudnev

Vardé, María. 2025. « Anti-Cult Categories in Anti-Trafficking Policies in Argentina and Their Implications for 'Victims': A Case Study. » *The Journal of CESNUR* 9(5):21-44. DOI : 10.26338/tjoc.2025.9.5.2.

⊗ The Journal of CESNUR ⊗
